DEFENSE DE L'HOMME



3e Année. — N° 9 REVUE MENSUELLE Juin 1949. — Prix : 40 francs

DÉFENSE DE L'HOMME

Revue mensuelle
paraissant toutes les fins de mois

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Six mois .... 250 fr.
Un an .... 400 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois .... 300 fr.
Un an .... 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant l'administration et la rédaction à Louis Lecoin, 73, rue Camille-Pelletan, Antony (Seine). Lui téléphoner, au besoin, à Berny 08-63.

Utiliser, autant que possible, pour tous les envois de fonds, le compte chèque postal : Mme Lecoin (même adresse que ci-dessus) N° 4.504-77 - Paris.

Prix de l'exemplaire : 40 fr.
50 fr. pour l'extérieur

SOMMAIRE N° 9

Au secours du "Libertaire"

Je demande à tous les lecteurs de « Défense de l'Homme » de répondre favorablement aux appels que « Le Libertaire », en danger de ne plus paraître régulièrement, adresse aux hommes de pensée libre.

Sa disparition, même momentanée, causerait une joie trop grande à tous nos ennemis communs pour que nous n'accomplissions pas, dans la mesure de nos moyens, le geste de solidarité qu'il réclame.

Il n'est pas indispensable d'approuver toutes ses thèses, d'admettre tous ses points de vue pour souhaiter qu'il surmonte ses embarras, et l'y aider.

Louis LECOIN.

Fxpédier les fonds au nom de Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris (10e). Compte chèque postal 5561-76.

MAQUIGNONS de L'AMNISTIE

TROIS commissions sont, paraît-il, au travail, place Vendôme, pour élaborer un projet d'amnistie.

D'après le peu qui en transpire, on peut craindre qu'il n'en sorte qu'une grotesque caricature. Quelques « indignes nationaux » seront blanchis et avec eux quelques « délinquants » mineurs. Le reste, le gros des condamnés, ceux-là qui ont commis l'erreur de jouer la mauvaise carte ou simplement de suivre la loi, alors que le maréchal la représentait, demeureront au bagne ou en prison.

Ne sommes-nous pas au pays de la générosité et de la grandeur d'âme ? Et ne convient-il pas que le journaliste et l'homme de théâtre qui ont commis le crime de continuer leur activité professionnelle sous l'occupation, même sans autrement épouser la cause allemande, soient châtiés implacablement pour que se satisfasse l'appétit de justice du métalo-patriote qui, pendant ce temps, fabriquait des bombes chez Renault ?

Ainsi va le monde quand la haine et la démagogie en sont les moteurs essentiels.

Ce n'est pas que l'opinion publique en général ne soit revenue de bien des choses au sujet de la Résistance et de la collaboration. Le mensonge était gros, l'escroquerie était de taille et, avec le temps, il fallait bien que tout ce battage revienne à des proportions plus normales. Chaque jour qui passe nous amène sa révélation sur ces résistants chevaleresques, dont il apparaît que beaucoup, vénérés comme des héros, en ont fait moins qu'ils n'en déclaraient au départ, ou ont agi parfois à des fins moins désintéressées qu'ils prétendent.

Des crimes effarants sont même à la charge de certains qui plastronnaient néanmoins, sans parler des activités équivoques et partisanes.

En sorte que, à leur grand dam, la lassitude gagne le public, leur épopée sombre dans l'indifférence, leur parti-pris indispose. Le citoyen banal qui a accepté l'armistice comme la conclusion logique d'une situation sans issue ne se sent plus diminué devant le maquisard ou prétendu tel qui surgit à chacun de ses pas comme escargot après l'averse. Et dans l'impossibilité de démêler le vrai du faux dans tous ces récits de légende, ces histoires ténébreuses de réseaux vendus ou donnés, ces clandestins innombrables à croire que les fabricants de fausses moustaches sont tous devenus milliardaires en l'espace de ces quatre années, il rejette tout en bloc, les rares authentiques et les multiples similis, et se désintéresse de leurs rocambolesques aventures.

Il n'en reste pas moins que les autres tiennent toujours le haut du pavé, les affaires de l'Etat et, ce qui est pire, les clés des prisons. Il s'ensuit qu'une mesure d'apaisement moral, un retour à la raison après le coup de folie de l'épuration, où domina plus la haine que la jsuice, et qui seraient accueillis par la majorité nous sont refusés par un quarteron d'aigris, vindicatifs et médiocres. Impuissants à prouver leur compétences aux emplois où ils se sont installés à l'esbrouffe, ils redoutent en ouvrant leurs geôles de renforcer le clan des opposants. Ils fermeront leur cœur à la clémence et leur esprit à la vérité pour conserver leur maroquin.

□

Ils font mieux. Trois lignes en bas de page dans les journaux de la semaine

dernière nous ont appris le crime le plus atroce qu'on puisse mettre à charge d'un gouvernement. Ils ont fusillé un homme condamné à mort **depuis deux ans.**

Ainsi pendant qu'ils maquignonnent sur un projet de grâce que tout le monde réclame, tandis qu'ils marchandent la mansuétude au centimètre et mesurent la générosité au pied à coulisse, ils osent, après deux ans qu'il macère dans une cellule, pousser un homme au poteau d'exécution. Pas un qui ait réagi, pas un qui se soit ému ou indigné, des palabreurs du Parlement au responsable de la Justice, en passant par le Président de la République endormi sur son droit de grâce.

Qu'avait commis ce coupable ? Quelle sombre histoire de clandestinité ou de réseau trahi, peut-être sous la torture, avait-il à sa charge ? Qu'importe. Si noir que soit son crime, il est effacé par celui de la société. Un Etat capable de laisser souffrir deux ans un coupable, de le torturer sept cents jours de cette affreuse torture par l'espérance, n'est habilité à demander compte à personne de ses forfaits. Il est des cas où les lenteurs de la procédure, les atermoiements des enquêtes et les paperasseries administratives cessent d'être des motifs acceptables. Il fallait tuer tout de suite, puisque la mort est dans vos lois et le meurtre dans vos habitudes, ou grâcier. Vous avez condamné cet homme à mourir, vous n'avez pas prescrit que cela serait à petit feu.

Ainsi ce malheureux, qui était peut-être un infâme, est devenu pitoyable. Sept cents jours il a vu, par les barreaux de sa cellule, se lever cette aube qui peut-être serait sa dernière. Sept cents fois, comme nul bruit inaccoutumé ne troublait le silence des couloirs, il a repris espoir. A mesure que les jours passaient, que les mois succédaient aux mois, les saisons aux saisons, les fers se faisaient moins lourds à ses chevilles. Ses nuits s'apaisaient et les petits matins, naguère redoutés devenaient plus confiants.

— Ils ne peuvent plus, pensait-il. C'est trop long. Ils n'oseront plus. Pas en France.

Ils ont osé. Son dossier, égaré sans doute par quelque scribe inconscient, est brusquement revenu au jour sur une pile, à la faveur d'un quelconque époussetage de casiers. On l'avait oublié, on le retrouve ; l'ordre est parti. Personne ne s'est alarmé de ce retard insolite et que peut-être il introduisait dans l'affaire une notion nouvelle. Le procureur était ailleurs, perdu dans l'étude d'un quelconque trafic de marché noir. Le ministre de l'Intérieur s'affairait autour d'un vague complot contre le régime, fomenté par trois sous-officiers de cavalerie porteurs de pétoires. Le Garde des Sceaux rognait à coups de ciseaux rageurs la liste des grâces amnistiantes. Le chef de l'Etat faisait sa valise et vérifiait l'ordonnance de sa cravate avant d'aller se faire applaudir par deux douzaines de bicots stylés, recrutés par la Résidence.

Et on a tué cet homme. Deux ans après sa condamnation. Six ans après sa faute. Justice est faite. La Justice est boiteuse, mais elle vient. Force reste à la loi. Il a payé sa dette. Etc, etc. Amen !

Bons chrétiens du M.R.P., doux humanitaires du socialisme, braves radicaux soucieux du droit, rien ne vous choque dans cette histoire ? Vous qui tous les vingt ans défendez si vaillamment la civilisation contre la barbarie, vous qu'indignent si vertueusement les exactions des régimes d'en face, vous qui flétrissez en bloc et Hitler, et Staline, et Franco, et les autres, qui condamnez ces sociétés où l'individu n'est pas défendu, où la raison d'Etat l'emporte, où la liberté est un mythe et la justice une chimère, vous ne vous sentez vraiment pas un peu gênés dans vos professions de foi ?

Et vous, cher M. Auriol, avec votre mine bon enfant, votre accent familier

et votre inappréciable pouvoir de tempérer par la pitié la rigueur des arrêts de Cours, ne pensez-vous pas que vous avez là manqué l'occasion d'éviter que la réputation de « France la doulce » subisse un nouveau préjudice ? Faute d'attention sans doute ou trou de mémoire. Peut-être. Mais puisqu'aussi bien à vos côtés s'empresse un chef du protocole qui veille aux plis de votre jaquette, ne pourriez-vous charger quelqu'un de vous signaler ces cas douloureux ? Il est bien, certes, que le personnage qui représente la France ne mette pas son chapeau de travers par distraction et que son gilet ne soit pas froissé par endroits. Mais méfiez-vous aussi des taches de sang sur le plastron. Que vous n'en soyez pas personnellement responsable, nous vous en faisons bien volontiers crédit. Il n'empêche qu'il faut vous garder des imbéciles qui vous éclaboussent. En ces temps où la justice des hommes s'exprime si facilement à coups de mousqueton, il importe d'être vigilant quand on veut rester propre.

□

Il semble qu'après ce beau coup, la liste devrait être close. Il serait temps qu'on cesse de fusiller ou d'incarcérer, au nom de la Résistance ou de la collaboration. Dussent échapper quelques indiscutables criminels, à cause des erreurs qu'on peut encore commettre en poursuivant ce qui n'est plus qu'une froide vengeance, il faut cesser cette répréssion.

Le bon sens, l'esprit de justice, l'intérêt même y conduisent. La majorité du public y aspire. L'heure des excités est écoulée, le temps de la saine raison doit revenir.

Si des hommes crurent utile de composer avec le vainqueur pour tenter de sauvegarder quelque chose de notre conception de la vie, il est aujourd'hui prouvé que leur calcul ne fut pas toujours inutile, ni si faux qu'on l'a voulu dire.

Si d'autres, un instant aveuglés par leurs colères partisanes, s'engagèrent étourdiment dans le camp que les hasards de la guerre menèrent à la défaite, il est injuste de prétendre que tous indifféremment y sacrifièrent leur honneur d'homme.

Que M. Lecourt, chrétien à ce qu'il affirme, ne cherche donc pas plus, en matière de clémence, à justifier son nom. Pas de petite amnistie miteuse, tronquée, circonspecte et rachitique. Une bonne, franche et loyale amnistie. Que les bagnes se vident, que la paix revienne dans les esprits, que les milliers de familles qui souffrent autant que les emprisonnés retrouvent leur équilibre et puissent redonner un sens à leur vie. En rageront peut-être quelques bilieux acharnés à leur rancune, quelques haineux imperméables à la sensibilité, quelques fanatiques accrochés à leurs mots d'ordre. En regard, s'en réjouiront des millions d'honnêtes gens au cœur large, à l'esprit droit, qui savent bien qu'une société n'est pas valable qui repose sur le surpeuplement des bagnes et l'éternité des prisons.

Si vous vous êtes opposés à la force, si vous avez voulu défendre l'homme contre des régimes inhumains, montrez au monde que tout cela n'était pas des bobards de propagande ou des clichés de tribune. Méritez votre victoire, ouvrez grandes vos cellules et prouvez-nous que vous avez vraiment résisté par quelque chose.

Maurice DOUTREAU.

N. B. — *A l'heure où je rédigeais mon article du mois dernier, je m'étonnais que le journal* Combat *dans sa page : « Citoyens du monde », n'ait consacré aucun commentaire à la condamnation de l'objecteur de conscience J.-B. Moreau. Entre temps, plusieurs articles fort pertinents ont paru sur le sujet dans cette même feuille. Je lui en donne acte avec plaisir.* — M. D.

Les sociologues
de la
Grande Muette

LES mémoires posthumes du général Giraud nous éclairent sur la parfaite fraternité d'armes qui régnait dans le camp des défenseurs de la démocratie. Ce que nous savions déjà s'y confirme, à savoir que tous ces messieurs à galons d'or ne s'agitaient tant que pour accéder aux hauts rôles. Le souci de la France, l'amour de la patrie et l'attachement à la liberté sont autant d'excellentes choses qui acquièrent un prix inestimable quand elles peuvent coïncider avec l'avancement. Celui-ci restant bien entendu le moteur principal de toute action.

Nous étions déjà fixés sur la profondeur des sentiments patriotiques du général de Gaulle et sur son désintéressement. N'avait-il pas, avant de prendre la tête de la dissidence, stipulé dans son contrat avec les Anglais que sa solde lui restait acquise, avec ses droits à la retraite, tout cela en cas de défaite à la charge du gouvernement de Sa Majesté britannique ? D'autre part, il était entendu, toujours dans l'éventualité d'une victoire du Reich, que ce grand Français, si fermement attaché à sa patrie, se verrait immédiatement investi de la nationalité anglaise. C'est ce qu'en langage de stratège on appelle « assurer ses derrières ». De la politique personnelle habile et où le sentiment a sa place, mais juste sa place et rien de plus.

Politique personnelle ? Les Mémoires de Giraud en sont pleins. Crocs-en-jambes ici, chausse-trapes là, nos deux généraux rivaux s'appliquaient à s'éliminer l'un l'autre pour tenter finalement de prendre la place du troisième « grand soldat », le vieux de l'autre guerre, qui régnait dans sa ville thermale.

Car les ambitions n'étaient pas minces dans ce panier de crabes étoilés, et le but essentiel était simplement, non l'accession au grade supérieur ou le commandement des armées, mais bien la direction générale du pays.

La déconfiture des militaires en 40 nous avait laissé l'espoir que du moins désormais leur crédit avait reçu une sérieuse atteinte et qu'il leur faudrait rester dans l'ombre quelque temps. Aussi grande fut notre surprise de voir que, malgré leur retentissante faillite, ils se remettaient promptement en selle, qu'un maréchal flanqué de toute une cohorte de généraux prenait en main le gouvernement et que, de l'autre côté, des représentants de la même caste s'affairaient à le supplanter.

C'est qu'à défaut de briller dans leur spécialité, tous nos porteurs d'épaulette ont aujourd'hui des idées sur la politique, un programme de gouvernement et des prétentions à la sociologie. La Grande Muette veut dire son mot.

Ce que peuvent être les conceptions sociales d'un militaire, on en a vu l'échantillon. Pendant quatre ans, sous le couvert de l'impératif slogan « Travail, Famille, Patrie », le vieux maréchal a tenté d'instaurer un régime de paternalisme désuet. Toute l'Action française, revenue de sa divine surprise, s'empressa à lui souffler les conseils et les directives.

Parti unique, Etat fort, la France au travail, et silence dans le rang. Atmosphère édifiante et resucée de l'Ordre moral.

Repartis les fourgons de l'étranger qui nous avaient fait ce beau cadeau, d'autres arrivaient qui nous voituraient le second général homme d'Etat. Là ce sont les communistes qui manœuvrent et les endiguer n'est pas une mince affaire. On a beau avoir fait ses classes à l'école des Jésuites, impossible de leur en remontrer sur ce chapitre. Et notre « libérateur du territoire » doit bientôt se retirer dans ses terres. Ce n'est pas qu'il manque d'idées ou de programme. Il a tout cela en réserve dans son képi et il nous en promet la primeur. Quand il reviendra, comme il y aspire, il y aura du nouveau. De la liberté autoritaire, du syndicalisme d'Etat et le droit de grève après autorisation du ministère de l'Economie nationale. Sans compter l'association capital-travail, cette vieille formule toujours neuve. Quand on connaît l'esprit des capitalistes, on est fixé sur la valeur de cette antinomie. C'est un peu comme si le tigre, pour définir ses rapports avec la gazelle, nous disait qu'il l'invite à déjeuner.

Quant à Giraud, on en sait peu sur ce qu'était son plan de rénovation sociale. Il y a gros à parier qu'il devait être à l'image de ses moustaches. Moderne, jeune et hardi. Il avait des principes : « Avec une troupe bien en main, il n'y a pas de grève qui tienne. » Et d'abord, comme le disait l'autre, « il n'y a pas de question sociale ».

C'était donc pour appliquer ces séduisantes formules que ces messieurs s'agitaient tant, qu'ils se faisaient la guerre ouverte et la guerre sourde que leurs écrits nous révèlent. Franchement, il n'y avait pas de quoi. L'aptitude au commandement qui conditionne leur ascension dans la hiérarchie militaire ne saurait suffire à tout remplacer, et une nation est un organisme singulièrement plus complexe qu'un régiment de tirailleurs.

A moins qu'on n'en veuille faire une gigantesque caserne, ce qui peut paraître alléchant pour un porteur de feuilles de chêne, mais qui reste tout de même assez loin de l'idéal des quelconques citoyens.

***

Est-ce à dire que le problème soit simple à résoudre et que les dirigeants que l'on peut trouver dans le civil soient beaucoup plus aptes à nous fournir la solution ? L'expérience ne le démontre certes pas.

Dans toutes les classes, des postulants au pouvoir affirment détenir le moyen d'assurer l'équilibre et de réaliser le bonheur collectif. Tous font faillite les uns après les autres. La classe ouvrière elle-même, dont on dit depuis déjà pas mal d'années que son heure est venue de faire valoir sa force et de prendre en main son propre destin, n'apparaît pas, en toute objectivité, plus apte à édifier une société harmonieuse.

On a pu, à certain moment, fonder de grands espoirs sur le syndicalisme. La vérité oblige à reconnaître qu'il a complètement dévié de ses buts. L'esprit politicien dont il prétendait, naguère, se préserver avant tout, l'a contaminé. Tout se réduit à une lutte entre partisans et adversaires du stalinisme. L'union des travailleurs sur le terrain économique est un mot vide de sens. Les grèves et les mouvements soi-disant revendicatifs sont le plus souvent provoqués pour des visées tout autres que celles qu'on y affirme. En sorte que ceux qui décèlent le truquage et l'escroquerie sont fréquemment amenés, en s'abstenant pour ne pas être dupes, à servir des intérêts opposés aux leurs. D'autres finissent par se désintéresser d'une partie où les cartes sont si étrangement mêlées et où la finalité n'apparaît pas clairement. Enfin, on peut bien le dire, même à supposer que nous soyons libérés du péril bolchevique, il n'éclate pas que le prolétariat témoigne d'une conscience, d'une valeur morale et d'une compétence tellement supérieures que la direction doive passer entre ses

mains. Il manque en tout premier lieu de la lucidité qui le mettrait à l'abri des démagogues et des décrocheurs de lune. Il manque aussi, à l'égal des autres classes dont il supporte le joug, du sens de la moralité nécessaire dans toute société qui ne se régente pas par la force et par l'autorité absolue. Taire cette vérité parce qu'elle est désagréable et bercer le peuple dans l'illusion d'une fausse supériorité est le propre de charlatans ou de politiciens empressés à piper ses suffrages. Ce n'est pas ici notre fait.

On peut certes sourire des aspirations au pouvoir d'un quelconque général en mal de sociologie et se garder de se jeter sur ses pas comme sur la trace d'un sauveur. On peut se méfier des promesses trop mirifiques de techniciens ou d'intellectuels avides de pouvoir. On peut se défendre des entreprises de dictateurs du prolétariat qui postulent à faire notre bonheur par les voies les plus expéditives. Il faut bien reconnaître que ceux qui ne veulent pas tomber sous la coupe de ces divers messies ne sont pas en mesure de proposer aux foules un programme social qui ait quelque chance de les rallier. Ce que les syndicalistes pouvaient jadis avancer constitue aujourd'hui les éléments d'une construction bien fragile.

Pourquoi ? Parce que tous les beaux projets qu'on tente d'échafauder s'effondrent si on ne peut tabler sur des valeurs sûres pour les réaliser. Les valeurs sûres, c'est la moralité, le sens du droit, l'esprit de justice. Tout cela, spécialement en France, est en défaut.

Longtemps le prolétariat a affirmé que les classes supérieures étaient corrompues. Le syndicalisme visait à dresser en face d'elles une classe ouvrière pure, digne et d'une conscience plus haute. Ce fut vrai un temps et le prolétariat français a pu être pour les autres un exemple et un flambeau. Mais il a perdu cet apanage.

Il l'a perdu dans les guerres qu'il a faites et par la manière qu'il les a faites. Il l'a perdu en abandonnant son originalité propre pour se mettre à la remorque d'idéologies importées. Il l'a perdu en s'abandonnant à la facilité, au débrouillage personnel, à l'égoïsme mesquin, aux futilités de la politique.

« La France est un pays de boutiquiers enrichis qui ne veulent plus jouer qu'au demi-centime. »

Qu'on m'en excuse, le mot est de Hitler, mais il n'est pas sans justesse. Et il n'y a pas que les seules classes possédantes qui peuvent en prendre de ce jugement.

On ne confond pas impunément l'individualisme avec la resquille et le démerdage. Et tant que la classe ouvrière française cédera au courant, tant que ce pays restera ce qu'il est, la France bistrotante et combinarde, le milieu social sera corrompu, le travailleur sera la dupe et la décadence s'accentuera.

Les formules ne manquent pas pour bâtir une société plus juste et plus noble que ce marécage où nous croupissons. Que ceux-là qui produisent les richesses désirent construire un monde où ils ne soient pas frustrés de leur effort, c'est parfaitement légitime. Mais rien n'est possible sans que chacun ait la conscience de ses devoirs. On peut tout espérer d'un peuple de producteurs ayant le sens de la justice. On ne fait rien avec une nation de joueurs de bonneteau.

LA PALICE.

ALLONS, LES RETARDATAIRES

Pensez à renouveler votre abonnement. Ne nous contraignez pas à répéter pareils appels. Ne mettez pas non plus l'administration de la revue dans l'embarras et retournez-nous celle-ci si vous ne désirez plus la recevoir.

Bilan du Socialisme
et
considérations sur le bellicisme des masses

Georges Izard déclarait il y a trois ans, avec assez de confiance pour faire de cette affirmation le titre d'un ouvrage : l'homme est révolutionnaire. On peut sans doute accepter cette définition pour les cent dernières années. Que de forces vives, que d'énergie, que d'idéalisme ont été consacrés à la lutte sociale ! Comment ne serait-on pas étreint par l'émotion en songeant à cette élite de plusieurs générations précipitée dans une lutte quotidienne et dévoratrice ? Et combien de personnalités géniales ou exceptionnelles se sont-elles vouées corps et âme à la révolution ! Quel travail passionnant, auquel un historien se consacrera bien un jour, que de camper une galerie de portraits qui montrerait l'unité supérieure de ces hommes à travers leurs divergences.

Tant d'efforts ont-ils été vains ? On pourrait le penser en constatant que cet élan vital qu'on put croire irrésistible s'est ralenti après la première guerre mondiale, s'est sclérosé à l'Est dans un régime d'exploitation et de terreur, et fait place aujourd'hui à un appauvrissement et à une confusion que les plus énergiques ne peuvent nier. Les sceptiques ont beau jeu de nous sortir triomphalement leur argumentation classique sur la nature humaine et ses tares congénitales, égoïsme, volonté de puissance démesurée, méchanceté, bêtise. Mais puisque nous sommes du parti qui ne désespère pas de l'homme, c'est ailleurs que nous chercherons la cause du désarroi et du piétinement actuels.

Koestler considère que nous sommes au creux de la vague et qu'il faut attendre un nouveau bond, selon lui inéluctable. Mais si l'on en tombe d'accord, il n'importe pas moins de préparer cet élan futur afin qu'il ne soit pas aussi décevant que les phases antérieures. L'évolution du rapport de forces international nous vaudra peut-être un répit qu'il convient alors d'utiliser. Et comme, avant de bâtir, il est nécessaire de faire place nette, la première tâche qui nous incombe est sans doute de chercher les causes des échecs précédents. Comment tant de vitalité conquérante, qui ne rencontrait parfois qu'une résistance assez molle, a-t-elle été dépensée le plus souvent en vain ? Ceux qui ont étudié le mouvement révolutionnaire répondront que le principe de cette impuissance s'est trouvé dans la division des forces rénovatrices. Et, en dernière analyse, cette division correspondait à de profondes oppositions doctrinales. Au lieu de converger vers le même but, la transformation des structures sociales et l'élaboration d'une nouvelle culture, les différents courants et organisations ont usé la plus grosse partie de leur dynamisme à se combattre et, finalement, à se neutraliser. Aussi, en même temps qu'elle cherche les éléments d'une doctrine, notre génération doit-elle faire la critique des expériences passées. Il serait utile, il serait même indispensable, que chacun des courants qui ont participé à la dissociation du potentiel révolutionnaire soit mis en accusation par un homme qui en a vécu l'action assez longtemps pour connaître à fond ses insuffisances.

Ce bilan vient d'être établi d'une façon remarquable pour le socialisme, et

plus particulièrement en ce qui concerne son organisation française. Par un procédé ingénieux, l'auteur a donné une densité particulière à son ouvrage en le publiant sous la forme d'une « Lettre à Léon Blum ». Claude Harmel n'a pas voulu, je suppose, employer ainsi un artifice pour forcer l'attention. Si son sujet déborde le plus souvent la personnalité du leader de la S.F.I.O., on voit bien qu'il a été obsédé longtemps par le prestige et le rayonnement de ce dernier, qu'il s'est nourri de sa pensée, qu'il a vraiment l'impression de se livrer à un corps-à-corps avec son ancien maître quand il dissèque le socialisme, en un mot qu'il incarne celui-ci dans celui-là. « C'est sous votre influence que je me suis éveillé à la réflexion politique et à l'action, écrit-il. Je vous ai lu très jeune. C'est à travers votre pensée que j'ai d'abord pensé le monde. Je vous ai vénéré comme un maître, avec la passion de l'adolescence. Je vous ai aimé, jusqu'à regretter que vous ne fussiez pas mort, aux heures où votre action décevait par trop mon attente. Je croyais alors vous haïr, et peut-être était-ce là en effet de la haine. Je vous appartenais encore, pourtant, et, disputant avec vous dans le secret de moi-même, c'est au nom des idées que vous aviez mises en moi que je vous maudissais. Aujourd'hui que je ne me sens plus engagé par un seul de vos écrits ni un seul de vos gestes, c'est toujours par rapport au système de pensée qui est le vôtre que je parviens le mieux à définir un socialisme que certainement vous n'accepteriez pas, que vous comprendriez pas peut-être. Mais il n'entre dans cette confrontation ni hostilité, ni amertume, ni même le dédain des générations qui montent pour celles qui déjà prennent rang dans l'histoire. Je ne trouve en moi rien qu'une tendresse voilée, comme pour un ami depuis longtemps perdu, et je me prends parfois à me réjouir autant que d'un bonheur personnel du respect presque universel qui vous entoure. » Et c'est bien une nouvelle preuve de l'étroitesse du déterminisme marxiste que cette influence d'un homme sur une génération. Jaurès continuant à vivre, et sans qu'on s'autorise à formuler dans l'hypothèse un jugement de valeur, tout le contenu du socialisme eût sans doute été différent.

C'est en fonction du premier problème de notre époque qu'il convient de juger un mouvement qui a combattu pour la paix avec un acharnement méritoire. Mais son action fût-elle menée d'une façon pertinente, les positions capitales que lui imposa Blum furent-elles inspirées par une exacte évaluation des réalités ? Il n'y paraît guère. L'homme était avant tout un idéologue prisonnier d'abstractions, et un juriste qui attachait plus d'importance au contenant qu'au contenu, aux formes qu'à la substance. Et comme il fallait bien résoudre artificiellement et dialectiquement la contradiction entre le réel et la définition qu'il en donnait, c'est à une véritable falsification que le socialisme s'est livré durant cette période où un rationaliste, finalement rigide malgré son humanisme, succéda à cette force de la nature qu'était Jaurès.

Blum, on le sait, fut le champion de la notion de sécurité collective. La politique des alliances avait jeté le monde dans un premier conflit, celle de la sécurité collective ne pouvait manquer d'étendre en chaîne, à l'échelle planétaire, le moindre heurt. Si l'on est prisonnier des catégories politiciennes et nationalistes, on peut voir une certaine logique dans l'extension de la lutte pour le corridor polonais à une guerre mondiale. Mais il ne convenait pas à un parti ouvrier de se laisser happer par cet engrenage, c'était renouveler l'erreur du parti socialiste en 1914. Et en retombant exactement dans la même ornière. Les socialistes d'union sacrée justifièrent par des sophismes l'alliance des démocraties avec un régime tzariste auprès duquel l'autoritarisme des Hohenzollern paraissait libéral. En même temps, ils camouflaient ainsi la cause réelle du conflit, la rivalité des impérialismes en pleine compétition. Il fallut des années pour que la vérité s'imposât enfin, montrant qu'à volonté de puissance égale le bellicisme s'était trouvé du côté des Alliés, particulièrement des Anglais obsédés par la conquête de leurs marchés qu'opérait l'industrie allemande. Un militant comme Rosmer, pour ne pas citer des historiens qu'on pourrait juger suspects, a minutieusement analysé la genèse du conflit dans son *Histoire du Mouvement ouvrier pendant la guerre*. Le blumisme ne manqua pas de retomber dans la même confusion, pourtant dénoncée

d'avance par Jaurès, ainsi que Félicien Challaye le rappela en 1938 (1).

La logique de Blum devait inévitablement l'entraîner plus loin. La notion de sécurité collective exigeait une définition de l'agresseur. Débat difficile que le théoricien crut t r a n c h e r en désignant d'avance les bons et les méchants : d'un côté les démocraties, qui devaient être pacifiques pour ne pas faire mentir l'idéologie socialiste ; de l'autre les régimes non-démocratiques qui ne pouvaient manquer de désirer la guerre à plus ou moins longue échéance. Les démocraties menaient-elles une politique qui cadrait assez mal avec les classifications de Léon Blum en resserrant les liens avec la Pologne de Beck et la Russie stalinienne ? Les idéologues n'ont pas coutume de s'effarer longtemps pour si peu de chose. Dans le silence du cabinet, on couchait la réalité sur un lit de Procuste qui la transformait suffisamment pour qu'elle puisse se conformer au dogme. Manipulations dangereuses pour l'avenir ! Que M. Spaak compare aujourd'hui la Gestapo à une organisation de boy-scouts en regard de la N.K.V.D., ou que Churchill établisse un rapport analogue entre hitlérisme et stalinisme, et ceci après avoir prôné la croisade des démocraties contre le fascisme, cette palinodie ne met en cause que des hommes d'Etat. Mais en approuvant ladite croisade qui englobait l'U.R.S.S. parmi les bons, et ceci malgré l'expérience de la première guerre mondiale, le socialisme a définitivement fait faillite en tant que mouvement révolutionnaire. Il a montré ainsi qu'il n'était qu'un des facteurs déterminants du Maëlstrom infernal dans lequel le monde est entraîné depuis le 2 août 1914.

Mais la paix ne peut régner sans une profonde transformation des structures sociales. Sans négliger les facteurs passionnels et nationalistes qui servent à obtenir des peuples un minimum d'élan, on sait bien que la cause première des guerres modernes est d'un autre ordre. On peut reprendre, en la modifiant quelque peu, la proposition désormais classique : « Tout régime d'exploitation — et pas seulement le capitalisme libéral — porte la guerre comme la nuée l'orage. » Les schémas socialistes ont-ils été plus réalistes en ce qui concerne la révolution nécessaire ? Disons tout de suite que ce n'est pas seulement Léon Blum qu'il faut mettre en cause, mais toute une tradition qui s'enracine dans la doctrine marxiste. On connaît la prétention de celle-ci à être une application de la méthode scientifique à la politique, prétention dont nous apercevons aujourd'hui le côté ridicule, car le caractère même de la science est de se placer en dehors de tout dogme, alors que le marxisme fut sans doute le plus grand accoucheur moderne d'affirmations dogmatiques. Marx ayant prophétisé que l'évolution du capitalisme conduisait logiquement et inéluctablement au socialisme, le socialisme attendit que l'économie parvint au stade de concentration décrit par Marx pour faire le saut. Cela évitait de penser la réalité, ce qui est assez fatigant, et permettait de s'installer dans un réformisme confortable bien pourvu en sièges parlementaires. Or il n'est pas vrai que la concentration économique conduise au socialisme, même si elle aboutit à la propriété collective. Celle-ci n'est ni suffisante, ni nécessaire d'ailleurs, pour assurer la dignité et la liberté des travailleurs. Au contraire, elle provoque une concentration du pouvoir et de la compétence entre un petit nombre de mains, celles des technocrates, de synarques. Elle est la pire forme de la dictature. Et si Burnham ne fit que raisonner après coup sur un fait d'expérience, les prévisions des doctrinaires anarchistes sont infiniment plus probantes, car elles nous apparaissent maintenant comme ayant été marquées d'un sceau véritablement prophétique. De Proudhon à Malatesta en passant par Bakounine, Kropotkine et les Jurassiens, c'est-à-dire pendant les soixante-dix années qui précédèrent la révolution russe, les avertissements ne se comptent plus qui furent prodigués aux marxistes quant à la finalité inéluctable du socialisme tel qu'ils le concevaient. Et toutes les tentatives émouvantes et désespérées de Léon Blum pour concilier l'humanisme libéral et démocratique avec le marxisme sont le témoignage d'une contradiction fondamentale entre deux choses qui ne peuvent coexister : l'étatisme, et l'émancipation de l'homme.

La critique du socialisme a été faite

(1) *Jaurès et la limitation des conflits.*

fréquemment, mais toujours par des adversaires. La *Lettre à Léon Blum sur le socialisme et la paix* prend un accent particulier puisqu'elle est l'œuvre d'un militant pour qui Blum fut longtemps le plus prestigieux des maîtres. La mercuriale de Claude Harmel, d'autant plus attachante qu'on la sent dénuée de tout parti pris, a en outre le bonheur d'être servie par un exceptionnel talent. Le souffle, et le brillant de l'écriture, font penser constamment à Jaurès, et c'est une véritable gageure que d'avoir osé employer pour un ouvrage de ce genre un style où l'image frappante jaillit constamment, insérée dans la trame de l'argumentation et l'éclairant sans cesse. Le livre contient quelques-unes des plus belles pages qui aient été écrites sur des problèmes qui nous obsèdent, chaque proposition stimule, éveille parfois une contradiction passionnée, et je dois faire effort pour ne pas me laisser entraîner dans un débat sur la seconde partie du livre, car l'auteur ne se contente pas de critiquer la pensée de Blum, il lui oppose sa propre conception d'un socialisme beaucoup plus proche de la doctrine de Proudhon. Je crois nécessaire, toutefois, de ne pas laisser passer certains jugements sur le pacifisme qui me paraissent dangereux.

Dans son désir de ne respecter aucun tabou, Harmel se livre à quelques développements sur la psychologie populaire en face de la guerre. « Le pacifisme du peuple n'est pas profond, écrit-il, ses racines ne pénètrent guère au delà de l'humus superficiel et le moindre souffle l'emporte... Au jour des mobilisations, les guerres sont faciles, propres et joyeuses autant que justes. » Victor Hugo disait déjà :

Depuis huit mille ans la guerre
Plaît aux peuples querelleurs...

et Harmel creuse cette idée jusqu'à y trouver un gouffre. Certes, ce n'est pas tellement l'individu qu'il accuse, car celui-ci raisonne, mais l'homme dans la rue, fondu dans la masse, soulevé par d'aveugles mouvements, remué par un obscur sadisme. Il y a là des pages très fortes qu'il faut lire, mais ce qu'elles comportent de juste, et les solutions proposées pour dévier ces élans vers leur transposition pacifique, n'autorisent pas à passer sous silence ce que je crois être des erreurs de jugement qui contrastent avec la lucidité générale de l'ouvrage. Il y a beau temps que nous avons apprécié à sa valeur, celle des utopies dangereuses, la confiance naïve que les doctrinaires accordaient aux hommes en troupeau, nous savons bien tout ce qu'on peut attendre des impulsions désordonnées de la foule. Mais Harmel accorde trop d'importance à cet aspect du problème. Cet homme de la masse, inculte, abêti, soulevé par des mots d'ordre qui l'assaillent en rafales, lorsque la folie générale dans laquelle il s'est trouvé pris tombe d'elle-même, le voilà qui retrouve son gros bon sens et sa jugeotte. Peut-être fait-il encore le fendant pour soutenir son rôle, il n'en pense pas moins. Quand il part pour la guerre en braillant des propos belliqueux, comme il aurait vite fait demi-tour pour rentrer chez lui s'il n'était pas inexorablement inséré dans les rouages de l'armée, et comme tout combat cesserait vite faute de combattants ! En fait, c'est le bellicisme de la masse qui n'est pas profond, en creusant un peu on trouve un immense besoin de paix, la conviction que la guerre est une stupidité. D'ailleurs, même dans ce qu'elle a de superficiellement vrai, l'affirmation de Claude Harmel me paraît très contestable. Munich a été accueilli avec une joie délirante par tous les peuples intéressés, Mussolini y reconquit un nouveau prestige aux yeux des Italiens, Daladier, qui croyait sans doute, lui aussi, au désir d'en découdre des masses, fut tellement surpris par la réception des Français qu'il lâcha une grossièreté. Et nous nous souvenons tous du peu d'enthousiasme régnant parmi les mobilisés de 39. Nous savons aussi que la plupart des soldats allemands, qui approuvaient pourtant le régime national-socialiste, ne se plaisaient pas sous l'uniforme et rêvaient à leur foyer. Que les Américains n'avaient qu'une hâte, celle de rentrer chez eux. Et que les Russes, en 41, ne brillaient pas précisément par l'ardeur belliqueuse.

Sans doute, à des époques où la guerre pouvait à la rigueur passer pour fraîche et joyeuse, et surtout parce qu'un nationalisme juvénile les galvanisait, les peuples ont-ils répondu avec une certaine flamme à l'appel aux armes. Encore a-t-il

presque toujours été nécessaire, depuis un siècle, de justifier les conflits par des objectifs pacifistes et libérateurs. Que les masses se soient laissé duper ne met en cause que leur clairvoyance, non leur désir instinctif de paix. Si celui-ci n'existait pas, on ne voit guère le besoin qu'auraient les gouvernants de définir des buts idéologiques en cas de conflit. Au seul cri de « Vive la guerre ! », tous les hommes valides voleraient au combat comme le pugiliste soulevé par l'instinct combatif lorsque résonne le gong. Et quand Harmel nous dit : « La guerre dont nous sortons a causé plus de victimes, déchaîné plus de misères, accompli plus de crimes, entraîné plus d'hommes que celle qu'on appelait la grande guerre. Voit-on qu'elle ait suscité ou qu'elle doive susciter la même répulsion, la même horreur viscérale, la même condamnation totale apparemment irrévocable », nous lui répondrons qu'il prend une apathie compréhensible, analogue à la résignation du bœuf devant le tueur, pour une approbation. Affirmer que « pas un des arguments du pacifisme traditionnel ne porte », que « sa faillite est totale », c'est généraliser sur une période trop courte. D'ailleurs les événements ont démenti l'auteur. La *Lettre à Léon Blum* fut terminée en 1947. Depuis, quelles que soient les réserves que l'on puisse formuler sur leur esprit et surtout sur leurs objectifs, les partisans de Garry Davis ont prouvé que le pacifisme était encore une force dynamique. Et si elle n'a soulevé qu'une minorité, c'est sans doute que la plupart des hommes, et précisément parce qu'ils avaient trop cru à la paix définitive après la boucherie de 14-18, sont aujourd'hui plongés dans une morne indifférence, leur incrédulité à l'égard de toute action étant totale.

Peut-être parviendra-t-on une fois encore à entraîner les peuples dans une guerre, mais ce sera à leur corps défendant. Je pose en principe que, malgré toutes les propagandes, aucun conflit ne serait désormais possible si on le faisait précéder d'un plébiscite. Sans doute, qu'on parvienne à les dévier ou non, les facteurs passionnels analysés par Harmel ont-ils une réalité permanente. Mais ce n'est plus dans la guerre qu'ils tendront à s'objectiver, même si l'U.R.S.S. ou les U.S.A. prétendaient la déguiser en croisade pour la liberté, ou pour la justice sociale. Il y a aussi des mutations dans le domaine psychologique, et probablement dues au même principe de choc qui les détermine en génétique. Les deux dernières guerres ont trop dépassé la mesure de l'horreur supportable par l'homme pour que ce bellicisme populaire, d'ailleurs si complexe et qui ne s'explique pas seulement comme paraît le penser Harmel, n'ait pas fait place désormais à une mentalité collective différente. Quand un être humain a été grièvement blessé, qu'il a vraiment souffert de cette blessure, c'est durant toute sa vie qu'il gardera l'appréhension d'être frappé à la même place. La seconde guerre mondiale, avec ses blindés, ses flottilles de bombardement, son phosphore et sa bombe atomique, ses camps d'extermination et ses massacres de populations civiles, a laissé des traces encore plus profondes que la guerre de tranchées. Tout homme a pu y contempler, pour la première fois, la face immonde du chaos. Les masses persévéreront peut-être dans l'apathie désespérée où elles paraissent avoir sombré définitivement, et dans ce cas elles seront de nouveau disponibles si les gouvernants persévèrent de leur côté dans leur imbécillité criminelle. Alors, puisque la guerre, cette fois encore, n'aura pas tué la guerre, c'est probablement la civilisation qu'elle tuera. Les masses savent maintenant tout cela, ou le pressentent instinctivement. Et ce n'est pas faire une analyse objective de la situation présente que de leur prêter des réactions qui appartiennent au passé.

Alain SERGENT.

TOUJOURS DES ADRESSES S. V. P.

Grâce à la diligence de certains camarades nous avons pu expédier ce numéro à 150 abonnés possibles. Il faudrait pour bien faire que nous doublions ce chiffre et que nous le renouvelions chaque mois. Réfléchissez sérieusement à la question, amis lecteurs, et donnez-nous les noms et adresses d'éventuels abonnés.

L'énigme de la Chine

C'est sur la conférence des Quatre que s'est naturellement fixée l'attention des chroniqueurs de politique étrangère durant ces dernières semaines. Pour nous, qui partons d'un point de vue tout différent, cette réunion ne revêt pas l'importance que lui prêtent les milieux officiels. Jamais, d'expérience d'homme, les palabres de ce genre, signatures de diplomates et accords d'hommes d'Etat, n'ont réussi à modifier dans un sens profitable aux peuples les rapports entre nations, les rivalités et les concurrences d'impérialismes. C'est bien la sottise des hommes de sentir leur sort lié aux positions prises par des mandataires, experts à parapher des protocoles ou à rectifier des clauses souvent secrètes dans des traités lourds de danger. La paix ne peut venir de ces conversations où les peuples n'ont pas place. Tout au plus des accords temporaires et promptement annulés dès que le rapport des forces est un peu modifié.

C'est pourquoi nous n'attacherons pas à la Conférence de Paris plus de crédit qu'elle n'en vaut. D'autres problèmes internationaux nous paraissent mériter davantage d'être soumis à l'étude.

Il en est ainsi, par exemple, de la conquête de la Chine par les armées communistes. On commence à recevoir sur cet événement des renseignements qui, recoupés, autorisent l'opinion à se fonder.

Il est hors de doute que le Kuomintang ne remontera pas la situation. Plus personne là-bas n'espère un redressement quelconque de la Chine nationaliste. Il est juste de dire que personne, dans la population chinoise, ne le souhaite vraiment. Le régime de Tchang Kaï Chek ne laisse pas de regrets. De l'avis général, rarement on vit un tel système de corruption régner sur un pays. Le paysan chinois vivait dans une misère qu'on a, en Europe, beaucoup de mal à imaginer. La pourriture morale, la gabegie la plus effroyable régnaient à tous les échelons de l'Administration. Le haut personnel du gouvernement et les militaires dilapidaient sans vergogne les deniers publics. Le favoritisme, la concussion à un degré inconcevable sévissaient dans l'entourage de Tchang Kaï Chek. On cite le cas de ses propres fils dont l'un, à la faveur des monopoles d'Etat, confisquait les biens ennemis à son profit personnel, tandis que l'autre, nommé général, achetait une usine de tissage où il fabriquait du drap militaire qu'il rachetait pour le compte de l'armée en réalisant des bénéfices invraisemblables. Poursuivi pour escroquerie, il dut quitter la Chine et se réfugier aux Etats-Unis (il est actuellement gouverneur de la Banque de Chine, à New-York !).

Les autres généraux et tous les officiers de l'armée nationaliste ne vivaient que de trafic et de commerce frauduleux. Tel colonel triplait son effectif sur les états pour percevoir un surplus de solde. Tel autre raflait des tonnes de marchandises et les faisait vendre en sous-main. Le matériel de guerre américain était recédé aux forces communistes. On négociait « les replis stratégiques » avec les émissaires de l'ennemi, à coups de dollars. Un croiseur même, le *Chungking*, cédé par les Anglais, fut revendu aux communistes par les officiers de marine nationalistes.

Devant cette marée de scandales et l'atroce misère qui, par opposition, sévissait dans la population, on conçoit que le Kuomintang ait provoqué peu d'empressement pour le défendre. A son dire même, le Chinois ne peut trouver pire, quel que soit le nouveau régime qui s'implante. L'opinion générale dans les masses sous-alimentées, mûres pour l'asservissement est : « La liberté compte moins que le riz. »

Aussi les troupes communistes trouvent-elles en s'avançant un terrain favorable. Il est juste de dire que leur arrivée coïncide avec une nette amélioration des conditions matérielles. Au désordre épouvantable du Kuomintang, succède un ordre, une organisation. Le travail, dans

les campagnes surtout, s'oriente sur de nouvelles bases. Le paysan n'est plus isolé et réduit à des moyens rudimentaires. Des coopératives se montent. Les échanges sont organisés entre la ville et la campagne. Dans les centres, des hôpitaux sont créés où l'on soigne les malades et distribue le lait gratuitement. Ce sont naturellement des « hôpitaux du parti », où tout le monde n'a pas accès. Mais on devine quel profit une habile propagande peut en retirer. En bref, toutes ces innovations à caractère social rencontent la faveur d'une population terriblement éprouvée.

Tout cela paraît évidemment séduisant et on comprend qu'un peuple affamé accueille ces améliorations avec une certaine allégresse. Reste à savoir à quel prix elles lui sont consenties. On le sait du reste. Au prix de la liberté, de la soumission totale au parti communiste.

Encore que celui-ci proclame à son de trompe qu'il apporte la liberté au peuple, en fait il la leur retire selon les plus purs principes de la doctrine stalinienne. Les nouveaux cadres dirigeants ont été formés à Moscou et les méthodes sont scrupuleusement calquées sur le programme bolchevique. Au premier stade, on s'applique à endoctriner le peuple. Des cours sont organisés une ou deux fois par jour où les présences sont rigoureusement pointées. L'abstention est naturellement mal portée et... dangereuse.

Le deuxième degré comporte le « repêchage des tièdes » qu'on détecte par la délation. Un vaste réseau de mouchardage où les enfants mêmes ont leur place s'étend. L'anticommunisme, simplement l'indifférence, sont rapidement décelés.

Enfin, au dernier stade se situe le jugement populaire. L'accusé est traîné sur une place publique. Les fanatiques, les sympathisants et les commissaires politiques qui surveillent les opérations constituent le tribunal. Questions, réponses et condamnations sont réglées d'avance. Le plus souvent, le « coupable » est fusillé, par « la volonté populaire ».

Ceux qui ont eu le moyen de s'enfuir avant l'instauration du régime de terreur l'ont fait dans une affreuse débandade. Dans la partie de la Chine non encore occupée par Mao-Tsé-Tung, les réfugiés se chiffrent par millions. Rien qu'à Changaï et à Tsin-Tao, on évalue leur nombre respectivement à 600.000 et 500.000. Que deviendront-ils demain quand la Chine tout entière sera au pouvoir des Soviets ? Dans ce pays où la population atteint des densités effarantes, la mort fait des moissons dont l'ampleur nous déconcerte, mais qui laisse les autochtones sans étonnement. Récemment un bateau de réfugiés a coulé dans le Yang Tsé. Il y eut 3.000 noyés et quatre lignes dans les journaux. A l'heure où nous écrivons, on dénombre déjà 20.000 morts causées par les inondations. Une collision d'autobus provoque ici une émotion plus considérable que ce désastre en suscite là-bas.

Aucun des événements et des phénomènes de la vie en Extrême Orient ne peut être considéré avec notre optique d'Occidentaux.

Et c'est bien ce qui doit, en dépit des succès immédiats et spectaculaires du communisme, nous amener à ne juger de la question chinoise qu'avec la plus grande réserve.

Certes, la victoire militaire des armées communistes est indiscutable. Certes, l'importation en Chine du régime stalinien, avec son système de police, de délation, sa propagande démagogique, sa justice expéditive, sa malhonnêteté intellectuelle, s'accomplit inexorablement.

Pourtant, et de l'avis même des Chinois cultivés, le dernier mot n'est pas dit.

Personne ne croit ni ne souhaite la résurrection du Kuomintang ou le retour à un régime similaire. La pourriture était trop intense, il fallait qu'un raz-de-marée emportât la vieille Chine. C'est l'opinion générale.

Cela, le marxisme est en train de le faire. Mais, ayant vaincu, pourra-t-il dominer ?

Le Chinois lettré attend les événements avec son fatalisme et son sourire énigmatique.

Non aveuglé par sa victoire, un bolchevik pourrait en concevoir quelque inquiétude.

Des adages qui reflètent là-bas la philosophie de la vie se retrouvent dans tous les propos : « Patience. » « En Chine, tout finit toujours par s'arranger. » « L'histoire de la Chine prouve qu'elle a

toujours fini par absorber ses envahisseurs. »

On sent, au dire des observateurs, que ce n'est pas là la simple expression d'une volonté délibérée de ne pas noircir le tableau, d'une sorte de résignation fataliste. Derrière cette placidité, cette politesse onctueuse, cette souplesse apparente du Chinois, il y a un élément dont on dit par expérience qu'il est irréductible.

Le marxisme l'entamera-t-il ?

Ou ne verrons-nous pas, avec le temps, que son actuel triomphe, dans un monde imperméable et mystérieux, portait en soi les germes de sa totale défaite ?

Albert LEDROIT.

TON CORPS EST A L'ETAT

Un procès monstre, a dit la presse en évoquant le nombre des inculpés. Un procès monstrueux, répondons-nous, en considérant le motif de l'inculpation.

Près de deux cents femmes, une infirmière et un docteur ont comparu en correctionnelle pour avortements. La nouvelle législation vise non seulement le praticien qui opère, mais aussi celle qui se fait délivrer d'un fruit qu'elle juge importun.

Il n'est pas besoin de longs développements pour faire ressortir le caractère attentatoire à la liberté individuelle que présente une telle loi. L'individu, dans la société moderne, n'est même plus maître de son corps. On nous dit que les inculpées appartiennent aux classes les plus diverses. Les motifs de leur acte, qu'elles sont sommées de révéler au Tribunal, sont eux aussi multiples et différents.

Le principal accusé, le Dr. Potherat, est mort, et l'action de la justice s'est éteinte contre lui.

Parmi toutes celles qui eurent recours à ses services, on signale plusieurs femmes appartenant au monde du Cinéma, du Théâtre, des Lettres, de l'Armée, de la Couture, du Journalisme et même du Barreau. Qui s'en étonnera ?

Les juges peut-être feront semblant de s'indigner, eux qui sans doute dans leur jeunesse eurent besoin d'un de ces docteurs qu'ils condamnent, pour les préserver d'un scandale ou simplement ordonner leur vie conjugale à leur idée.

Car le plus odieux dans ces procès que l'Etat fait à ses sujets, c'est l'hypocrisie qui s'y manifeste. Tout le monde sait qu'à part une infime minorité, parmi laquelle se distinguent les dégénérés, les ivrognes et les pauvres d'esprit, les gens conscients et équilibrés procréent, non selon les fantaisies de la nature, mais autant que possible suivant leur vouloir et leurs moyens.

La phrase célèbre de Clemenceau : « Ils avaient neuf enfants, les imbéciles ! », n'a rien perdu de son actualité.

Au contraire. Pour qui médite, elle acquiert plus de valeur que jamais. L'exemple des aboutissements auxquels conduit inévitablement une prolifération inconsidérée vient de nous être administré une fois de plus de façon sanglante. L'Allemagne, l'Italie, le Japon n'ont tant procréé que pour plonger leur descendance pléthorique dans les affres d'une guerre gigantesque. L'Inde et la Chine, pays de surpopulation, sont constamment ravagées par des famines et des épidémies dues à ce grouillement d'êtres humains sur un territoire qui ne peut les nourrir tous.

Il faut s'insurger contre la tartuferie des pouvoirs publics. Non, ce n'est pas un crime de refuser de mettre au monde un enfant dont on ne peut assurer qu'il n'est pas promis aux délices de la bombe atomique.

Il faut qu'on revienne sur les aberrations de législateurs aux prétentions arbitraires et que l'Etat reconnaisse la liberté de la conception.

De la responsabilité ouvrière

On ne peut défendre la cause de l'humanité, de la liberté et du progrès social, si l'on n'a pas, lorsqu'il le faut, le courage de dire la vérité. Le faire, c'est risquer certaine impopularité, et la désapprobation de ceux qui, sentimentalement ou par intérêt, défendent les hommes ou les groupements d'hommes que ces vérités visent. Mais, au-dessus des appréciations défavorables de ses ennemis ou même de ses amis, celui qui lutte pour autre chose qu'un vain mouvement, une vaine agitation ou une satisfaction de vanité, accepte le risque d'être incompris.

Je vais me permettre, aujourd'hui d'écrire des choses désagréables pour la classe ouvrière. Non pour le plaisir de la fustiger, mais parce que je suis certain que ces choses doivent lui être dites. Parce que, y appartenant moi-même, je sais, depuis bien longtemps, ses faiblesses, ses défauts, et que, si elle n'y porte pas remède, elle subira, jusqu'à la mort de l'espèce, l'exploitation, l'oppression et l'indignité.

Les fondateurs de la Première Internationale ont lancé une formule à laquelle tous ne croyaient pas, et qui n'était pas absolument vraie, si nous la prenons à la lettre, mais qui contenait une immense part de vérité : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Le seul fait d'avoir à dire aux travailleurs qu'ils devaient être les artisans de leur libération impliquait qu'ils n'avaient pas une conscience innée de cette mission. Cependant, il est indiscutable que, si les travailleurs ne prennent pas en mains leur destin, et avec leur destin, celui de la société tout entière, leur émancipation sera absolument impossible. Ils continueront d'être victimes des possédants et des gouvernants.

Or, si nous examinons l'évolution de la mentalité ouvrière depuis la naissance du socialisme, depuis l'apparition des syndicats et des partis plus ou moins ouvriers, on ne peut qu'en constater le recul. Le cas de la France est des plus typiques. Le Parti socialiste fut, à ses débuts, farouchement anticolonialiste, antimilitariste, antiministérialiste, etc. Le temps est passé. Le Parti socialiste est aujourd'hui militariste, colonialiste, ministérialiste.

Il est vrai qu'il a été entraîné sur cette pente par sa participation au Parlement, prémice indispensable à la conquête du pouvoir, préconisée par les auteurs du Manifeste Communiste. Mais il est vrai, aussi, que la masse ouvrière qui le composait ou le suivait s'y est laissée entraîner sans trop de difficultés. Il est vrai qu'elle a préféré écouter les bateleurs de la politique gouvernementale et non les hommes qui lui rappelaient que c'était dans et par leurs organisations propres, constituées par eux, et dirigées par eux, que les travailleurs parviendraient à leur émancipation.

L'évolution du mouvement ouvrier offre une même caractéristique. On sait que la formulation du syndicalisme révolutionnaire fut avant tout l'œuvre d'une minorité d'hommes qui, s'inspirant des doctrines socialistes et anarchistes, les firent pénétrer dans les syndicats. Sans cette minorité, qui convainquit la majorité des adhérents à la C.G.T., le syndicalisme révolutionnaire ne serait pas né. Pourtant, il faut reconnaître qu'avant 1914, l'ensemble de la C.G.T. avait acquis un esprit de lutte et de combat admirables, et que beaucoup d'espoirs étaient permis.

Puis vint la guerre. Presque tous les militants écoutés, se prononcèrent pour l'union sacrée. On ne peut dire si la masse qui les avait nommés fut sur-le-

champ d'accord avec leur position, mais il suffit qu'ils l'eussent adoptée pour que la déviation se produisît. Et après la guerre, ceux qui luttaient pour le redressement confédéral furent mis en minorité dans les assemblées syndicales et dans les congrès.

Les mauvais bergers syndicalistes, dont le crime est impardonnable, furent les premiers responsables de cette déviation. Mais les syndiqués eurent aussi leur part de responsabilité. Inconscience, incapacité, absence de volonté, d'initiative? Tout cela a joué, et d'autres facteurs. Il ne tenait qu'à la masse de se prononcer pour les thèses révolutionnaires, de suivre les militants qui lui marquaient le chemin de la lutte et du triomphe prolétarien.

Vint la révolution russe. Ce qu'elle suscita d'élan et d'enthousiasme s'allia à l'acceptation du non savoir, du non vouloir individuel. Le Parti, le Comité Central, le gouvernement prolétarien, l'Etat, les dictateurs providentiels trouveraient les solutions, donneraient les orientations, résoudraient tous les problèmes. Il n'y avait qu'à accepter et obéir.

Réformiste ou révolutionnaire, la classe ouvrière a pris toutes ces positions par crainte des responsabilités. Parce que, dans chaque travailleur, même occasionnellement révolutionnaire, il n'y avait pas un homme, un être pensant et sachant vouloir.

Les récentes élections municipales anglaises sont une nouvelle démonstration de cette inconsistance mentale. Malgré la proportion des abstentions, qui n'indique pas un égal pourcentage d'antipoliticisme conscient et actif, il est indiscutable qu'une partie importante de ceux qui, hier, avaient voté pour les travaillistes, ont maintenant voté pour les conservateurs.

Nous comprenons qu'ils soient déçus. L'après-guerre et les nationalisations ne leur ont apporté que des déboires. Mais ce retour vers les représentants de la tradition et du capitalisme indique aussi un manque de convictions et d'allant bien peu flatteur pour le prolétariat.

Il confirme une fois de plus ce qui explique la marche en arrière de la classe ouvrière française, allemande, italienne, et de presque tous les pays — seule celle d'Espagne avait échappé à cette règle. Il indique un manque de courage moral indiscutable.

C'est la peur des responsabilités qui a fait accepter toutes les fausses solutions réformistes, autoritaires, aux masses et même à la partie révolutionnaire des masses qui, à certaines époques, constitue leur avant-garde. Et il semble que, à mesure que la phase des réalisations approche, les militants ouvriers reculent, car il ne s'agit plus de combattre ou de vociférer contre les exploiteurs, mais de les remplacer dans l'organisation de la vie sociale.

*
**

Depuis la Libération, nous assistons à cette triste comédie que constitue ce manque de responsabilité. Nous avons eu grèves sur grèves. Les améliorations arrachées n'ont servi de rien. L'expérience que tout le monde constate prouve qu'elles ne peuvent rien améliorer. Les augmentations de salaires sont automatiquement compensées par celle du coût de la vie. Persister dans cette lutte c'est perdre volontairement son temps. Même l'application de l'échelle mobile ne peut rien améliorer, puisque la répercussion salaires-prix est immédiate.

Les travailleurs le savent, mais, parce qu'ils n'ont pas le courage de prendre en main la production, la gestion de l'atelier, de la fabrique, de l'usine, de la mine, des moyens de transport, ils se font à eux-mêmes la comédie et continuent de réclamer des augmentations de salaires qu'ils savent inopérantes. Pour ne pas courir le risque d'une grève, ils préfèrent, le plus souvent, que leurs délégués aient, avec les gouvernants, des entrevues qui leur évitent les risques d'un mouvement. Le manque de responsabi-

lité les fait abandonner tous les principes.

Il est évident que le capitalisme ne peut pas donner beaucoup plus qu'il ne donne, qu'il est impossible de revenir, dans l'ordre social actuel, aux conditions économiques des meilleures années d'avant-guerre. Il est évident qu'il faut payer la guerre, ou changer le régime social.

En Italie, les grèves se multiplient, secouent le pays. Elles peuvent encore se multiplier en France, même sans l'intervention décisive du Parti communiste. Les travailleurs peuvent recommencer à faire tourner la noria du réformisme aujourd'hui absolument impuissant. Mais il faut savoir leur dire, tant en France qu'en Italie, qu'il y a danger à trop employer l'arme de la grève, sans oser aller jusqu'au bout de la situation créée. Depuis l'apparition du fascisme dans le monde, la réaction a appris à se défendre en employant le totalitarisme étatiste. Trop de grèves créent une situation révolutionnaire, ou semi-révolutionnaire. Cette situation fait s'incliner vers la droite et vers la réaction des éléments qui, auparavant, n'étaient pas fondamentalement réactionnaires. Et le fascisme, déguisé ou non, grossit ses rangs de ces éléments qui deviennent parfois les plus enragés dans l'action antiprolétarienne.

Kropotkine a écrit que les luttes quotidiennes, les tentatives insurrectionnelles qui ont précédé la prise de la Bastille ont entraîné le peuple à l'action révolutionnaire, et que ces luttes sont nécessaires pour préparer la révolution future. Aujourd'hui, cela est discutable. Elles peuvent être utiles dans une certaine limite, et avec un certain sens. Des grèves qui ne seraient pas, au fond, comme elles le sont si souvent aujourd'hui, des actes de mendicité, peuvent provoquer le respect et l'adhésion. Quand elles ne vont pas plus loin que la revendication d'amélioration ne conduisant à rien, elles n'en désorganisent pas moins la vie sociale, et prédisposent contre elles ceux qui ne veulent pas qu'on trouble leur tranquillité. Des grèves ayant des buts plus élevés et plus courageux, des grèves gestionnaires, par exemple, provoqueront les mêmes réactions. Mais elles attireront la partie consciente de ceux qui n'auront pas peur de marcher de l'avant, et dont l'adhésion pourra, en partie, compenser la prise de position contraire des réactionnaires.

On peut dire davantage. Pour bien des hommes, et cela est explicable, ce qui est inadmissible c'est le désordre qui, dans les sociétés modernes, désorganise vite la vie sociale. Ils prendront position contre des grèves qui bouleversent tout sans mener à un ordre nouveau, mais accepteront et collaboreront à des grèves menant à une nouvelle organisation sociale. Beaucoup de ceux qui cherchent aujourd'hui leur chemin, et qui s'orientent vers des buts différents des nôtres, accepteraient nos buts s'ils nous voyaient capables de les réaliser, s'ils trouvaient une force révolutionnaire prolétarienne sachant ce qu'elle veut et ayant le courage d'entreprendre.

Pour ceux qui ne veulent pas se payer de mots, pour ceux qui ne veulent pas jouer avec les apparences, pour ceux qui ne font pas de la lutte sociale un sport, mais le moyen d'action d'un idéal supérieur, il est évident qu'il faut faire renaître, sinon naître, dans la classe ouvrière, le sens de ses responsabilités; lui dire avec la clarté et la fermeté nécessaires, qu'il n'y a pas d'émancipation sans sacrifice, sans une morale supérieure, sans une conduite digne, sans une culture sociale et technique indispensable. Même écrasé par l'adversaire, on n'a pas raison contre lui si l'on ne se conduit pas mieux que lui. On n'a pas raison contre le patron si l'on ne se prépare pas sérieusement, à gérer mieux que lui l'entreprise, au service de tous. Trop souvent les travailleurs donnent l'impression de vouloir lui arracher toutes les concessions possibles et impossibles, en le laissant à sa place pour ne pas ac-

cepter la responsabilité de diriger la production.

La production, et aussi la consommation. Il est évident que la seule amélioration possible, dans le cadre de l'économie capitaliste actuelle, serait celle qui proviendrait de l'organisation de ce qu'on appelle le circuit direct, de la livraison des marchandises au plus bas prix par la multiplication des coopératives et des groupements d'achat. Cela n'aurait pas seulement permis d'améliorer la situation matérielle de la classe ouvrière. Cela aurait habitué les ouvriers à se passer des intermédiaires qui jouent un rôle si important dans le marasme actuel (240.000 aujourd'hui au lieu de 40.000 en 1939, pour les produits textiles, et encore ne vendent-ils que 60 % de de ce qui se vendait auparavant). Et, ce qui était et ce qui est plus important encore, cela aurait permis d'établir des liens entre les centres industriels dépendant les uns des autres, et surtout entre les producteurs des villes et des campagnes.

Mais il fallait, pour organiser chaque coopérative, chaque groupement d'achat, des hommes n'ayant pas peur de prendre leurs responsabilités. Il semble que ces hommes soient bien peu nombreux. L'habitude donnée par l'éducation autoritaire de s'en remettre aux chefs, aux partis, aux gouvernements, la tendance au moindre effort, font croupir la classe ouvrière dans sa misère matérielle et morale.

Je crois, pour ma part, qu'il faut changer de langage quand on s'adresse à elle; qu'il faut la mettre en face de ses responsabilités, avoir le courage de lui dire que ce n'est pas en gémissant toujours qu'elle sortira de l'ornière, s'efforcer de susciter en elle un esprit responsable, avec tous les risques que comporte la responsabilité révolutionnaire. Nous devons être avec les travailleurs, à la tête des travailleurs, non pour nous faire écho de leurs plaintes sans grandeur, mais pour les stimuler et les entraîner à l'action en parlant le langage fraternel, et franc, et rude, qui souvent s'impose pour réveiller les consciences, secouer les torpeurs et mettre en branle les énergies.

Gaston LEVAL.

SOUSCRIPTION POUR LES ABONNEMENTS GRATUITS

Nous avons reçu ce mois-ci les sommes ci-dessous indiquées qui seront utilisées comme à l'habitude.

Gaudin, 200 fr.; Janine Bonnemains, 150; J. Tribotté, 50; Anne-Marie Charbonnier, 100; L. Trancard, 150; Nonange Antoine, 50; Elysée Perrier, 10; Charlotte Davy, 150; Denat, 100; Jules Morel, 50; Dieudonné Larose, 300; Degorsas Maurice, 50; Lamy-Deffaugt, 40; Doupeux Georges, 50; Anonyme, 50; Carretier Pierre, 100; Liautaud R., 20; Dubois Gilles, 50; Armand B., 470; Bonna Marceau, 50; Régnier Georges, 100; Faugières P., 100; Debotre, 20; G. Lemarchand, 600; Balandreau E., 100; Saba Henri 100; Julien Noël, 50; Antoine André, 200; Lemoine, 500; Jean Le Lannic, 100.

Merci à tous.

La démocratie électorale ressemble beaucoup au monde de la Bourse ; dans un cas comme dans l'autre, il faut opérer sur la naïveté des masses, acheter le concours de la grande presse et aider le hasard par une infinité de ruses ; il n'y a pas de grande différence entre un financier qui introduit sur le marché des affaires retentissantes qui sombreront dans quelques années, et le politicien qui promet à ses concitoyens une infinité de réformes qu'il ne sait comment faire aboutir et qui se traduisent par un amoncellement de papiers parlementaires.

Georges SOREL.

Présence de l'Homme

Nous vivons par procuration ; comme cela, sans nous en douter.

Certains l'ont bien compris, qui, tel Gandhi, ont décidé, pour sauver l'Homme et la société entière, de revenir aux coutumes du passé, à la production individuelle, génératrice d'efforts, mais libératrice de l'emprise publique et anonyme.

Pour la plupart, nous en sommes encore à la notion du moindre effort, qui nous asservit sournoisement. Nous préférons recourir aux services urbains qui nous distribuent les commodités de l'existence, ce qui serait sans danger si, suivant la pente de la procuration, nous n'étendions notre laisser-aller à des domaines autrement redoutables.

Nous concevons, dès lors, la vie publique comme ne pouvant s'organiser que par délégation, et nous tolérons de voir nos aspirations les plus nobles incarnées par des mercenaires, appointés avec notre agrément, et qui jouent le jeu jusqu'à désigner parmi eux le gouvernement auprès duquel ils ont pour mission de représenter nos revendications...

Dans notre vie privée, c'est encore par procuration que nous chantons, en écoutant la radio. Par là s'estompe l'harmonie des gestes qui accompagnaient encore les danses folkloriques, aujourd'hui enregistrées, demain télévisées.

« Nous avons lu, vu, interviewé pour vous... », tels sont les titres dont nous ne pensons plus à nous offusquer, parce que nous sommes déjà parvenus, sans doute, à cet âge décadent où la gouvernante a coutume de remplacer la nourrice des premiers jours.

Dans nos moments de détente, nous rions par procuration, en entendant les amuseurs de service qui nous entraînent à nous moquer de nous-mêmes, et ces ingénieux chansonniers interprètent si parfaitement nos sentiments que nous finissons par leur déléguer nos rancœurs : ils les expriment tellement mieux que nous...

Ainsi, par un concours extraordinaire de circonstances dues à la technique, notre satisfaction dépend de ce que disent les autres, et ils mettent tant d'habileté à le faire, qu'ils nous enlèvent toute envie de le dire nous-mêmes. Et d'ailleurs, pourquoi parler, pourquoi agir, dès lors que nos revendications sont portées à la scène ou à la tribune par nos vedettes préférées ? Elles au moins, ont l'audience du public et une diffusion assurée à l'échelle nationale.

Les puissants du jour : artistes, politiciens, syndicalistes, sportifs, ont capté notre attention et dérivé notre combattivité. Nous avons acquis une idée particulière du gigantisme organisé rationnellement, des potentats du monde du travail, des orateurs réputés de l'estrade ou de la chaire. Il nous suffit d'envoyer notre jeton de présence et notre conscience est en paix.

Le suffrage universel nous a accoutumé à la notion de puissance déléguée, de puissance tout court, exercée généralement en sous-main à notre détriment. Et nous voilà confondus devant notre faiblesse pour peu que nous ayons l'audace de contrôler ce que nos délégués font de notre puissance ou qu'un rapport indiscret nous le dévoile par hasard.

La presse entretient d'ailleurs cette euphorie de la jouissance par procuration. Nous sommes tour à tour le bourreau et la victime des drames passionnels, le policier et l'accusé, le reporter et le brigand. Tout cela pour huit francs par jour. Et la grande presse, par surcroît, parle aux puissants d'un ton qui nous

plaît. Elle est citée sur nos antennes, donc prise au sérieux ; elle incarne l'opinion et au besoin se charge de la faire. Pourquoi se donner la peine d'agir, puisqu'elle agit si efficacement ?

Aussi, lorsque le « grand » public (ô mégalomanie de ce siècle de grands naïfs...) prend contact avec la « petite » presse indépendante, sourit-il de pitié. Directeurs de la « petite » presse, vous devenez soudain d' « illustres » inconnus; vous vous croyez capables de rivaliser avec Paris-Chose ou Paris-Machin ; quelle outrecuidance ! Et de plus, de votre voix étouffée, vous prétendez défendre l'Homme... quand il est si bien défendu et par d'autres que par vous.... et tellement mieux placés.

Il faut distinguer, dans cette « petite » presse si décriée, deux catégories également bien intentionnées. D'une part, la presse d'associations, qui tend à récupérer à son profit une partie de la délégation de pouvoir accordée aux grands mouvements, souvent apostats, afin de rétablir l'équilibre en entrant dans l'opposition ; d'autre part, la presse libertaire, indépendante de toute attache et dont le seul but est de restituer l'individu à lui-même, en le désintoxiquant des slogans.

Or, voici que l'individu, rétabli dans son intégrité, manifeste un dépaysement tragique. Il se sent mal assuré, presque renégat, sans appui extérieur, plein de doutes, de remords peut-être et de nostalgie pour cette société qu'il voit s'agiter sous ses yeux encore mal ouverts. La Société, ses traditions, ses habitudes son douillet conformisme, quelle perte... L'inconscient qui hier subissait ses contraintes, jouissait aussi de sa protection. Le voici seul, seul avec lui-même, zéro pris de vertige au seuil de l'infini du « moi ».

C'est alors que commence cette longue et pénible rééducation qui consiste à repenser la société tout entière pour réintégrer la conscience individuelle et se dégager complètement en éliminant ce qui est néfaste à l'Homme ; en se tenant hors du viol psychique des affiches, des discours, du quotidien, de la radio, de tous et de chacun.

Etre SOI et rien que Soi-Même, quelle audace... Et puis, peu à peu, savoir retenir ce qui est bon, sans faiblesse et sans s'avilir. Reconnaître que si le « flic » est l'agent parfois exécré de la force publique, il est aussi l'homme qui règle en virtuose la circulation, l'homme utile dans la fourmilière affairée. A chacun selon ses œuvres.

L'individu reconquis sur la masse, doit se poser les mêmes problèmes que se posent les pays qui soudainement se libèrent de leurs occupants et ont à faire face à des problèmes qui, la veille, se trouvaient résolus par leurs maîtres. Une rupture complète et absolue avec tout le passé serait une erreur aussi grave que le conformisme lui-même.

L'indépendance est un souci ; le sevrage une douleur. Mais l'homme, sorti de l'enfance, ne veut pas y retourner, sinon c'est un lâche ou un incapable. L'homme n'est pas un enfant en état de rebellion : c'est un enfant qui a évolué.

A combien de tentations l'individu ne doit-il pas alors faire face pour lutter contre l'attraction que la collectivité tend à exercer sur lui. La masse sacrifie l'individu, bien sûr, mais elle le soutient en l'encadrant, comme ces détenus des camps de la mort soutenaient des cadavres à l'appel.

Se dégager de l'emprise est une forme noble de la résistance, qui exige la mise en garde permanente, la revalorisation constante des positions acquises et toujours provisoires.

L'homme à qui manque la plasticité, l'homme qui n'est pas disponible à chaque instant, retombe fatalement au pouvoir de la masse. Faute de penser par lui-même, il accepte la pensée d'autrui, le moindre effort, et s'interdit toute adaptation à l'état libre.

Or, la meilleure façon de se libérer, c'est de s'opposer à tout ce qui pétrifie,

à tout ce à quoi l'on s'habitue. Celui qui, d'autre part, ne s'adapte pas aux circonstances, est broyé ; mais s'adapter ne signifie nullement succomber ni s'aliéner. La nature nous enseigne le mimétisme, soit pour nous faire parfois ignorer, soit pour nous permettre d'attaquer mieux. Dans la lutte contre la société, le vainqueur n'est pas forcément le plus « entier », mais le plus habile, le plus souple, le mieux doué.

J'ai connu un végétarien qui a fort ennuyé ses supérieurs, à la caserne, en exigeant qu'on lui servît un menu conforme à son idéal alimentaire : la basconnaise est une façon séraphique de s'affirmer et de résister. La simulation en est une autre. En somme, toutes les solutions sont au niveau de l'individu, c'est lui qui n'est pas toujours « à la hauteur ».

Le seul principe qui vaille, c'est la volonté d'aboutir, même par le sacrifice de soi-même, et cela c'est l'idéal, la flamme intérieure, qu'aucun commandement exogène ne saurait ternir.

Il faut sans doute, pour assurer le triomphe de l'individu, que celui-ci sache avoir du doigté et exercer une influence personnelle qui en impose. Si, en politique, le gouvernement personnel apparaît comme l'avant-garde de la tyrannie, il n'en est pas de même en matière de conduite humaine. Le gouvernement de soi-même par soi-même est le secret qui vainc la société civile ou militaire. Forcer le respect de la masse ou périr, il n'y a pas de moyen terme.

Ceux qui ont fait l'expérience de la vie collective, du lycée à la prison, en passant par l'armée, savent de quoi je veux parler. Que les autres ouvrent leurs oreilles et sachent comprendre qu'il est d'habiles exigences personnelles qui embarrassent bien davantage les autorités établies que le refus d'obéissance, parce que la loi ou le règlement se révèle impuissant devant elles.

En définitive, si l'individu ne croit pas en lui-même, c'est parce qu'il n'a jamais agi ou parce qu'il a agi sans discernement. Toute action engendre des conséquences profondes et lointaines et le vieil Ecclésiaste s'y connaissait, qui a écrit : « Jette ton pain à la surface des eaux, et avec le temps tu le retrouveras. »

Mais la formation individuelle, art et science à la fois, doit faire appel à toutes les écoles, à tous les modes de pensée, avant de dégager une synthèse en fonction du cas particulier que pose chaque individu. Toute exclusive jetée sur un enseignement, pour quelque raison que ce soit, restreint l'individu et le rend davantage tributaire d'un groupement, d'un parti, au lieu de l'amplifier.

L'action individuelle contre la masse exige impérieusement un développement extraordinaire de soi. L'autorité personnelle est affaire, dans une certaine mesure, d'aptitudes innées, mais combien aussi de direction consciente de l'être tout entier : attitude, dignité, regard, parole, geste, volonté, désintéressement.

L'être libre est maître de soi ; il le devient au contact de la vie, mais de la vie totale, dans sa plénitude et son risque quotidien.

Tentation noble pour les audacieux ; joie profonde et durable de la réussite. Un homme se classe et se reconnaît dans la mesure où il s'est fait Homme.

Les civilisations passent ; les individus subsistent. Ce sont eux qui initient les formes nouvelles de civilisation, d'ère en ère. S'il devait un jour ne plus y avoir d'individus, alors la planète connaîtrait la misérable condition de l'état colloïdal dont une certaine école prétend être le propre de la condition humaine.

Ceux que tente l'aventure de l'Homme peuvent entrer dans la vie avec assurance. Les autres ne comptent pas : ils sont l'obstacle, la force d'inertie, la masse numérique mais inexistante. L'Homme les domine et en cela il est le vainqueur. Sinon, il n'est rien.

Edouard ELIET.

Le droit de punir

Doxophile, l'ami de l'opinion, devisait, à la terrasse d'un café, avec Philalèthe, l'ami de la vérité ; ils parlaient de la récente exécution d'un grand criminel.

Dox. — Un homme est reconnu coupable de crime ; les juges le condamnent ; le bourreau l'exécute, cela va sans difficulté. La conscience des honnêtes gens n'est nullement troublée, au contraire ; ils disent avec raison que justice est faite.

Phi. — Mais ne dites-vous pas aussi volontiers, avec Kant, qu'il faut traiter l'humanité en soi-même et en autrui toujours comme une fin, jamais comme un moyen ? Comment conciliez-vous ce beau précepte avec l'approbation des châtiments que certains hommes infligent à d'autres hommes ? Vous paraît-il que le bourreau ait traité sa victime comme une fin en soi ?

Dox. — Non, sans doute, mais celui que vous appelez sa victime était un criminel.

Phi. — Soit, mais le bourreau lui-même, les juges le traitent-ils autrement que comme un « moyen » en lui donnant des hommes à supprimer ? Les juges savent peut-être que celui qu'ils ont condamné était un criminel, mais l'exécuteur ne peut avoir une semblable certitude.

Dox. — Vous ne prétendez pourtant pas que les juges devraient eux-mêmes guillotiner les coupables ?

Phi. — Je ne prétends rien ; je me dis seulement que la formule consacrée ne résout rien. « Justice est faite », cela est tranchant et rapide comme le couperet. Reste à voir quelle est cette justice qui est ainsi faite. L'idée même d'une justice faite ne me plaît guère. Je vois plutôt la justice comme un idéal sur lequel on peut se régler que comme une chose qui pourrait être faite.

Dox. — Vous admettez bien, je suppose, que toute faute doit être punie ? La justice consiste précisément à réparer les torts et à punir les fautes.

Phi. — Réparer un tort, c'est une notion positive ; je comprends que l'on reprenne l'argent au voleur et qu'on le rende au propriétaire. Mais l'idée de punir une faute me paraît métaphysique, peut-être même théologique ; en tout cas, elle n'est sûrement pas positive.

Dox. — Que voulez-vous dire en parlant d'idées positives, métaphysiques ou théologiques ?

Phi. — Je suivais la grande idée d'Auguste Comte selon laquelle toutes nos conceptions passent successivement par trois états : théologique, métaphysique et positif — et je me demandais où en était notre conception de la faute et du châtiment. Vous connaissez les mœurs des sauvages et des primitifs : ils considéraient le crime comme un sacrilège, la faute comme une souillure : enfreindre la loi du groupe, c'est aller contre les volontés des dieux et se charger d'une impureté dont seul le châtiment peut délivrer le coupable. Telle est la conception théologique : la faute est envers Dieu et la punition vient de Dieu.

Dox. — Il est évident que nous n'en sommes plus là. Il n'est nullement besoin de croire en Dieu pour juger que le coupable doit être puni.

Phi. — Je n'en suis pas aussi sûr que vous. Il me semble au contraire que nous avons toujours tendance à considérer le criminel comme un homme impur, dont nous redoutons même le contact. Et dans les punitions que nous infligeons, il me semble retrouver ce souci de purification qui justifie le châtiment chez les sauvages.

Dox. — En un sens, vous avez raison : la société se purge de ses humeurs mauvaises en infligeant la peine de mort aux criminels.

Phi. — Ce n'est pas cela que je veux dire. Dans les sociétés primitives, on considère que le coupable par son crime attire la colère des dieux sur le groupe tout entier. La punition doit à la fois apaiser les dieux et satisfaire la rancune des citoyens ; le criminel est comme un mal qu'il faut exorciser. Or aujourd'hui il me semble que l'on a toujours cette même attitude envers le coupable.

Dox. — Préféreriez-vous que les criminels soient honorés, portés en triomphe ?

Phi. — Non, j'en suis seulement à me

demander si ce que nous appelons punition est autre chose qu'une vengeance. Au fond, les honnêtes gens diront volontiers que justice est faite quand on aura appliqué la loi du talion : œil pour œil, dent pour dent. Et je ne vois pas en quoi il peut être juste que je tue le père de celui qui a tué mon père ou que je mette le feu à la maison de celui qui aura brûlé ma maison.

Dox. — Je vous accorde que le peuple confond, et à tort, châtiment et vengeance. Mais les sanctions instituées par la loi ne sont pas des vengeances, et, encore une fois, nous n'en sommes plus à la conception théologique du châtiment.

Phi. — En effet, le législateur n'invoque plus Dieu, dans notre pays du moins. Mais notre conception du châtiment n'en est pas plus positive pour cela. L'idée de faute est elle-même bien obscure.

Dox. — Nullement. Est fautif tout acte contraire aux lois en vigueur. Vous amassez à plaisir des nuages autour de ces notions parfaitement claires.

Phi. — Eh bien ! Je pense que vous pourrez sans peine dissiper ces nuages. Si la faute consiste à enfreindre les règlements, quel est le but de la peine ? Car je ne pense pas que la peine appliquée au coupable vise à réparer le tort qui a été fait au règlement ?

Dox. — Non, bien sûr. Le rôle du châtiment est d'éliminer le coupable s'il est incurable, de le guérir dans le cas contraire et, dans tous les cas, d'intimider ceux qui pourraient avoir l'intention de mal faire.

Phi. — L'élimination du coupable est évidemment une mesure radicale et sans ambiguïté. Mais comment reconnaît-on, parmi les criminels, ceux qui sont incurables et ceux que l'on peut guérir ? Ce ne peut être à la gravité du crime, car on peut fort bien concevoir un petit voleur incurable et un assassin susceptible de revenir à de meilleurs sentiments. Faudra-t-il donc guillotiner le kleptomane et absoudre l'assassin d'occasion ?

Dox. — Non ; il faut que la peine soit proportionnée au crime. Tuer est plus grave que voler, donc l'assassin doit être puni plus sévèrement que le voleur.

Phi. — Je crains bien, mon cher Doxophile, que vous ne reveniez à la loi du talion avec votre idée d'une proportion entre le crime et la peine. Mais comment jugez-vous que tel crime est plus grave que tel autre ?

Dox. — C'est facile : les fautes les plus graves sont celles qui troublent le plus profondément l'ordre social.

Phi. — Il en résulte donc que si le coupable a gravement porté atteinte à l'ordre social, on pourra l'éliminer, même s'il était possible de le guérir ; et inversement ceux qui ne commettent que des peccadilles, fussent-ils incurables, on devra les punir légèrement. Mais je ne vois plus très bien, dans ces conditions, comment vous pouvez encore parler de la valeur curative de la peine. Car celui qui punit pense moins à la personnalité — curable ou incurable — de celui qu'il punit qu'au retentissement social de la faute.

Dox. — Mais ne pensez-vous pas que l'on doive en effet se soucier de la sécurité des honnêtes gens plutôt que de l'âme des malfaiteurs ?

Phi. — Je le veux bien ; mais alors, ne parlez plus de peine curative. Vous avez d'autant moins le droit d'en parler que vous ne pourriez pas me citer un seul châtiment qui ait pour effet de redresser le coupable. A moins que vous ne pensiez qu'un homme devient meilleur lorsqu'il a passé quelques années en prison ou au bagne...

Dox. — Evidemment, mais tout ce que vous dites là est bien connu, vous pourriez trouver mieux.

Phi. — Et pourquoi chercher mieux si ces remarques suffisent à montrer qu'on ne peut parler sérieusement de peine curative ?

Dox. — Soit, je n'avais d'ailleurs mentionné cette formule que du bout des lèvres et pour me conformer à l'usage. En fait, bien franchement, voici mon opinion : la vie en société n'est possible que si les lois sont respectées. Comme les hommes sont faibles et méchants, il faut leur imposer ce respect des lois par la crainte du châtiment. Où irions-nous s'il n'y avait pas la peur du gendarme ? La société a le droit de punir ceux qui ne respectent pas ses lois parce qu'elle a le devoir de se défendre et de préserver les citoyens. Il faut punir ceux qui se

mettent hors la loi afin d'éviter aux autres la tentation de suivre leur exemple.

Phi. — Fort bien ; ceci me paraît en effet très clair. Nulle morale, donc, dans le châtiment, mais seulement une nécessité sociale, disons politique. Mais alors je ne comprends pas pourquoi l'on se contente de la prison : si l'on voulait que la peine intimidât vraiment les candidats au crime, il fallait conserver la torture ; ou plus exactement — car la privation de liberté est déjà une torture — il fallait maintenir les formes supérieures de la torture : arracher les ongles et les dents, crever les yeux, etc.

Dox. — Mais c'est par souci moral, précisément, que l'on a adouci les peines ! C'est parce que les coupables sont malgré tout des hommes que l'on a aboli la torture — et même supprimé le bagne ! De quoi vous plaignez-vous ?

Phi. — Je me plains de ne plus rien comprendre. Car si l'on adoucit les peines par souci de moralité, le châtiment perd sa raison d'être qui était toute politique. En humanisant la punition, vous lui enlevez toute sa valeur qui était d'intimider les coupables possibles.

Dox. — Mais alors, que voulez-vous que l'on fasse ?

Phi. — Je voudrais d'abord que l'on soit clair et que l'on ne couvre pas du drapeau de la morale les exigences de la politique. Quand un groupe social ou un régime politique se défend contre ses ennemis, qu'il ait le courage de dire : « Je me défends contre mes ennemis. » Qu'il ne vienne pas nous dire qu'il est le défenseur de la morale et de l'humanité. Le droit de me juger et de me punir n'appartient qu'à moi, et à Dieu — s'il existe.

Georges **PASCAL**.

L'argent fratricide

L'étude de Bernard Malan sur la monnaie, parue dans le numéro d'avril, est très condensée et nous porte à réfléchir. Toutefois je ne puis me dire entièrement d'accord avec lui.

Bernard Malan dénonce la loi de l'offre et de la demande et surtout le profit comme les principaux responsables de notre désordre économique et social. Cependant, on peut croire que la loi de l'offre et de la demande existera toujours. Plus une marchandise est rare et désirée de tous, moins elle sera à la portée du plus grand nombre. Quant au profit, n'est-il pas légitime dans les conjonctures actuelles ? Quel est celui de nous qui ne cherche à vendre ses produits, ses marchandises ou son travail le plus cher possible ?

La cause essentielle de nos discordes et du maintien de la misère, c'est notre monnaie. « Diviser pour régner » a toujours été la devise des grands. La monnaie n'est-elle pas le meilleur moyen de division que les hommes aient imaginé ? Elle nous impose une lutte sans trève contre nos semblables avec son système de prix, profits et salaires. Elle nous dresse les uns contre les autres, patrons et ouvriers, propriétaires et locataires, ruraux et citadins, contribuables et fonctionnaires, acheteurs et vendeurs. La défense de nos intérêts individuels ou professionnels nous pousse à un égoïsme féroce. Combats stupides dont nous sommes tôt ou tard les victimes à des degrés divers ; mais nous ne pouvons agir autrement. L'argent nous condamne à une guerre perpétuelle. Chacun est contre tous et tous contre chacun. La course à l'argent est notre seul mobile.

Certes, la monnaie est commode et présente par ailleurs de nombreux avantages. Comme le dit Bernard Malan, elle a favorisé le commerce, l'industrie, le progrès, mais c'était en période de rareté. Quand les marchandises se raréfient et que les prix haussent, nous nous empressons de convertir nos espèces en marchandises. Apprend-on que les pâtes alimentaires vont manquer ? Chacun se précipite pour s'en munir, et le lendemain elles sont devenues introuvables dans la région. Cette masse supplémentaire de monnaie jetée sur le marché ne peut qu'accélérer la hausse des prix ; les épargnants voient fondre leurs économies, mais le commerce et la production sont stimulés.

Seulement, dès que survient l'abon-

dance, la monnaie s'évanouit. Car alors la plupart d'entre nous tablent sur la baisse des cours, restreignent leurs achats et cachent leur argent. A leur tour, les commerçants ralentissent leurs commandes, la production est freinée, les prix s'effondrent, tandis que la monnaie se revalorise, le chômage s'étend, les rentrées fiscales diminuent, jusqu'à ce que la pénurie et l'inflation surgissent de nouveau, et le cycle recommence. Ce ne sont pas seulement les producteurs, les trusts, ni les gouvernements qui limitent la production, comme le dit Bernard Malan, nous sommes les premiers à nous en rendre complices et nous ne pouvons faire autrement, ce qui est le comble.

Ainsi, abondance et monnaie sont incompatibles par définition. La monnaie disparaît du marché quand l'abondance arrive, elle reparaît quand l'abondance s'en est allée. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Les monnaies ont été imaginées par des trafiquants, puis perfectionnées par des financiers, pour favoriser avant tout le commerce et la spéculation par l'exploitation ingénieuse des producteurs et des consommateurs, au prix de la misère des uns ou des autres. Notre monnaie exige la raréfaction des produits. Elle nous enferme dans le dilemme suivant : ou la misère des consommateurs par la pénurie, ou la ruine des producteurs par l'abondance.

C'est notre crédulité qui fait surtout la puissance d'une monnaie. Les Indiens des XVIe et XVIIe siècles livraient tout leur or en échange de verroteries sans valeur. Aujourd'hui, nous travaillons comme des galériens pour des morceaux de papier crasseux qui devraient être jetés à la poubelle. Si l'or était aussi abondant que le fer, il serait beaucoup moins recherché que lui en raison de sa moindre utilité. L'or et toutes les monnaies qui en dérivent sont synonymes de rareté et de misère, sauf pour quelques privilégiés. Le problème ne consiste pas à prendre aux uns pour donner aux autres, mais à donner à tous le maximum de bien-être, dans la mesure où la science le permet. Seul le profit collectif peut nous unir.

Il nous faut donc choisir entre ces deux solutions et je suis d'accord là-dessus avec Bernard Malan : ou le maintien de notre monnaie avec son cortège de luttes, de misères et de destructions, ou sa suppression avec l'abondance et le bien-être pour tous. Mais peut-on vivre sans argent ? Jusqu'en 1789, et même plus récemment, dans nos campagnes la plupart des paiements se faisaient en nature : le meunier et le boulanger prélevaient un pourcentage déterminé de farine pour leur travail ; on payait un transport de bois ou un service par un autre service ou par un bon repas. Le berger offrait des fromages pour acquitter son droit de pacage, on donnait une partie de la récolte au clergé, etc.

De nos jours, au pays d'Israël, où commença pourtant — il y a des millénaires — la souveraineté de la monnaie or, vivent des communautés où l'argent est inconnu, et donc la notion de profit. Dans chaque kibboutz (village), le fruit du travail appartient à tous et n'enrichit personne. Cette règle de partage altruiste est inculquée à l'enfant dès le premier âge, à la crèche et à l'école, où les jouets sont le bien de tous. Les kibboutz pratiquent des échanges entre eux et aussi avec les villes par les soins de coopératives. La monnaie utilisée à cet effet est purement scripturale : elle permet pourtant une ample distribution des produits, chaque communauté livrant ses excédents et recevant en échange ce qui lui manque. Le sentiment de fraternité que montre ce peuple émerveille les visiteurs étrangers.

Il n'y avait ici, il est vrai, aucune tradition à ménager, nul passé à liquider. On a pu y construire à neuf. Et cette construction, qui s'opère dans l'enthousiasme, atteint à des résultats qui tiennent du miracle. Pareil miracle peut-il se reproduire dans d'autres pays, en France par exemple, en vertu d'un système coopératif englobant tout le pays ? C'est là une étude qui mériterait d'être entreprise avec sérieux et menée jusqu'à ses conclusions logiques.

Ou bien, pourrait-on perfectionner notre système monétaire pour en faire un moyen d'union et non de division, un instrument de progrès et non de régression ? Dans la négative, il faudrait envisager un autre mode de distribution des fruits de notre travail. C'est le problème primordial dont dépend notre sort commun et que Bernard Malan a parfaitement raison de poser.

C. PERES.

GEORGES PITTOEF

Voici déjà dix ans, Pittoëf, que les dieux vous ont enlevé à notre affection et à notre culte, à Ludmilla. Dix ans que vous ne hantez plus les tréteaux dramatiques et que vos rêves ne prennent plus corps devant nos yeux étonnés et ravis, miraculeusement.

Lorsque la mort vous a emporté, j'étais encore un enfant. Je lisais Pascal et déjà, par un prodige amer, je connaissais vos héros et votre gloire, la plus pure des gloires de ce siècle. Je savais qui était Hedda Gabler, le petit raté d'Ibsen ; je l'avais vu vivre dans votre âme. Je souffrais de tout, alors. Je n'ai guère changé, depuis. Je suis seulement moins visible. Simple question d'adaptation. Ce matin-là, un journal m'apprit que plus jamais vous ne pourriez mettre tous les rêves sur une scène et créer des féeries. « Georges Pittoëf est mort », annonçait brutalement la feuille publique qui me tombait des doigts. Je me suis enfui, et, seul, plus seul que je ne l'avais jamais été, j'ai pleuré, longuement, interminablement. Le long de mes joues pâles, des larmes coulaient. Puis, une tristesse morne mêlée à une désolation intérieure que personne ne pouvait sentir ont succédé aux sanglots.

Je vous dois, Pittoëf, mes premiers pleurs d'artiste.

Vous mort, il me semblait que le Théâtre allait disparaître. C'est comme cela quand on aime et qu'on n'a pas encore, en homme crucifié à l'Art, le sens du sacrifice. Je ne savais pas encore, comme je sais aujourd'hui, que le Théâtre est immortel.

Mais vous, Pittoëf, portiez l'éternité avec vous. Quelle foi que la vôtre !

Dès que j'entre dans un théâtre, dès que je pense au théâtre, je vous vois. C'est vous seul que j'aime, dans ce monde où l'on confond trop souvent la parade et le jeu, l'émotion et le spectacle, l'Art et l'artifice. Vous avez des yeux de visionnaire, de beaux yeux tristes et illuminés, et vous rêvez, vous rêvez sans cesse. Votre masque à vous, Pittoëf, c'est le sourire. Vous êtes le génie le plus émouvant qui ait traversé l'époque moderne. Votre voix, avec son accent inoubliable, articule maladroitement les notes de votre musique.

Vous venez du rêve, prodigieux Pittoëf.

La fièvre vous a tué et vous saviez depuis longtemps qu'elle vous tuerait. Mais vous aviez la sublime fatalité de l'artiste ; fatalité de mystique jusque dans l'ingratitude inconsciente du « possédé » génial, conscient admirablement partout ailleurs que chez les hommes.

Ah ! Comme je l'aime, votre fièvre.

Et comme elle va loin.

Vous avez *créé* jusqu'à l'épuisement ; et vous êtes tombé, terrassé, assassiné par la maladie, le temps, le destin, souriant une dernière fois à Ludmilla.

On a dit de vous beaucoup de choses. C'est vrai que vous aviez fini par être très connu dans ce prestigieux Paris.

On n'a pas encore assez dit que vous êtes un Poète, et un *événement parisien*.

Vous n'avez jamais eu aucun contact avec le sol, grand magicien, grand inventeur, grand Poète de théâtre.

Vous avez aimé le Théâtre comme vous avez aimé Ludmilla.

Vous irez, comme cela, la main dans la main, jusqu'à la fin des âges.

Et Ludmilla est restée seule, « avec vous », avec tout ce que votre âme a su graver au plus profond d'une autre âme.

Porteur de foi. Martyr du Théâtre.

Ludmilla a joué *Maison de poupée* l'année dernière. Elle nous a parlé de vous, avant la représentation. Elle s'est avancée vers le public, et j'ai senti monter dans mes yeux les mêmes larmes du jour où j'appris votre disparition. Elle vous a nommé et derrière le son de votre nom j'ai vu un dieu ; non point un dieu créé pour les besoins d'une cause : un dieu qui ne prouve rien et qui n'achève pas ses gestes.

Chère petite Ludmilla.

Chère adorable Nora.

N'est-ce pas, Pittoëf, c'est pour elle que Ibsen a écrit *Maison de poupée* ? Les poètes ne se trompent jamais.

Adieu, Pittoëf.

Je n'ai rien à vous offrir, qu'un peu d'amour, un peu de poésie, un peu d'âme ; mais vous savez recevoir peu, vous qui avez tant donné.

Roger TOUSSENOT.

Histoires vécues du jour et de la nuit

Le progrès est un sujet sur lequel il est loisible de disserter longuement. Ce n'est pas, j'imagine, dans cette revue que quelqu'un s'avisera de me contredire. Progrès matériel, progrès intellectuel, progrès moral, progrès social, progrès continu, infaillible, inexorable. Laissons-nous donc acheminer avec confiance par l'irrésistible courant de la technique qui nous entraîne vers le pays de cocagne.

La science et le développement de l'esprit humain nous le rendent chaque jour plus accessible. Et tant pis pour les sceptiques et les rétrogrades qui boudent ce bel enthousiasme. A une époque où les rues sont sillonnées de si confortables voitures, il faut être un opiniâtre grincheux pour récriminer contre le tarif des ressemelages. Des machines étonnantes de complexité tissent la toile à une allure qui stupéfierait nos grand-mères. Ne venez pas me dire que finalement nous possédons moins de linge que n'en contenait leur garde-robe. Moins on a de chemises, plus on se rapproche de l'homme heureux. Et quand on n'a pas de pain, c'est bien connu, on mange de la brioche.

De même tout le monde s'exclame devant les prodiges de vitesse que permettent les actuels moyens de locomotion. On parle comme d'une chose banale d'avions plus rapides que le son. Les océans s'enjambent comme de petites flaques et les montagnes comme des taupinières.

L'Internationale sera... (air connu).

On conçoit que, dans ces conditions, les frontières soient devenues plus conventionnelles que jamais. Il n'y avait déjà plus de Pyrénées depuis qu'un précurseur, il y a quelques siècles, en contestait l'existence. Voilà maintenant qu'on saute les Vosges avec leur ligne bleue sans même avoir le temps d'éprouver le frisson patriotique pour lequel elles se sont acquis une si solide réputation.

Bien sûr, il y a des gens qui n'ont pas intérêt à ce nouvel ordre des choses. A commencer par les Etats souverains qui s'empressent de ramener l'événement à de plus justes proportions. Le résultat en est que s'il reste matériellement possible de se rendre en Amérique en huit heures de temps, il faut deux ans pour rassembler la paperasserie nécessaire pour mettre le pied dans l'avion.

De même puisque les accidents naturels du terrain ne constituent plus des limites plausibles à un territoire déterminé, les diplomates n'ont plus besoin de tels prétextes pour compartimenter la planète et créer des nations. Ainsi on nous fait deux Allemagne au lieu d'une par le simple privilège d'un coup de crayon sur un atlas et on nous découpe Berlin en quatre comme s'il s'agissait d'une pâtisserie.

Grand-mère... vole !

Aussi les frontières ont beau n'être plus que des lignes imaginaires, elles sont plus étanches que jamais.

En témoigne l'odyssée de cette aïeule facétieuse partie faire une promenade de quelques milliers de kilomètres dans son avion personnel. Au-dessus des continents et des viles contingences, elle franchit les patries avec la même tranquillité d'esprit qu'un lecteur du *Populaire* saute les paragraphes. A l'atterrissage, elle crut voir en les personnages qui s'empressaient des admirateurs enthousiastes ou des officiels chargés d'homologuer le record. Elle fut bien vite détrompée. Il s'agissait simplement de représentants la loi qui la conduisirent prestement au bloc pour avoir survolé la frontière sans visa d'entrée.

Passage de la ligne...

Il n'est pas d'ailleurs que les gouvernements pour vouloir maintenir les fron-

tières. Les douaniers mêmes, se sentant menacé du chômage si Garry Davis parvenait à ses fins, tiennent à conserver les lignes de démarcation.

Certain préfet distrait en a fait l'expérience et de façon tragique. Venant de l'étranger dans sa rapide voiture, il passa la borne sans s'en apercevoir. On pensera sans doute qu'un parfait Français eût décelé tout de suite l'odeur de la patrie et qu'à défaut de son œil, sa narine patriotique eût dû l'aviser du brusque changement de terroir. Mais n'accablons pas ce pauvre homme.

Un douanier vigilant se hâta de le ramener à une plus grande conscience de l'esprit national. Une herse habilement jetée devant ses roues les fit éclater cependant qu'une rafale de balles perforait la carrosserie. L'une d'elles ôta la vie à Mme la Préfète.

Tancé pour ce zèle excessif, le gabelou affirma avoir visé les pneus.

— Mais aussi, ajouta-t-il pour s'excuser, il y a six ans que je ne me suis pas servi de mon mousqueton.

Pas de doute, pour maintenir les tireurs en forme, il faudrait faire des guerres un peu plus souvent.

Il faut que cela cesse.

Coupables d'avoir assassiné une vieille femme pour la dépouiller, trois jeunes voyous viennent d'être sévèrement condamnés. A titre d'exemple. « Il faut que cela cesse, les crimes des gangsters en herbe », disent les journaux.

Encore que la méthode employée à cet effet n'ait jamais donné de résultats concluants, nous souhaitons aussi que prennent fin les exploits des gangsters en herbe, en graine ou en fleur.

Nous souhaitons encore, par la même occasion, que cesse la redoutable concurrence que certains policiers, depuis quelque temps, font aux malfaiteurs.

Outre que parmi les trois bandits en question, l'un est un indicateur de la préfecture, le même numéro de journal nous apprend qu'un commissaire divisionnaire a détourné trente millions, que deux agents, pendant leur ronde, pillaient les voitures en station sur les Champs-Elysées et qu'un inspecteur avait partie liée avec un gang spécialisé dans l'attaque nocturne.

Halte au crime ? Volontiers. Que messieurs les policiers commencent.

Encouragement au sport.

En attendant, ils ne se gênent pas pour montrer qu'ils sont les rois du pavé et que si la matraque est un procédé fasciste de gouvernement, ils l'ont définitivement démocratisé.

D'inoffensifs campeurs en ont fait récemment l'expérience.

Leur manifestation était pourtant dépourvue d'agressivité, et bien qu'elle se soit produite à la gare de l'Est accoutumée aux rassemblements belliqueux, ils n'avaient aucunement l'intention d'en découdre avec quiconque. Malgré son imagination et la vigilance qu'il apporte à préserver la République des conspirateurs d'où qu'ils viennent, M. Moch ne saurait prétendre qu'en cette occurrence le régime ait été menacé.

Voici l'affaire. Au moment où la S.N.C.F. s'applique à prouver sa supériorité sur les transports par route, les campeurs, frustrés du billet collectif dont ils bénéficiaient précédemment, avaient décidé de se rassembler devant la gare pour montrer leur nombre et là, témoignant leur dédain pour une administration incompréhensive, de partir en camion faire leur excursion hebdomadaire. Démonstration pacifique sous le signe de la gaîté et des chansons, et bien propre à illustrer de manière amusante le fameux conflit rail-route.

On ne sait trop quelle autorité prit ombrage de cette jeunesse un peu tapageuse, mais non émeutière. Toujours est-il que les cars de la Préfecture ne tardèrent pas à venir décharger à proximité leur habituelle cargaison de forcenés. Charges à coups de pied, à coups de poing, à coups de trique sur des jeunes gens tout juste armés d'harmonicas et tout surpris d'avoir par leurs sourires déchaîné tant de hargne.

Les jeunes filles ne furent pas ménagées par les brutes en uniforme ou en civil. Plusieurs furent traînées par les cheveux, martelées de coups par des rustres dont on savait déjà qu'ils ne connaissent ni père ni mère mais dont on pouvait peut-être espérer qu'ils épargnent les enfants. Et spirituels avec ça : « Allez, salope, encaisse celui-là. Ça t'apprendra à rester chez toi et à repriser les chaussettes. »

Les étrangers qui villégiaturent à Paris ont pu se documenter sur la douceur des mœurs de notre république et sur l'urbanité de ceux qu'elle mandate à représenter l'ordre.

Le gouvernement, qui prétend encourager le sport et s'intéresser à la jeunesse, devrait bien nous préciser ce qu'il entend par là et si son programme ne se borne pas à favoriser la pratique du pancrace parmi la gent policière.

Faut-il, pour tempérer l'ardeur de ces messieurs, leur rappeler qu'ils étaient moins farauds à prendre la garde au pied des palissades blanches ou à faire la rafle des « aptes au travail » pour le compte des occupants ?

Et notre Assemblée, toujours en peine de légiférer, ne pourrait-elle introduire au Code, par opposition au délit de « coups à agent », le délit de « coups à citoyen » dont nos matraqueurs trop zélés devraient éventuellement répondre ?

Le moral de l'armée.

En fait de créer des délits, on s'en est occupé ces dernières années. Le complot de la Pentecôte nous révèle l'existence d'un nouveau méfait sanctionné par la loi, l'atteinte au moral de l'armée.

De quoi s'agit-il ? comme disait ce fameux général dont cette phrase péremptoire constitue l'essentiel de son œuvre littéraire. Je ne saurais personnellement vous le dire.

A la bien examiner, il me semble que beaucoup de monde peut tomber sous le coup de cette inculpation. Sans parler, bien intendu, des antimilitaristes déclarés et des pacifistes militants, l'imprécision du motif vise des individus à priori peu suspects d'hostilité à l'uniforme.

C'est ainsi que le cantinier du régiment, s'il mouille son vin, devient du même coup justiciable de la nouvelle loi. Altérer le pinard, qui, chacun le sait, est aux dires des plus grands capitaines le moral même de la troupe, c'est influer de façon néfaste sur la psychologie du militaire.

Mais il y a pire, et l'arme qu'a forgée le gouvernement pourrait fort bien se retourner contre lui. Car qu'y a-t-il de plus démoralisant, je vous le demande, de plus idoine à plonger l'armée la plus valeureuse dans l'hébétude et la prostration, que placer à sa tête comme chef suprême un général qui s'appelle Revers ? C'est du pur défaitisme ou je n'y comprends plus rien.

Je sais bien qu'on n'est pas responsable du nom que vous lèguent vos ancêtres, que ce digne homme est sûrement le premier à déplorer un patronyme affligeant dans sa situation et que, en bonne logique, cela n'enlève rien à sa valeur et à ses qualités de tacticien. Tout de même, il y a des antinomies par trop choquantes. On en dira ce qu'on voudra, quand on s'appelle Cocu, on n'ouvre pas une agence matrimoniale.

Le législateur, dans sa prévoyance, l'a fort bien admis, qui autorise en ces cas critiques le citoyen à changer de nom. Il n'y a pas si longtemps, le *Journal officiel* nous annonçait que pareille latitude venait d'être donnée à un certain M. Baurdel qui, par surcroît, était tôlier de son état.

On m'objectera que, peut-être, même pour accéder au grade suprême, le général en question était résolument hostile au pseudonyme. En ce cas, je suis catégorique, il fallait l'écarter. Plutôt que parapher la nomination d'un chef au nom si fâcheux, le ministre de la Défense nationale aurait dû rechercher, au besoin même hors des cadres militaires, c'est-à-dire dans le civil, la personnalité adéquate.

Nous sommes dans ce domaine, Dieu merci, une nation de ressource, nous l'avons prouvé aux heures les plus graves de notre histoire.

Nos facultés d'improvisation sont prodigieuses, on l'a vérifié il n'y a pas si longtemps quand on a vu des manœuvres sans spécialité se hisser au grade de capitaine. Mieux : des tourneurs-fraiseurs, à jour il est vrai de leurs cotisations syndicales, sont sortis de la clandestinité brillamment transmués en officiers généraux et se sont couverts d'une gloire qui, pour être demeurée secrète, n'en fut pas moins consacrée.

Au reste, pourquoi chercher plus longtemps ? Si l'on s'en rapporte aux capacités stratégiques témoignées par notre armée de 40, l'homme tout désigné pour l'emploi de généralissime existe. C'est Pujazon.

Il est vrai qu'en France on n'a jamais su utiliser les compétences.

INTÉRIM.

REVUE DES LIVRES

par Serge

Bernard MALAN : *Imaginer ou Disparaître,* (Ocia, 190 fr.).

L'auteur commence par nous dire, et nous l'applaudissons chaleureusement, qu'il serait grand temps d'apporter au service de la paix cette même passion et cette ingéniosité que des brutes et des fous parviennent à apporter dans l'exercice de la guerre. Il estime que l'humanité fourvoyée dans une impasse doit faire œuvre d'imagination et créer des organismes nouveaux dont la bonne marche ne doit plus dépendre de la virtuosité retorse des diplomates ou du bon plaisir des généraux.

Tout au long de ces 400 pages d'un texte serré, Malan accumule les idées, fait surgir des hypothèses, montre la stupidité de certaines légendes, comme celles qui sont basées sur le culte du métal aurifère, par exemple, et brosse un tableau très complet et très séduisant de tout ce qu'il serait possible de faire si le monstrueux égoïsme des uns, l'imbécillité ou l'aveuglement des autres, n'empêchaient de prendre conscience de cette réalité que la technique moderne met à notre disposition des moyens tels que la production pourrait excéder de beaucoup les besoins maxima de toute la population du globe.

En lisant ce livre écrit dans un style agréable, on se laisse entraîner par cette logique et l'on convient avec Malan que c'est une bien noble et bien belle chimère que celle du bonheur et qu'il n'est peut-être pas tout à fait inutile d'en proclamer les droits !

Ch.-Aug. BONTEMPS : *Le Démocrate devant l'autorité* (Les Cahiers francs).

Ch.-Aug. Bontemps est un de ceux qui n'entendent plus se laisser duper par le magnétisme des vieilles formules et des mots creux qui continuent à impulser tant bien que mal une machine sociale quelque peu détraquée.

C'est dire que dans cette plaquette, qui doit servir d'introduction à une étude plus approfondie, écrite avec l'admirable concision qui lui est habituelle, il pose en termes catégoriques les raisons du comportement de l'homme placé en face du politique et de l'économique.

Ch.-Aug. Bontemps pense, notamment, et nous partageons cette opinion, que le « fond » de l'homme ne change jamais, mais, qu'au cours des siècles, une modification s'est opérée dans ses comportements, sa pensée s'est enrichie, sa sensibilité s'est affinée... De ce fait, dit-il, c'est de l'étude des conditions de ce processus que découle l'orientation à donner aux révolutions...

Charlotte DAVY : *Le Roman de mon Oncle* (chez l'Auteur, 103, avenue Verdier, Montrouge. 300 fr.).

De ce roman sobrement écrit et noblement pensé, se dégage, dit notre ami Gérard de Lacaze-Duthiers dans son excellente préface, toute une philosophie humaine. Partant en guerre contre les traditions et les conventions hypocrites, il traite aussi de l'amour libre et particulièrement du droit à l'amour pour les vieux, thème délicat qui fera peut-être sourire ceux qui n'ont point lu les pertinentes remarques que le docteur Bezançon a consacrées à ce chapitre dans « Les jours de l'homme ».

Marcel BÉGUEY : *Arpèges et Silences* (Courrier des Arts et des Lettres). (Préface de Marcel Millet.)

De beaux vers qui sentent l'influence spiritualiste de Francis Jammes. L'auteur chante avec sincérité, dans une langue très simple, la peine de vivre, les étangs graves et doux, et ces nuits de Paris où rôde l'ombre de Verlaine... Et le spectre toujours inquiet de Villon.

Marcel DUBOIS : *Droits de l'Homme et Paix* (Ed. P. Clairac).

Dans cette brochure qui est une pétition à l'O.N.U. qui en a vu bien d'autres sans que son indifférence en soit ébranlée, nous remarquons un passage qui parle de la nécessité d'en revenir à la méthode de Claude Bernard; l'*identification scientifique* de tout « fait social » devant conditionner les développements qui en résultent, contrairement à la procédure fantaisiste des doctrinaux.

Les livres pour la critique doivent être adressés à : Revue Populaire, Bona (Nièvre).

Nouvelles réflexions sur le progrès

Pour ou contre le progrès technique ?

Sous ses trois formes, horizontale, verticale, voluménale, le Progrès, et particulièrement le Progrès technique, est un fait dont nul ne peut contester la réalité. Mais, depuis longtemps, la question passionnante (1) est celle de savoir si, finalement, l'humanité en tire un profit réel.

Mais, attention, le problème, au départ, doit être bien posé. Oui ou non, les hommes, *dans leur ensemble*, gagnent-ils à ce que la capacité de production industrielle s'accroisse sans cesse ? A ce que chaque jour se multiplient les voies et les moyens de gagner un peu de temps, d'épargner un peu de peine ? A ce que le tour de la terre puisse être accompli en quelques heures ?

Et, seconde précaution, pour trouver une solution correcte à ce problème, encore faut-il adopter une démarche *logique* et non passionnelle, utiliser une méthode exempte de critique à tout instant.

Or, c'est le tort de la plupart des hommes de juger des choses de l'humanité à l'échelle d'*un* être humain. La vie d'un être humain est courte. Celle de l'espèce humaine dure depuis au moins quelques centaines de milliers d'années. Et *un seul* être humain compte moins numériquement qu'une fourmi dans une fourmilière, qu'une abeille dans une ruche, qu'un termite dans une termitière. Il y a deux milliards de représentants de l'espèce humaine actuellement sur le globe... Même sans aller chercher ce rapport de un deux-milliardième, un habitant de la France actuelle (un quarante-millionnième !) compte toujours moins qu'une fourmi dans une fourmilière.

Ce rapport numérique lui-même n'est rien comparé à l'impatience qui agite un individu quand on le rapproche de la quasi-pérennité des groupes sociaux... Qu'on le veuille ou non, la question du Progrès est de celles qu'il est nécessaire d'envisager du point de vue de Sirius. Aussi comprend-on les expressions qui viennent sous la plume d'Emile Bachelet. « Le développement vertigineux de la science... a donné à l'homme l'illusion qu'il grandissait, alors que depuis au moins deux mille cinq cents ans il trépigne sur place. » Bien sûr. Peut-être même trépigne-t-il depuis beaucoup plus de deux mille cinq cents ans. Et peut-être trépignera-t-il longtemps encore. L'évolution de la technique ne change rien à la *nature* humaine. « Les hommes du vingtième siècle ont la même mentalité que les Gaulois ou que les Huns; ils en ont conservé les tares, les vices et les passions. » Bien sûr. Et d'ailleurs, pourquoi ces limites ? Les hommes dont l'histoire est la plus anciennement connue, habitants de la Chine, de la Mésopotamie ou de la Haute-Egypte, avaient des tares, des vices, des passions en tous points comparables aux tares, vices et passions qu'auront les hommes du cinquantième siècle après Jésus-Christ, venu lui-même cinquante siècles après les premiers Pharaons.

Cependant, *quelque chose a changé*. Quelque chose a changé non seulement dans cet intervalle de temps qui peut paraître long, mais même dans des intervalles beaucoup plus courts. C'est là le premier aveu de Bachelet. La réduction de la durée de travail est bien due à la science et à la machine. Qui niera que ce ne soit un bénéfice pour une part importante de la classe ouvrière ? Et qui peut oublier qu'il a fallu cependant plus de vingt ans d'efforts et une guerre mon-

(1) Voir dernier numéro : « Sur le Progrès : Propos réactionnaires », par Emile Bachelet. Heureuse coïncidence qui amène cet article au moment où je me proposais de traiter la question des rapports du progrès technique et du progrès humain. Dans cette courte, mais excellente accumulation des arguments « contre », je relèverai cependant plusieurs aveux significatifs. Je ne discuterai ici que le titre : pourquoi propos *réactionnaires* ? Je n'y vois, pour ma part, qu'une manière différente de présenter une thèse bien voisine de la mienne...

diale pour arriver à la journée de 8 heures ?

A l'encontre de la plupart des gens âgés pour qui le bon temps était le temps d'autrefois (celui où ils étaient jeunes et pouvaient jouir de la vie), il m'est arrivé de rencontrer un vieillard à qui les gémissements des jeunes d'aujourd'hui faisaient dire qu'ils ne savaient pas ce que c'était que de peiner au travail. Qu'on imagine il y a quarante ans un maçon faisant chaque jour, *à pied,* dix à douze kilomètres le matin pour prendre son travail, faisant dix à douze heures d'une tâche sans doute moins abrutissante que le travail à la chaîne, mais se terminant par le retour à pied — dix à douze kilomètres encore. Et cela pendant des mois et des mois, voire pendant des années... La semaine anglaise était alors inconnue.

Est-il en France, actuellement, *un seul* ouvrier dans l'obligation absolue de s'astreindre à un pareil esclavage pour ne pas mourir de faim ? On me permettra d'en douter. Entre les deux guerres, il y avait, dans un rayon de cinquante kilomètres autour de Paris, des milliers de gens qui acceptaient un double trajet quotidien de deux heures pour aller à leur travail; mais c'était en chemin de fer, la journée n'était que de huit heures et le samedi après-midi était exempt de toute tâche à l'usine ou au bureau. La machine (vélo, vélo-moteur, métro, train) libère l'immense majorité des travailleurs de cette fatigue écrasante qu'était le trajet avant et après la journée de travail.

Ce n'est là qu'un point infime de la question. Rien que pour traiter celle-ci dans son ensemble, il faudrait sans doute plusieurs volumes. Sur un autre point, celui des conditions du travail, retenons cependant au passage, par exemple, le fait que les travaux fastidieux, abrutissants se font aujourd'hui en musique, et dans une lumière très largement répandue à l'intérieur des ateliers : non dans tous, mais cela viendra (progrès horizontal), non pas toujours parce que les patrons ont le sens social, mais parce que leur intérêt, leur égoïsme entreront en jeu; le rendement est accru dans les ateliers bien éclairés et dans ceux où une musique se fait entendre, le plus souvent choisie par les ouvriers eux-mêmes.

Il faut bien se dire, d'ailleurs, que l'égoïsme patronal n'est pas le seul moteur de ces transformations. Il est sans aucun doute exact que nombre de chefs d'entreprises n'accordent pas à leurs ouvriers des salaires suffisants et des conditions de travail meilleures simplement en raison de la lutte à laquelle eux-mêmes doivent se livrer pour tenir dans les conditions de vie que leur crée le régime capitaliste. Ecoutons ce passage d'un « plaidoyer pour le machinisme » :

« La machine permet d'entreprendre des travaux qui, sans elle, seraient irréalisables avec la seule énergie humaine. Elle permet de diminuer la durée du travail et ce fait a de nombreuses conséquences importantes.

« Tout d'abord, la diminution de la durée du travail, réduit à peu de chose les effets néfastes du machinisme et du travail en série sur l'organisme et sur l'état mental. Un travail pénible, difficilement soutenu pendant huit heures, paraîtra léger pendant trois ou quatre heures... On peut faire travailler une seule machine pendant seize heures avec quatre équipes d'ouvriers travaillant chacune quatre heures, ou deux fois deux heures, si le travail est très pénible.

« Dans le domaine social... l'amélioration du sort de la classe ouvrière, grâce au développement de la machine, peut et doit créer un mieux-être... La machine peut et doit remplacer l'homme dans l'exécution de tous les travaux pénibles, dangereux, sales ou dégradants; et n'est-il pas réconfortant de voir par exemple, la tenue correcte d'un chauffeur de centrale thermique moderne qui surveille sans surmenage plusieurs chaudières, quand on a connu l'époque héroïque du chargement des foyers à la pelle, devant les gueules flambantes des fours, le décrassage si pénible et l'extraction des mâchefers par des malheureux, suants et noirs, évoquant l'esclave et le bagnard.

« N'est-il pas à souhaiter qu'un jour tout effort épuisant, toute souillure soient complètement bannis des gestes des hommes qui prendront alors, tous, conscience du rôle privilégié que la nature leur a assigné et de leur dignité ? »

« Mais le miracle tarde à se produire », dit Bachelet, qui avoue plus loin que l'homme n'a *pas encore* su asservir la machine. Bien sûr. Et c'est à nous à le hâter, ce miracle. Mais, d'ores et déjà, c'est par un étrange abus de langage

qu'on peut nier que la classe ouvrière n'ait pas bénéficié dans une large mesure de l'augmentation de la production. Quelles que soient les imperfections de son fonctionnement, la Sécurité Sociale, par exemple, est une conquête qui, certes, ne fait pas de tous les travailleurs des pachas d'Orient, des maharadjas de l'Inde, mais leur donne tout de même ce que n'avait pas la génération précédente : la certitude que la maladie ne sera pas la cause de l'effondrement de toute une vie, la ruine de tous les espoirs d'une situation meilleure. Et si les allocations familiales sont, en certains cas, une véritable prime au lapinisme, dans l'immense majorité des autres cas, elles permettent d'élever les enfants de telle sorte qu'au moins ils ne manquent pas de nourriture. Et il faut noter que ce ne sont pas les individus les plus évolués qui comptent sur les allocations familiales pour vivre du rapport de leurs glandes génitales. Incontestablement, la Sécurité Sociale, dans son principe et dans une large mesure, par son application, constitue une libération de l'ouvrier à l'égard des soucis du lendemain, acquise sur le produit de son travail. Autrefois, le travail était au moins aussi pénible — et tout semble prouver qu'il l'était davantage — et la misère, la faim guettaient à chaque instant le travailleur, comme la mort guettait à chaque instant l'homme primitif dans les forêts ancestrales.

Rien que dans ce domaine de l'organisation et des incidences du travail, il y aurait encore énormément à dire. Je rappellerai ici simplement qu'aux environs de 1932, dans un livre intitulé « La Révolution nécessaire », de jeunes intellectuels et techniciens venus de la bourgeoisie et groupés dans « l'Ordre nouveau », faisant la distinction entre le travail individuel *créateur* et le travail social *indifférencié* ou mécanique, exigeant surtout de la part de l'homme un effort physique ou simplement une présence attentive (celui du mineur, du mécanicien de chemin de fer), préconisaient le système suivant d'organisation générale du travail : la part du travail social ou indifférencié que chaque être humain doit à la collectivité pour lui rendre en services quantitativement ce qu'il en a reçu, est effectuée pendant une certaine période de l'existence, par exemple de vingt à trente ans; après quoi, l'individu est dégagé de toutes obligations sociales et peut se livrer à telle activité qui lui convient, laquelle, étant exercée par goût, par choix, a toutes les chances d'être infiniment plus utile à la société, mais indirectement, que la première.

L'idée n'était pas si mauvaise, et, sous une forme ou sous une autre, peut-être faudra-t-il la reprendre un jour. Un fait certain, c'est que ceux qui criaient à l'utopie quand Sébastien Faure parlait de la journée de travail de deux heures comme d'un but à atteindre, peuvent considérer à présent que, *si* les choses allaient mieux, cela pourrait se réaliser sans doute à très bref délai.

Au total, la classe ouvrière a donc gagné du temps, du bien-être et de la sécurité, Pas sans peine. Pas sans qu'il y ait, ici ou là, des drames comparables, en un certain sens, à ceux qu'on a observés à l'aube de l'ère industrielle. Je pense à l'enquête publiée en 1840, sur la situation ouvrière en France, par Villermé, d'une part; à ce chiffre impressionnant sur l'augmentation des maladies mentales aux Etats-Unis, cités par Bachelet, d'autre part. Une certaine misère physiologique accompagne encore, aux Etats-Unis (et sans doute ailleurs aussi) le développement de la grande industrie ? Oui, mais, *en* 1840, *la misère était totale,* absolue, encore bien plus épouvantable que ne peuvent même l'imaginer les jeunes gens d'aujourd'hui. « La création est une grande roue qui ne peut se mouvoir sans écraser quelqu'un », disait le poète. Comme dans les Révolutions, où souvent périssent des victimes innocentes, il y a là quelque chose d'inéluctable. Mais n'observe-t-on pas parallèlement le phénomène inverse ? Et ne conteste-t-on pas — il faudrait une enquête très serrée, à la fois longue et difficile, pour apporter des précisions numériques — que des inventions nouvelles ont *relativement* des effets de moins en moins nocifs, proportionnellement à leur domaine d'extension et au nombre des être humains qu'elles touchent directement ? Même quand leurs premières applications servent à la guerre... Rappelons-nous que c'est de l'excès même de la misère où la grande industrie naissante plongeait la classe ouvrière qu'est né l'admirable mouvement des « hardis pionniers de Rochdale » : la

coopération, adversaire n° 1 et sans doute successeur du régime capitaliste.

Ainsi, peut-on prévoir que les recherches actuelles sur l'énergie atomique, sur la vitesse supersonique des avions amèneront entre les mains de l'homme un surcroît de puissance tel que l'humanité ne pourra pas ne pas en bénéficier dans son ensemble : il appartiendra à tous ceux qui en auront conscience, de faire en sorte que ce soit le plus rapidement possible; et le premier devoir des hommes dignes de ce nom est, dès à présent, un devoir d'éducation. Là-dessus (et n'est-ce pas l'essentiel ?) me voilà parfaitement d'accord avec Bachelet.

Après ces remarques et ces quelques exemples, je ne m'étendrai pas autrement sur tout ce qui, en dehors des conditions du travail, a changé dans le monde. Je renvoie le lecteur au petit volume de Félix Sartiaux, que j'ai déjà eu à maintes reprises l'occasion de citer, où, passant en revue l'idée de *civilisation*, il en montre les caractères et les conditions, et présente un tableau extrêmement condensé de l'évolution — du *progrès* — de la civilisation humaine. Mais j'essaierai de montrer prochainement quelques aspects, inattendus pour beaucoup, des effets du progrès technique sur les rapports entre les hommes et sur l'organisation sociale.

LAUMIÈRE.

La délinquance juvénile

LES PROBLÈMES DE LA RÉÉDUCATION

C'EST à dessein que nous disons : les problèmes. La rééducation du délinquant, ou pour mieux dire, du jeune caractériel, est un problème si complexe, appelant des méthodes ou des solutions si variées, qu'on ne peut le ramener à l'unité.

Milieu, caractère du personnage, acquis scolaire, santé, antécédents sociaux ou familiaux, etc., tout concourt à diversifier le même délit.

C'est à l'éducateur digne de ce nom, tout en restant fidèle à certaines constantes, d'improviser en quelque sorte sa thérapeutique morale. Je hasarderai volontiers cette comparaison: chaque enfant ressemble à ces rochers qu'on escalade, d'apparence semblable, mais qui possèdent chacun leur angle particulier d'attaque.

Ces remarques faites, mais sur lesquelles nous reviendrons encore, pour nous mieux orienter dans ce dédale polico-administratif, envisageons un « *fait de délinquance* ».

Un délit a été commis par un adolescent de moins de 18 ans, relevant, en conséquence, du Tribunal pour Enfants et Adolescents (T.E.A.).

Quel délit ? Ils sont en général fort divers.

Enumérons-les sommairement :

a) Vols simples (environ 70 % des cas);

b) Abus de confiance (5 %);

c) Coups et blessures (3 %);

d) Escroquerie (3 %).

Le reste ? C'est le vagabondage spécial (accompagné de prostitution ou d'actes obscènes) fréquent chez les filles, la grivelerie (filouterie d'aliments) — le recel — le vol aggravé d'effraction.

Les meurtres sont rares.

Par qui a été commis l'un de ces délits ? Nous l'avons dit. Par un adolescent de moins de 18 ans.

Ici, il faut que nous apportions quelque précision.

On a dit à juste titre qu'il y a un âge

de la délinquance, des périodes qu'on pourrait appeler « critiques ».

Cet âge, c'est celui de la puberté, c'est-à-dire de 13 à 17 ans chez les garçons, de 11 à 15 ans chez les filles.

Dans ce déséquilibre général physio-psychologique qui caractérise ce moment, les instincts primaires émergent avec brutalité.

Que le jeune ne se contrôle pas, qu'il soit mal entouré ou mal conseillé et c'est la chute certaine.

Age criminel disent les pessimistes... Age des héroïsmes également, dirons-nous, des vocations religieuses ou des vocations humaines, âge ou tout être semble avoir du génie et dépasser ses propres mesures, avant de connaître la médiocrité de l'assagissement, le plus souvent.

On a en outre constaté que les vols étaient plus fréquents chez les filles au « moment critique du mois », période d'excitation naturelle.

Un délit a donc été commis. Plainte a été portée par la victime, plainte encore trop souvent suivie d'arrestation publique, cette arrestation brutale, dépourvue de toute sagesse, ou, menottes aux poignets, un gosse de 15 ou 16 ans traverse son quartier sous l'œil courroucé des semblants-honnêtes ou des faux-honnêtes...

Je le sais, ces faits tendent à disparaître. La mesure, convenons-en, était rarement salutaire. La meurtrissure subie révoltait plus qu'elle n'enseignait.

Ensuite ? Le Dépôt. L'odieux Dépôt, survivance d'un autre âge, où, parfois, pendant des heures et des nuits, sur quelques pieds carrés, 50 délinquants de tous âges stagnent dans une promiscuité morale et physique odieuse, véritable pourrissoir d'où l'enfant sort marqué à jamais.

Là encore, reconnaissons-le, les mesures prises par les pouvoirs publics font que, le plus souvent, un magistrat instructeur intervient dès l'arrestation opérée, et « ordonne » sur-le-champ.

Quelles décisions peut prendre ce magistrat ?

Elles sont de deux ordres :

1° L'enfant est laissé en liberté provisoire dans sa famille si, enquête rapide faite, le milieu n'apparaît pas disqualifié;

2° L'enfant — dans le cas contraire — est mis en état d'arrestation.

Il est tout aussitôt confié à un Centre d'Observation.

Quelle est la mission d'un tel établissement.

Un article ne suffirait pas pour répondre à une telle question. Nous nous bornerons à l'essentiel.

Nous avons dit, précédemment, que nul adolescent ne pouvait être traduit devant un Tribunal sans avoir bénéficié d'une observation prolongée ou tout au moins sans être nanti d'une enquête sociale sérieuse adressée au juge compétent, avant jugement.

Le Centre d'Observation établit le dossier de l'enfant.

Son contenu ?

D'abord, un dossier médical établi au double point de vue somatique (état de santé physique) et neuro-psychiatrique (état de santé mental).

Ensuite une minutieuse enquête sociale faisant ressortir les antécédents propres de l'adolescent, définissant le milieu intellectuel, social, économique où il a vécu, caractérisant le quartier ou l'agglomération, le retrouvant à l'école, à l'atelier, parmi ses camarades... Une telle enquête n'est jamais trop complète ni trop riche.

L'adolescent subit ensuite un examen de contrôle scolaire qui renseigne sur son niveau et ses connaissances.

Des tests professionnels ou psychotechniques, des épreuves pratiques fournissent, en outre, d'utiles indications pour le reclassement ultérieur. Un circuit polyvalent dans divers ateliers de bois ou de fer complète l'observation.

Durée variable du séjour : de 6 semaines à 2 mois.

Il va sans dire que les observations directes doivent se dérouler dans une atmosphère de confiance et de compréhension et ne jamais revêtir une allure d'inquisition maladroite et administrative. Il ne s'agit pas de « cambrioler » une âme ou un esprit mais de l'aider à se connaître en s'exprimant, à seule fin de se mieux préparer à la vie qui recommencera demain.

Le grand jour est arrivé. C'est l'échéance attendue et redoutée tout à la fois. C'est le *jugement*.

Le « Président » du Tribunal, magis-

trat de carrière, est assisté de deux auxiliaires, personnalités civiles reconnues dignes et compétentes. Tel en a décidé la loi de février 1945.

Passons sur l'impressionnante majesté du lieu, l'interrogatoire du Président, les interventions du Ministère public, la plaidoirie plus ou moins adroite et rarement utile de l'avocat en pareil cas, et arrivons aux mesures possibles.

a) Le délinquant peut être remis à sa famille sous le régime de la liberté surveillée. Un délégué à la liberté est désigné qui aide la famille dans sa tâche éducatrice, surveille : travail, loisirs, fréquentation de l'intéressé, apprécie son amendement et adresse un rapport circonstancié au Tribunal tous les trois mois environ.

En cas de mauvaise conduite persistante ou de récidive, un « incident » est fait qui ramène l'enfant devant le Tribunal. La nouvelle décision aggrave la première en suspendant sa liberté.

b) Le délinquant est confié à une maison de rééducation publique ou privée.

Il s'agit là des Bons Pasteurs (Instituts religieux pour les filles), les Patronages, genre Rollet, des Maisons des Frères Saint-Jean-de-Dieu, de quelques Instituts médico-pédagogiques, des Centres Spécialisés professionnels du Ministère de l'Education Nationale, en tout une centaine d'œuvres *surtout religieuses,* à la bonne volonté certaine, aux méthodes contradictoires, souvent désuètes et qui, pour la plupart, répondent imparfaitement ou mal aux exigences d'une telle tâche...

Cent établissements, disons-nous... Environ 40.000 nouveaux délinquants chaque année...

Ces deux chiffres rapprochés soulignent le drame qui se joue et par lequel partie de notre jeunesse sombre à jamais !

Nous ne pouvons que dénoncer cette indigence coupable de notre équipement rééducatif en matière de délinquance juvénile. Il est vrai qu'on ne peut simultanément animer les œuvres de la vie et financer les besognes de la mort... surtout dans cette période d'appauvrissement que nous connaissons !

c) Enfin dans les cas les plus graves, le délinquant est confié à une Maison d'Education Surveillée (alias : maison de correction) jusqu'à sa majorité.

Décision la plus extrême, auquel le juge ne se résoud, avec hésitation, qu'après avoir ou épuisé ou reconnu inefficaces tous autres moyens.

Ce n'est pas qu'on doive continuer d'assimiler les Maisons d'Education surveillée aux bagnes d'enfants, de douloureuse mémoire. La Direction de l'Education surveillée, au Ministère de la Justice, a fait un considérable et utile effort de rajeunissement des cadres, des méthodes, dont il faut la louer et ce, avec des moyens comme toujours bien insuffisants.

Les résultats se ressentent, d'ailleurs, de cette insuffisance des crédits.

La formation professionnelle dans ces établissements est remarquablement comprise et conduite. Les problèmes — difficiles — de la rééducation sont loin d'être résolus ! Le système disciplinaire, la promiscuité, l'organisation matérielle des maisons, tout serait à reprendre et à repenser.

C'est que, faire de bons ouvriers, hautement qualifiés, affrontant avec succès le certificat d'aptitude professionnelle, c'est bien car c'est utile. De plus, je crois à la « rédemption par le travail ». Il y a, dans la besogne bien faite une haute moralité, j'avance même, une « religion » de surcroît, au sens étymologique du terme : quelque chose qui « relie » les hommes et crée les solidarités nécessaires.

Mais, le problème n'est pas que là.

De solides techniciens, notre économie les demande.

Des hommes — notre pauvre monde sans âme, sans caractère, énervé, amolli, troupeau errant au hasard des propagandes contradictoires, privé de ces hautes personnalités morales qui dominent sans haine comme phare qui éclaire — l'urgente nécessité s'en fait plus cruellement sentir encore !

La sagesse populaire dit : « Rien n'est fait tant qu'il reste à faire... »

Et il reste beaucoup à faire pour réaliser avec cette matière humaine amoindrie, le plus souvent limitée dans ses moyens, prématurément désespérée ou meurtrie, cette humanité virile et fière que nous attendons.

Robert JOSPIN.

Je suis pour le hérisson contre la vipère

Après une conversation sur les faits de la collaboration, Louis Lecoin m'a demandé d'exposer ici mon point de vue sur l'amnistie, sans réticence. Ce n'est pas un problème simple.

Il n'est pas douteux que tous les libertaires soient d'accord sur l'absence à peu près totale d'équité dans les jugements prononcés par les Cours de Justice. Les inconséquences de ces jugement sont criantes. Les verdicts portent la marque des dosages variables de jurés partisans, assistés de magistrats aux consciences gênées par un certain serment...

En dépit d'un essai de justification établi par un comité de juristes résistants, à grand renfort d'arguments captieux, il est évident, pour tous, que ces Cours furent des tribunaux d'exception.

L'accusation dominante d'intelligence avec l'ennemi relève normalement, en temps de guerre, des Conseils de Guerre. Si ceux-ci furent dessaisis, bien que la paix ne fût pas proclamée, c'est qu'en fait on jugeait tout autre chose ou, plus précisément, c'est que l'ennemi n'était pas tant, aux yeux du parti alors tout-puissant, considéré selon une vue nationale que selon des critères d'idéologies et d'obédiences politiques.

Nous avons assisté à des sanctions de guerre civile qui ont complété, sous le couvert de tribunaux plus ou moins légalisés, d'autres règlements de comptes sommaires, infiniment plus nombreux, et que les faits réels de collaboration n'ont pas seuls motivés.

***

Tout cela, nous le savons. Beaucoup de résistants en ont été écœurés. S'ils en parlent peu, c'est qu'un sentiment bien compréhensible les détourne de prêter aux attaques d'une réaction, qui s'attache à déshonorer la Résistance pour se revaloriser elle-même, un concours inopportun.

Nous savons que la condamnation de Charles Maurras, par exemple, ne supporterait pas un procès en révision. Ce théoricien nationaliste peut être accusé de tous les crimes contre la nation républicaine, sauf d'intelligences avec les Allemands.

Nous savons qu'on a sanctionné des accusations de même nature par des peines tantôt bénignes et tantôt écrasantes. Que des condamnés à mort sont aujourd'hui en liberté par le jeu des grâces successives quand de moins coupables continuent de pourrir en prison.

Nous savons surtout que les actes les mieux caractérisés d'intelligences avec l'ennemi, ceux d'une profitable collaboration économique, n'ont guère causé d'ennuis qu'à quelques margoulins, à des irréguliers mal implantés dans les cadres protecteurs des affaires organisées. Les dossiers les plus scandaleux ont été instruits avec une sage lenteur et se sont perdus dans les oubliettes des adroites procédures. Ici, ce ne sont pas les opulents profiteurs qui pourrissent dans les geôles, ce sont leurs dossiers qui moisissent jusqu'à destruction à l'ombre malsaine des prétoires.

***

On sait bien aussi que tel jeune antibolcheviste, engagé volontaire et jugé comme tel en criminel n'est, à tout prendre, qu'un vaincu de guerre civile, infiniment moins répugnant que ces milliers « d'honnêtes gens », de petits boutiquiers enrichis de notre famine.

On sait de notoires personnalités du monde intellectuel ou artistique dont la collaboration fut publique, leur docilité à l'occupant exemplaire et que la même docilité, transférée à propos aux défenteurs des certificats de bonne conduite, a

transformé en intouchables parangons de vertu.

On sait que la trace de Marcel Déat n'a jamais été perdue, mais qu'il est des services secrets qui comportent de secrètes immunités. Tant pis pour les jeunes fous que l'attrait du parti unique de Déat conduisit à prendre un parti inique.

⁂

D'accord, cent fois d'accord. Mais rien, absolument rien, ne peut exonérer les dénonciateurs, les tortionnaires sadiques, les assassins vénaux, grands et petits. Rien ne peut absoudre ceux qui, par le concours qu'ils ont apporté dans leurs fonctions aux exploits de la Gestapo et de la Milice, sont comptables des souffrances physiques, des dégradations morales, des morts dans les tortures, des abominables morts lentes dont des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été, cinq ans durant, les victimes, dont sont victimes encore les survivants, à jamais meurtris par la perte des leurs.

Ces survivants méritent que le redressement de sanctions incohérentes n'ait pas pour conséquence de substituer à une injustice une autre injustice qui puisse décourager l'honnêteté. Certes, les résistants — sans parler de rivalités et de prises de gages qui ne furent pas toutes honorables — ont exagéré les droits qu'ils se sont dévolus. Il leur arrive ce qu'il advint des combattants de 14-18, lesquels, « ayant des droits sur nous », se sont laissé emmailloter dans la Chambre bleu horizon. Délivrer un pays ne suppose ni des capacités particulières d'administrateur, ni un cœur inaccessible aux vanités des honneurs et aux profits du pouvoir et pas davantage ne supprime — le péril passé — les oppositions de tendances et d'intérêts. S'il en était autrement, le chef de la Résistance serait fondé à se vouloir maître de l'Etat.

⁂

Laissons donc les droits sociaux et politiques de la Résistance. Il reste que ces hommes et ces femmes ont tout sacrifié pour lutter contre une oppression dont d'autres se sont faits les complices et les collaborateurs. Il reste que chacun de nous que l'on savait ennemi des tyrannies, fut, chaque jour, et même si nous étions en dehors de tout réseau organisé, à la merci du hasard d'une dénonciation.

Les libertaires se sont-ils jamais interdit de corriger un mouchard ? Alors ?... Peut-on imposer aux victimes la libération de leurs bourreaux sans aucune discrimination ? Peut-on la leur imposer, en des conditions telles que leur propre procès en découle et qu'après s'être voués au risque pour la défense de libertés primordiales, un pardon sans nuance, sans réserve, bafoue leur refus à la force oppressive et fasse à leurs ennemis un tremplin ? Pouvons-nous aller au-devant de cette claque ?

⁂

J'entends bien que Louis Lecoin pense d'abord à l'abomination des prisons dont il sait, mieux que personne, quelle répugnance elles inspirent. Mais il est des gens qui ont des raisons de penser à l'horreur concentrationnaire où les incarcérés étaient mieux et plus que des innocents. Il évoque ces autres camps de la déchéance, sur quoi Mme Neumann vient de nous apporter un témoignage accablant, ces camps « approvisionnés » précisément par les amis de ceux-là qui se sont institués en France les grands justiciers.

Contre ces avilissements, nous sommes tous avec lui, mais tous ne passent pas l'éponge sur les crimes des avilisseurs. Les maurassiens eux-mêmes, qui mènent combat pour l'amnistie, qui font de Pétain le « vrai » résistant et tiennent que le « maquis » fut une sottise, sinon une mauvaise farce, même eux ne veulent avoir rien de commun avec les mouchard, les guestapistes assassins et voleurs et la lie de leurs indicateurs.

Je ne sais comment peuvent et doivent être redressées les erreurs, réhabilités les innocents, reclassés les condamnés des Cours Civiques, dont souvent les opinions furent seules fautives. Je sais seulement — et nous en sommes d'accord, mon cher Lecoin — que cela doit être fait. Les réserves portent sur la manière de le faire. Et sur une trop facile indulgence à ceux qui furent et demeurent des vipères.

Je ne me crois pas enclin à la haine. Pourtant, ma raison s'insurgerait si l'on me demandait d'adhérer à une œuvre pour la protection des reptiles venimeux.

Ch.-Aug. BONTEMPS.

Je suis pour la liberté contre la prison

Les points de vue se rapprochent et, déjà, l'amnistie serait large, très large même, presque totale, si elle ne dépendait que des seuls lecteurs de *Défense de l'Homme*.

Car, enfin, combien sont-ils qui, ayant commis ces crimes affreux, signalés par Bontemps, attendraient dans les prisons que nous les élargissions ?

Lorsque les tribunaux eurent en face d'eux ceux qui avaient du sang sur les mains — tous mouchards, dénonciateurs ou tortionnaires — il est rare qu'ils les innocentèrent. Au contraire, ils les condamnèrent à mort et leur exécution s'ensuivit.

Je veux bien admettre, toutefois, que certains purent échapper à cet inexorable verdict; mais, pour quelques dizaines de répugnants malfaiteurs, nous ne pouvons nous opposer à la mesure d'amnistie qui libérerait les dizaines de milliers d'emprisonnés.

Car toute la question est là : AMNISTIE GENERALE, sans restriction, afin de ne laisser en prison ni innocents, ni pauvres gens; ou GRACE AMNISTIANTE, le fait du Prince, qui ferait l'effet d'un modeste onguent sur une plaie béante.

Je comprends bien ton sentiment, mon cher Bontemps, et je conçois qu'il pourrait être désagréable à un ancien concentrationné, heureusement sauf, de se rencontrer avec celui qui le livra aux geôliers.

D'abord, le fait serait assez rare.

Puis, si l'on veut y regarder de très près, est-ce que nous ne sommes pas tous — soldats d'hier et de demain, exploités de toujours, malheureux en permanence — des victimes qui croisent continuellement leurs bourreaux ?

Un exemple, entre tant d'autres : une Cour de Justice vient de relaxer M. Peyrouton en l'acquittant. Quel sale type, pourtant; le fauve gouvernemental par excellence, qui n'attendit point la guerre pour montrer ses crocs et sortir ses griffes. Un réactionnaire fieffé, paré de gauchisme. Ministre de l'Intérieur sous Pétain, il est responsable de nombreux assassinats dans les camps de France. C'est lui qui prit l'initiative de nous déporter par centaines en Afrique. Si nous n'y sommes pas morts, ce n'est point de sa faute; c'est parce qu'il fut dégommé, avant, de sa fonction. Je n'élève pas la voix, d'ailleurs, contre sa libération, bien qu'il fut le dernier que j'aurais amnistié. Je regrette seulement que sa mise en liberté n'ait pas entraîné celle des autres, de tous les autres, comme il se devait, en toute justice.

Eh ! oui, Bontemps, un libertaire qui n'ignore pas ce qu'est l'existence des hommes dans cette société exécrable, ne peut que se montrer pitoyable face au malheur.

Drôle d'anarchiste et drôle de précurseur celui qui ne saurait voir plus loin que le bout de son nez et se laisserait entraîner dans les querelles nées de régimes infects. Et comme il préparerait mal l'avenir, en s'enlisant aussi dans cette fange amassée par la guerre.

Louis LECOIN.

La grève des fonctionnaires

Nous avions préparé un article très motivé pour protester contre les menaces gouvernementales et les sanctions envisagées pour punir de « hauts » fonctionnaires qui n'avaient pas hésité à se ranger aux côtés des plus modestes agents dans un geste de solidarité auquel il convient de rendre hommage. Mais, au dernier moment, nous apprenons que les ministres reculent et que personne ne sera frappé pour fait de grève.

Allons, tant mieux.

La Russie inconnue

Il règne à l'égard de la Russie une ignorance presque totale qui ne saurait être dissipée, bien au contraire, par le flux des publications, tracts et réclames plus ou moins charlatanesques que diffusent les hommes-sandwich du messianisme soviétique.

Cette littérature impudemment publicitaire nous présente un type si parfait d'« homme soviétisé », un être tellement suintant de vertus, d'héroïsme et de qualités suprabourgeoises, que l'on sent facilement l'habile création de marchands d'orviétan qui veulent justifier, aux yeux des naïfs qui sont légion, de l'excellence d'une marchandise de placement difficile.

Le type parfait du citoyen soviétique « révélé par ordre » étant manifestement une grossière imposture, s'ensuit-il qu'il faille ajouter crédit sans plus ample examen à l'image opposée qui nous présente le peuple russe tout entier comme une gigantesque fourmilière de barbares, en s'appuyant sur les faits, malheureusement trop réels, des viols, des meurtres et des pillages commis par l'armée rouge non seulement en Allemagne, mais en Pologne, en Lettonie, en Tchécoslovaquie, au cours de la dernière guerre libératrice ?...

Une fois tombée cette fièvre hystérique de la Victoire qui avait empoigné jusqu'au plus miteux des clochards et bouleversé la tripe de tant de braves bougres qui n'arrivaient pas à réaliser que la guerre est toujours perdue pour ceux qui constituent les simples pions du jeu ; une sorte de peur rétrospective s'est emparée de bon nombre de gens qui, à l'époque où ils se produisaient, considéraient les singuliers ébats de l'« Armée prolétarienne » comme une application normale de la peine mosaïste du talion ou comme les détails absolument négligeables d'une magistrale épopée historique. Aujourd'hui la crainte commence à s'insinuer dans les fesses des plus intrépides pisse-la-gloire qui voient, avec anxiété, recommencer les singeries diplomatiques d'antan dont il n'est pas difficile de prévoir les inévitables aboutissements.

La peur d'une invasion suivie de ces mêmes excès qui accompagnent si fréquemment la marche de toutes les armées du monde, commence donc à faire naître, à l'égard d'un pays dont on parlait encore hier comme d'une terre de légende perdue dans les glaces et dans les neiges des régions polaires, une haine irréfléchie qui enveloppe indifférement les gouvernants et les gouvernés, les meneurs du jeu et leurs pitoyables marionnettes, sans aucunement tenir compte de la multitude des « bâillonnés » qui peuplent les prisons et les camps de Sibérie.

Cette peur des « lendemains chantant leurs hymnes guerriers » sous le signe de l'Etoile rouge, commet déjà quelques ravages dans maints cerveaux qui en arrivent à cette forme de la cruauté qui pour n'être que virtuelle n'en atteint pas moins les extrêmes limites de l'odieux. J'ai entendu de « braves pères de famille », qui, par ailleurs, s'indignaient fort des atrocités nazies, souhaiter avec une candeur désarmante la pulvérisation du « sixième du globe carminé » par par quelques douzaines d'opportunes bombes atomiques... Et ceux qui formulent cette monstrueuse suggestion ne manquent pas, si vous leur opposez l'argument humanitaire, de vous rétorquer que les « barbares » ne font pas davantage partie de l'humanité que la peste ou le choléra.

RUSSIE D'ASIE ET RUSSIE D'EUROPE

Le plus simple examen révèle qu'il est quelque peu imprudent de parler de cette contrée immense comme d'un ensemble parfaitement homogène. Son étendue de l'est à l'ouest est de 3.500 lieues et de plus de neuf cents du nord au sud, c'est-

à-dire d'Arkhangel à Odessa. Cette largeur serait encore plus considérable si on la mesurait de Iénisséi, ville sibérienne, à Tiflis ville persane enlevée à l'Iran en 1828. Les régions les plus favorisées de la Russie d'Europe, coupées de lacs et de marais sont traversées par de rares chemins de fer en dépit de l'extension industrielle du pays. Ce n'est donc pas étonnant que de nombreux particularismes aient subsisté en dépit de toutes les tentatives d'unification. La seule Russie d'Europe est peuplée de types aussi différents que les Allemands et les Suédois des côtes de Finlande et de la Baltique, les Grecs de Crimée, les Arméniens d'Azerbaïdjan et les Persans de Géorgie et de Mingrélie, sans compter les nombreux éléments juifs qui ne se sont point fondus dans la population. La Sibérie est peuplée d'individus également très différents selon que vous les rencontrez dans les « prairies » de l'ouest où se pratiquent l'élevage et la culture, sur les contreforts de l'Altaï où bourdonnent les ruchers ou bien dans les toundras où ne croît guère que la mousse comme dans la région de Verkhoïansk où les Iakoutes et les Ioukaghirs connaissent la température la plus basse de tous les lieux habités du globe.

Ne serait-il pas arbitraire de juger suivant une commune mesure des peuples qui vivent dans des conditions pareillement différentes ? Il ne faudrait pas non plus céder stupidement à cette étrange psychose qui prend ses éléments de jugement dans le comportement des peuples en guerre, tout comme si la logique désignait comme type de l'homme normal l'ivrogne dans une crise d'alcoolisme ou le pensionnaire d'un asile d'aliéné au moment d'un accès de folie furieuse !

Les thuriféraires du régime stalinien ont, eux-mêmes, cru bon, pour répondre à certaines attaques, quand il n'était pas possible de nier en bloc, d'établir une certaine discrimination entre les Russes d'Europe et les Asiatiques, qualifiés fort arbitrairement de Mongols, en mettant sur le compte de ces derniers tous les méfaits d'une armée rouge dont ils nous affirmaient, au temps de leurs « prétentions antimilitaristes », qu'elle n'était pas une armée comme les autres...

Nous nous trouvons donc encore une fois en face de ce procédé, pas très nouveau, qui consiste à imputer les crimes du militarisme à la férocité naturelle d'une race de proie...

Que les Asiatiques déploient dans la « folie guerrière » plus de perversité et plus de rigueur que les autres massacreurs, c'est possible. Il n'en reste pas moins que tous les voyageurs qui ont autrefois traversé les solitudes les plus désolées de Sibérie et vécu dans l'intimité des Samoyèdes, des Lapons, des Tchouvaches des Kamtchadales, des Vogouls, des Tchouktches ou des Koriaks qui représentent les populations les plus frustes comme les plus déshéritées de ces terres de désolation, tous les voyageurs s'accordent à reconnaître, comme le firent Klaproth, Boulangier et Legras, voici déjà un demi-siècle, la douceur de leurs mœurs et la cordialité d'une hospitalité inconnue en notre Europe policée.

En groupant en cohortes armées ces peuplades inoffensives qu'on abreuve d'acool selon les excellentes traditions du « baroud », on arrive assez facilement à en faire des bêtes enragées d'autant plus propres à toutes les violences qu'on introduit dans leur « fond mystique » cette notion absolue que l'anéantissement de « l'ennemi » est un acte d'une haute valeur religieuse fort agréable aux dieux du ciel et de la terre. Il est pourtant plus que certain que ces gens-là n'en viendraient point d'eux-mêmes à de tels avatars et qu'ils poursuivraient paisiblement leur vie en s'occupant de leurs cultures, de leurs tanneries, de leurs abeilles ou de la chasse aux fourrures, s'il leur était donné de satisfaire librement leurs inclinations naturelles.

Les causes de la sauvagerie sont bien loin d'être toujours « raciques ». Je me souviens d'avoir lu sous la plume de la fameuse vogageuse Ida Pfeiffer que le commerce de certains éléments civilisés lui faisait regretter involontairement l'accueil sympathique de ces Dayaks de Bornéo pourtant si réputés pour leur cruauté.

DES ECRIVAINS IDEALISTES AUX ECRIVAINS DE SERVICE

Pourrait-on reprocher à ce peuple russe qui n'a fait qu'échapper à une forme de tyrannie pour retomber dans une autre, sa passivité, sa nature crédule et servile, alors que tant d'hommes de nos pays façonnés par l'esprit des révolutions démocratiques se précipitent dans les chausse-trapes les plus grossières, souscrivent aux plus stupéfiantes escroqueries et emploient toute leur force à alimenter cette « roue de la fortune » qui ne tourne que pour les charlatans et les coquins.

Comment connaîtrait-on, au surplus, l'âme réelle d'un peuple, ses aspirations, ses souffrances, ses faiblesses ou ses dégoûts autrement que par la représentation qui peut en être faite par les penseurs, écrivains, artistes ou poètes, qui ont vécu dans son sein, partagé ses fautes, frémi de ses indignations et de ses révoltes et qui n'ont d'autres soucis que la confrontation douloureuse de l'homme réel avec les aspects idéaux d'un monde qui s'agite dans les équivoques les plus fatales.

Malheureusement, dans la Russie d'aujourd'hui, les œuvres indépendantes ne peuvent voir le jour. Tous les moyens d'expression sont entre les mains du gouvernement et ce ne sont pas les intellectuels soumis à son influence qui tenteront de nous apporter des documents vrais sur l'état d'âme de ce peuple qui est l'objet de la plus grande expérience de bourrage de crâne de tous les temps.

Il est très curieux de considérer le chemin parcouru depuis ces premières années de la Révolution pendant lesquelles il était encore possible d'émettre certaines critiques et de soutenir des thèses pas toujours conformes à la « ligne de foi » de la nef marxiste.

Les écrivains de cette époque tourmentée conservaient encore ce profond sens de l'humain qui anime, en dépit de certains développements qui touchent au morbide, les œuvres des Gogol, des Tourguénev, des Tolstoï, des Dostoïevski, des Tchékov...

On pouvait encore garder quelque espoir quand des écrivains comme Novikoff-Priboï — un enfant du peuple qui avait acquis, au cours d'une existence mouvementée, une magnifique compréhension de la nature et de la vie — ne craignaient point de se livrer à une analyse lucide des événements révolutionnaires comme dans « Les Cahots », ce livre qui narre avec une brutale sincérité le drame de l'insurrection qui éclata sur les vaisseaux de la flotte impériale et détermina la victoire définitive du bolchevisme. Si la platitude et la facile résignation d'une foule de grands d'ancien régime sont mises en évidence dans ces pages émouvantes, on n'y célait point les dangers que pouvaient faire courir à la Révolution « ces foules capricieuses et terrifiantes qui changent de direction avec les vents marins » et que des coquins astucieux peuvent influencer dans un sens aussi bien que dans un autre ! « Qui peut pénétrer, dit Novikoff, le labyrinthe de ces frustes cerveaux ? C'est un puits profond et secret, peuplé d'éléments inconnus. Toutes sortes d'instincts animaux peuvent remonter de ce fond mystérieux ; depuis les petits poissons d'or inoffensifs qui caressent le regard, jusqu'aux bêtes hideuses qui menacent de broyer nos os dans leurs formidables mâchoires... »

Des « jeunes » au cœur généreux, comme ce Platochkine qui révéla un fier talent dans le journal *Krasnaï Nov*, pouvaient encore s'élever contre cet esprit de haine qui menaçait d'envelopper la jeunesse de son voile mortel. Platochkine déclarait que l'idée de justice doit avant tout procéder de la plus clairvoyante indulgence. Dans une de ses nouvelles il montrait avec indignation de tout jeunes gens déchaînés contre leur petite camarade, la poussant jusqu'aux extrêmes limites du désespoir parce qu'ils venaient d'apprendre que cette innocente orpheline était la fille d'un officier blanc fusillé pendant la Révolution.

Cette intensité de sentiment qui honore « l'homme » en l'opposant à la brute vouée aux sournoises poussées de l'instinct millénaire devait bientôt être dénoncée par les nouveaux satrapes, comme « petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire ». On allait introduire dans la législation soviétique cette notion abo-

minable de la responsabilité collective de la famille, empruntée aux stupres du Bas Empire romain. Un Gorki lamentable dans sa servilité devait même souiller sa plume de cette phrase cynique qui annonçait l'ère des grandes purges staliniennes : « Il faut exterminer l'ennemi sans pitié, sans indulgence, sans prêter la moindre attention aux gémissements et aux soupirs des humanitaires professionnels... »

Les dirigeants bolcheviques, figés dans la conception saugrenue de leur fameux « homme marxiste », cariatide nécessaire au maintien de leur régime de domination, allaient mettre au pas la littérature, la dépouiller de ses « fumées » et en faire ce squelette safrané qui est une des plus grandes dérisions du siècle...

La vie soviétique allait donc être cette « vie sans fleurs » contre laquelle s'élevait Panteleimon Romanoff en parlant de la bestialisation de l'amour qui s'accomplissait en U.R.S.S. et devait aboutir à l'élaboration du plus beau système de haras du monde...

Sans fleurs, cette vie qui apparaissait encore beaucoup trop chargée d'aspirations peu compatibles avec la « conservation » d'une tyrannie politique, dans les œuvres de ce Vsevolod Ivanoff, fils d'un ouvrier des mines d'or de Sibérie, qui fut lui-même, au cours d'une vie vagabonde toute pareille à celle du douloureux Istrati, instituteur, typographe, matelot, clown, fakir, avaleur de sabres, joueur d'orgue de Barbarie, acteur, chansonnier et qui, ardent révolutionnaire, fut condamné à mort par les blancs avant de l'être par la Tchéka...

Sans fleurs, cette vie que des idéalistes impénitents comme Yarga et Serguieiev Tzenski osaient encore concevoir comme une marche ininterrompue vers les destins supérieurs du monde, alors que les dieux nouveaux annonçaient l'ultime étape du chemin du paradis !

LA VIE « MARXISTE »... LA VIE SANS FLEURS

La nouvelle vie, « la vie sans fleurs », telle qu'elle a été conçue et dirigée par le puissant intellect des grands fonctionnaires soviétiques est aujourd'hui parvenue à une originalité qui revêt des aspects effarants. Comme ces omniscients personnages avaient décidé une fois pour toutes que l'individu était créé exclusivement par le milieu social et que l'hérédité ne fonctionne qu'en régime bourgeois, il leur appartenait de prouver que tout était changé sous ce soleil soviétique qui éclairait désormais le meilleur des mondes.

Un simple « déplacement mystique » allait suffire pour subjuguer ou neutraliser les masses déjà désorientées par ce fait que les cadres autoritaires et répressifs du nouveau régime ne sortaient plus de l'aristocratie comme autrefois, mais de leur propre sein. Les « ergastules prolétariennes » et les camps de Sibérie allaient compléter cette œuvre éducatrice en débarrassant le terrain des « éternels insatisfaits » qui s'obstinaient à nier que la Révolution fût parvenue au terme de son voyage.

Pauvres intellectuels ! Il fallait s'incliner ou disparaître. Quelques-uns purent fuir comme les professeurs Tchihibaïne et Ipatiev dont la défection fut considérée comme un crime abominable, si l'on s'en rapporte à la *Pravda* qui déclarait avec complaisance que le fils d'Ipatiev, même jugeait sévèrement l'attitude de son père qu'il considérait comme un horrible chenapan...

Le plus grand nombre, par souci de préservation matérielle, s'est incliné piteusement devant cette raison d'Etat qui allait bientôt réglementer jusqu'à la fréquence des extensions du sphincter de chaque individu...

Jarkniz, professeur à l'Université de Khanov, ayant osé affirmer que les cas de tuberculose avaient augmenté en U.R.S.S. après la Révolution, se fit infliger un blâme. Un autre professeur fut révoqué pour avoir prétendu que la vérole, elle aussi, avait augmenté. Marx ayant affirmé dans ses évangiles que la tuberculose et la vérole sont des produits capitalistes, c'était l'horreur des abominations d'en signaler la recrudescence sous un système qui en avait supprimé la principale cause, la prostitution, par un beau

décret paraphé de la main de l'infaillible camarade Staline...

Tacite raconte que les adulateurs de son temps déployaient la plus grande perfection dans l'art difficile de la flatterie ! En Russie l'adulation n'est plus un art, elle atteint les limites de l'extravagance. Les « intellectuels de bonne volonté » mettent tant de pompeuse insistance dans les louanges qu'ils adressent, à tout propos et hors propos, au régime et à son chef toujours génial, vaillant et magnifique, que l'on est en droit de se demander s'il ne s'agit pas, le plus souvent, d'ingénieux pince-sans-rire qui jouent un rôle à leur façon dans une comédie dont le grotesque ne saurait leur échapper. Tel est le cas de ce savant incontestable qui parvenu au pôle dans des conditions difficiles avec quelques compagnons adressait chaque jour, par 70° au dessous de zéro, des télégrammes de félicitation au camarade Staline qui se trouvait bien au chaud en son palais du Kremlin. Pour corser l'aventure le savant affirmait sérieusement qu'il venait de fonder la première cellule communiste du Pôle Nord... C'est tout juste s'il n'allait pas jusqu'à déclarer que les pingouins s'y étaient inscrits en masse !

Ce qui frise aussi la mystification, c'est toute cette phraséologie bizarre et pseudo-scientifique qui prétend baser l'étude des sciences naturelles — géologie, physique, botanique, etc. — de l'agriculture, de la mécanique ou de la musique, sur les données du matérialisme dialectique de Marx qui n'y comprenait pas grand-chose et sur les indications de Staline qui n'y comprend absolument rien. Quoi qu'il en soit il ne paraît pas un ouvrage en U.R.S.S., qu'il s'agisse de philosophie pure, de médecine ou de la fabrication des fromages, sans que soit invoquée la fameuse incidence stalino-marxiste. On avait même poussé le scrupule jusqu'à introduire ce singulier critère dans « l'Art de la pêche », selon ce que rapporte un certain Storki qui se paya le luxe de moquer cette étrange littérature avant de prendre place sur la fatale charrette ! (*Pravda* 4 juillet 1932.)

Il a fallu pourtant bien des années et bien des coups de férule pour arriver aux beaux mouvements d'ensemble que nous présente aujourd'hui un « front intellectuel » qui manœuvre comme un peloton de soldats à la parade. Vers 1936, la presse soviétique fulminait encore fréquemment contre les indisciplinés qui oubliaient de coller le petit doigt sur la couture du pantalon.

L'académicien Liatchenko qui avait oublié de parler de Staline dans une préface à la traduction d'un de ses ouvrages sur l'agriculture et qui, fait aggravant, n'avait même pas cité les saints noms de Marx et de Lénine, était vertement tancé par la *Pravda* du 8 septembre 1936 et l'infortuné « Immortel » avait dû, l'oreille basse, déclarer qu'il se trouvait en vacances au moment que le livre était publié. Même mésaventure était déjà survenue à un certain Prokhorov qui par surcroît avait osé dire que la musique se situait sur un plan plus élevé que la politique et la lutte des classes !...

Ce drame est naturellement le drame d'une certaine « élite ». Il serait exagéré d'attribuer une grande influence directe sur les masses à cette « polarisation » marxiste des valeurs. Leur niveau culturel n'excédant guère celui des Arabes, les masses russes sont peu sensibles aux choses de l'esprit. Il n'en reste pas moins que cette désertion des éducateurs pèse lourdement sur le destin de ces ouvriers et de ces paysans abandonnés totalement aux rites abêtissants de la liturgie stalinienne.

STABILITE DE LA TYRANNIE ?

Pourrait-on affirmer que, grâce au durcissement de son appareil étatique, suivant un processus parfaitement antimarxiste si l'on veut bien se souvenir que Marx lui-même prévoyait, un peu à l'aveuglette d'ailleurs, la disparition progressive de cet appareil qu'il considérait comme l'instrument tout provisoire de la construction socialiste, pourrait-on affirmer que, grâce au barrage établi contre l'esprit, le régime politique de l'U.R.S.S. actuelle peut vivre dans la sécurité et être assuré d'une pérennité absolue ?

Il serait imprudent de répondre affirmativement à cette question. A moins d'admettre avec les dociles savants so-

viétiques que la « science éducative » du Kremlin a vraiment réussi à fixer dans l'ensemble de la génération nouvelle le caractère acquis de cet automate de Kempelen qui déjouait tous les impondérables...

En 1812, le baron de Korf auteur de plusieurs ouvrages sur la Russie, attribuait imprudemment une longévité extraordinaire à la dynastie tsariste en se basant sur l'incroyable atonie des populations qu'il jugeait bien incapables de la moindre révolte. La fameuse révolte des colonies militaires de Nowogorod qui fit trembler la Russie et le trône du tsar, en 1831, devait lui apporter un démenti foudroyant.

Au cours de cette insurrection formidable qui éclata subitement comme un coup de tonnerre dans un ciel tranquille, les soldats furent atroces dans leur vengeance. Presque tous les officiers furent massacrés, leurs maisons saccagées, brûlées. On se livra par représailles sur leurs femmes et leurs filles aux actes de souillure les plus abominables, publiquement, dans les rues, aux yeux de plus de vingt mille hommes qui attendaient leur tour avec des trépignements de rage et de frénésie. Puis après on les écorcha, on leur coupa les seins, les paupières, le nez, les lèvres, les oreilles ! Attachées dos à dos à des cadavres d'hommes mutilés elles furent jetées à l'eau ou brûlées vives dans des fours chauffés à blanc...

L'excès de zèle tyrannique d'un gouverneur général avait suffi pour déclencher ces horribles événements et cette cruauté dont les fastes de la Révolution française même ne sont pas sans contenir quelques exemples ; l'homme étant capable pris dans le souffle des passions, du meilleur et du pire sous toutes les latitudes...

Le voyageur P. Frédé auquel j'ai emprunté le récit de ce massacre, se laisse prendre, lui aussi, bien plus tard au calme apparent de ce pays où le pouvoir autocratique était transmis, sans trouble, sans contestation ni opposition, de père en fils, comme l'on transmet en héritage à ses enfants, neveux ou nièces, une ferme avec tous les animaux qu'elle renferme. Et notre voyageur de conclure que l'histoire russe semblait désormais assurée pour longtemps contre les émeutes populaires et les Révolutions, « ce peuple étant, disait-il, composé de millions d'esclaves, espèces de brutes aimant la servitude, lèchant la main de ceux qui l'oppriment et le torturent, hurlant des hourras frénétiques sur le passage des autocrates qui le bâtonnent, le lardent, le charcutent... ». P. Frédé faisait cependant cette remarque que le paysan russe n'aimait pas le métier de soldat et qu'il fallait, pour l'utiliser, comme machine de guerre, le pousser, le fanatiser. « S'il croit à quelque chose, constatait-il, c'est de ne sortir du service militaire qu'estropié, réduit à mendier son pain. Sa charrue, le champ qu'il cultive, son izba ont certainement plus de charme pour lui que les paquets de médailles qu'on lui accroche sur la poitrine et qui ne lui rapportent absolument rien que le métier de fossoyeur pour enfouir des monceaux de cadavres charcutés par la mitraille... »

THEORIES ET REALITES

Les événements d'octobre 1917 ont montré que si le peuple russe, pour attardé qu'il fût, n'aimait point les sanglantes fascinations de la guerre, il n'aimait pas non plus, comme le croyait Frédé, les servitudes que le knout lui imposait depuis si longtemps.

D'aucuns ont vu dans la Révolution d'Octobre que rien ne laissait prévoir, une illustration de la thèse de James Guillaume qui prétendait, dans ses « Idées sur l'organisation sociale », que l'évolution se fait inéluctablement, mais qu'elle est forcément réduite à un travail de « transformation intérieure » si l'opposition violente des intérêts anciens ou des pouvoirs établis met obstacle à son expansion normale. « *Ce n'est pas en un jour,* disait James Guillaume, *que le flot grossit au point de rompre la digue qui le contient : l'eau monte par degrés, lentement; mais une fois qu'elle a atteint le niveau voulu, la débâcle est soudaine, et la digue s'écroule en un clin d'œil...* »

Cette théorie d'apparence rigoureusement scientifique entretenait les plus

grands espoirs dans le petit clan de l'Internationale. On croyait fermement au génie constructif et à la Capacité Révolutionnaire des éléments prolétariens. Depuis que James Guillaume propageait ces vues rassurantes, si les digues se sont bien rompues, le flot n'a point apporté le limon fertilisant indispensable à une renaissance du monde ; et le prolétariat n'a guère fait que deux pas en avant pour faire aussitôt trois pas en arrière, ne répondant guère brillamment au rôle historique qui lui était aveuglément prêté, sinon par son empressement à se donner des maîtres et des lois calquées rigoureusement sur les « disciplines anciennes ».

Si, avant les malheureuses expériences totalitaires que nous venons de vivre, on accordait encore aux peuples les plus incultes d'inépuisables réserves d'aspirations libertaires, aujourd'hui cette foi est plus qu'entamée. On va même, par excès contraire, jusqu'à confondre dans la même réprobation, voire la même haine, les peuples-instruments et leurs gouvernements-bourreaux. C'est ce qui tend à se produire pour la Russie dont on ne veut plus croire qu'elle recèle un « travail de transformation intérieure » qui puisse emporter un jour les derniers haillons du « terrorisme marxiste ».

C'est un fait, qu'il est difficile de concevoir la subversion d'un régime qui a pris des assurances que ne comportait point le tsarisme qui devait succomber aux effets de la propagande clandestine. Aujourd'hui la grande voix des Bakounine et des Herzen ne pourrait se faire entendre. Pas de Tchernychevsky pour émouvoir par un simple roman les fils des privilégiés et les pousser vers le peuple... Pas de Nekrassov pour faire le point dans l'abjection des dirigeants en écrivant un nouveau « Qui est heureux en Russie », et pour faire honte au renoncement des plèbes en leur redisant encore « combien est amer le pain fait par des esclaves »...

Non, rien de visible au dedans de cette immense caserne. Rien d'humain. Pas grand-chose au dehors... Les fugitifs, les évadés plutôt, de ce bagne ont surtout souci d'accumuler les péripéties de leur débat personnel et de leurs différends avec le régime, pour les publier en roman-fleuve. Que ne nous donnent-ils des détails sur le véritable état d'âme de ce peuple qui ne soulève plus guère que des colères ou des inquiétudes ? Peut-être pourraient-ils nous apprendre qu'il existe encore là-bas des hommes en qui toute vie n'est pas éteinte, des hommes semblables au héros d'une des œuvres maîtresses de Sergueiv-Tzenski, le vieil Avdeitch, ce chasseur d'oiseaux qui croyait obstinément que quelque part dans des sylves inconnues se cachait un oiseau chamarré de tons bleus et rouges, un oiseau merveilleux, qu'il avait baptisé arakouch, dont le chant dépassait infiniment en subtilité et en nuances celui du meilleur rossignol. Ce rêve lui servait de but et d'horizon...

Et le vieil oiseleur s'écriait dans son rêve : l'entendez-vous chanter ? l'entendez-vous ? Ecoutez-le, venez en foule, vous les faubouriens de Pouchkar et de Streletz. Ecoutez son chant ! Retenez vos souffles ! L'entendez-vous enfin ! Eh bien c'est l'arakouch ! Qui donc a pu le trouver, le vrai ? Avdeitch, tout simplement ! Il a rêvé de cet oiseau pendant cinquante ans. Et puis un jour...

C'est à cet obstiné pourchasseur de rêves que nous en appelons encore...

Allons, vieil Avdeitch, lance encore ton appel dans la forêt : Ah !... Hou !... Ah !... Hou !... Il serait trop triste de vivre sans arakouch ! Poursuivons donc l'arakouch — idéal ou oiseau — même si nous sommes sûrs de ne l'atteindre jamais !

S. VERGINE.

A qui la faute si les esprits sont à la guerre ? La politique de nos meneurs est comme leur conscience ; elle n'a pas de principes. Leur parole sème le vent et nous récoltons la tempête.

P.-J. PROUDHON.

Une étroite cellule est mon gîte d'oubli :
De ma chaise à mon lit, de mon livre à mes rêves
Je m'absente du siècle et, tout devoir rempli,
Je garde une âme libre et qui brave les glaives.

Jean CLOSRY.

CEUX D'HIER

Jean GRAVE

Jean Grave a enchanté ma jeunesse. Je me remémore, en fermant les yeux, les heures heureuses passées en « Autonomie » en compagnie de la bonne fée Solidarité des *Aventures de Nono*. Et plus grande est la déception, dont je ne peux me défendre, au spectacle d'une admirable vie de militant, gâchée stupidement, les vieux jours arrivés, la guerre aidant.

Jean Grave est né au Breuil, dans la riche plaine de la Limagne, en plein pays auvergnat, en 1854. Une famille pauvre et dure à la peine fait comprendre au petit Jean, dès sa prime jeunesse, que l'existence est rude pour l'ouvrier, et c'est une chose qu'il n'oubliera jamais.

Ses parents viennent tenter, sinon la fortune, du moins la moindre misère, à Paris, et s'installent rue Neuve-Sainte-Geneviève, aujourd'hui rue Tournefort. Il fréquente l'école communale durant que son père trime du matin au soir et que sa mère, aidée de sa sœur, font des travaux d'aiguille qui, on le sait, sont parmi les moins rétribués. Il ne s'y attarde pas. Dès ses douze ans, le voilà apprenti mécanicien, puis forgeron, enfin cordonnier. Il apprend ce métier et devient un ouvrier habile, ce qui a fait dire plus tard à une mauvaise langue qu'il s'en était servi pour ressemeler les idées de Kropotkine.

Vient la Commune. Son père y participe et Jean Grave assiste à la répression terrible qui s'abat sur Paris. Peu de temps après, sa mère, de nature souffreteuse, meurt et sa sœur la suit dans la tombe quelques mois plus tard. Il y a là de quoi tremper un homme !

Puis c'est le régiment. Jean Grave, qui a déjà fréquenté les milieux guesdistes, fait contre mauvaise fortune bon cœur. Dans *La Grande Famille*, il dira plus tard toute la haine et les rancœurs que lui inspire l'armée. Il a la chance pourtant d'en être libéré par dispense. Le voilà de nouveau à Paris prêt à militer.

Il crée le *groupe d'études des Ve et XIIIe ;* prend contact avec Emile Gautier, actif propagandiste de l'époque, et à un demi-quarteron (expression du mépris guesdiste), font du bruit comme mille. Grave et Gautier écrivent et diffusent un placard, *Aux voleurs !* qui a l'honneur des poursuites, ce qui ne ralentit pas le zèle du néophyte. Les bourgeois libéraux s'affairant autour des amnistiés de la Commune, leur procurant une aide plus ou moins intéressée, Grave s'indigne de ce que « les fusilleurs profitent encore de leurs victimes » et fonde le *Comité d'aide aux amnistiés de la Commune*. Le voilà en pleine bataille sociale et les événements vont bientôt le favoriser.

Il démasque l'animateur de la *Révolution sociale* qui avait dupé Emile Gautier et Louise Michel et les troubles de Montceau-les-Mines éclatant, il adresse au *Droit social* une série d'articles qui paraîtront plus tard, aux éditions de *La Révolte*, en plaquette. C'est son premier livre que, sous le titre *La Société au lendemain de la révolution*, il signe Jehan Le Vagre (1889).

Première arrestation. Il tire six mois à Sainte-Pélagie au cours desquels il remanie le texte de son ouvrage qui avait été composé pour être lu au congrès du Centre, mais que les délégués avaient refusé d'entendre. Il le publiera sous le titre — trouvé par Reclus — *La Société mourante et l'Anarchie* (1). Entre temps, il dirige *La Révolte*, qui avait succédé au *Révolté*, interdit.

Nous voici en pleine bourrasque. Ravachol, Emile Henry, Vaillant, bien d'autres usent de la dynamite. Le gouvernement, affolé, tente de réprimer l'anarchisme qui menace de tout submerger, qui gagne les milieux libéraux et trouve des sympathies dans des journaux comme *l'Echo de Paris*, *le Journal* et même *l'Eclair*.

Par un artifice de procédure, *La Société mourante* (1893), dont la première édi-

(1) Une nouvelle édition paraît ces jours-ci aux *Editions Elisée-Reclus*, 11, rue de Sévigné, Paris.

tion n'avait soulevé aucune difficulté, est poursuivie et Jean Grave arrêté. Premier procès pour son livre : deux ans de prison. Second procès, celui des Trente, où il a été impliqué et où il risque vingt ans de bagne : acquitté. Il part purger sa peine à Clairvaux, mais ne reste pas inactif.

Il y écrit *La Société future* (1894-95), un fort volume de quatre cents pages, qui porte en liminaire : *Aux déshérités de la société actuelle, pour qu'ils comparent et méditent.* C'est, repris à nouveau, *La Société au lendemain de la révolution,* dont il trouve le titre peu conforme à sa pensée. *Si une révolution politique,* dit-il en effet, *peut se faire en trois jours, en une semaine, en un mois ou une année et peut avoir un lendemain, la révolution sociale n'aura pas de lendemain car l'autorité ayant complètement disparu elle n'aura plus à intervenir pour assurer l'évolution, puisque celle-ci s'accomplira sans entraves.* Les chapitres dans ce livre sont plus copieux ou sont dédoublés, mais ils ne comportent pas d'idées nouvelles. Pour se changer les idées, il a griffonné aussi le brouillon de ses souvenirs militaires : *La Grande Famille.* Le livre paraît en 1896.

Puis c'est la création des *Temps nouveaux.* Il y devient le « pape » de la rue Mouffetard : le mot est de Charles Malato. Une brillante collaboration, un supplément littéraire — cause de soucis multiples — fait de ce journal un organe attachant, mais le sectarisme de Jean Grave limite sa diffusion. La propagande anarchiste marque à cette époque un tournant. Le syndicalisme, d'essence libertaire, naît ; la période héroïque s'estompe dans le passé. Grave publie *L'Individu et la Société* (1897), puis *L'Anarchie, son but, ses moyens* (1899). Il s'y affirme évolutionniste ; considère que la révolution doit prendre naissance en l'individu ; qu'il faut s'émanciper intellectuellement — il l'a fait lui-même avec brio — ; que les appels à la révolte sont inefficaces et que, naturellement, la révolution passera des idées dans les faits. Il dénonce le vol comme un moyen bourgeois et avilissant, en opposition à la propagande qui prônait la « reprise individuelle ». Le problème paysan, la coopération sont l'objet de son attention. Les syndicats constituent une « sérieuse arme de défense » dit-il et il convient « qu'il y a de la besogne à y faire », tout en mettant en garde ses lecteurs contre le danger d'absorption. Signaler les dizaines de brochures qu'il écrivit serait fastidieux ; indiquons toutefois ses livres parus avant 1914 : *Responsabilité* (1904), *Terre libre* (1908), *Réformes, révolution* (1909), *Les Aventures de Nono* et les recueils de contes *Le Coin des enfants.* Deux autres recueils, *Guerre et Militarisme, Patriotisme et Colonisation,* publiés sous sa direction, serviront la propagande pacifiste.

Alors pourquoi ?...

Pourquoi 1914 et la première guerre mondiale consacrèrent-ils la déroute de Jean Grave ?

Dès les premiers mois de la tourmente, il part en Angleterre et de Clifton il adresse à *la Bataille* (ex-*Syndicaliste*), le 28 février 1916, une *Déclaration* que le journal publie le 14 mars, connue depuis sous le nom de *Manifeste des Seize.* Signé de noms connus et estimés, ce manifeste fait l'effet d'une bombe. Un contre-manifeste, dû à l'initiative de E. Malatesta et d'une centaine de ses amis, lui répond. C'est le schisme.

Grave s'entête et publie — toujours dans *la Bataille* — un feuilleton hebdomadaire, *Les Causes profondes de la guerre actuelle,* qui n'est pas que sottises. Parfois entièrement censuré. Il y égratigne à l'occasion ses anciens amis ou avance des énormités de ce genre : *Cette guerre n'est pas due à des causes économiques ni à des conflits d'intérêts, mais uniquement aux agissements de la clique impérialiste et militariste allemande.* (*La Bataille,* 2 avril 1916.)

Le 25 décembre 1916, paraît un article de lui, largement caviardé, intitulé *La Faillite des anarchistes.* On y lit entre autres : *Il y a des années que, dans mes articles, j'ai cherché à démontrer que...* (trois lignes censurées). *...N'ayant aucun amour-propre d'écrivain, cela ne me coûte rien de constater que je n'avais pas réussi à attirer l'attention des anarchistes sur un point qui me semblait capital... Le grand défaut des anarchistes, défaut français, qu'ils ont par trop exagéré, c'est de ne rêver que de grandes choses.* Et il cite les points d'une action lente et continue propre à amener la transformation sociale sans douleur. Le point capital, c'est l'organisation, « qu'il ne faut pas confondre

avec l'autorité » et le manque d'amour-propre d'auteur dissimule un orgueil et une rancune inavoués.

Les anarchistes qui s'exprimaient alors dans le journal fondé par Sébastien Faure *Ce qu'il faut dire*, ne pouvaient répondre aux attaques, la censure s'interposant. Ils trouvèrent le joint en reproduisant à deux reprises un article paru dans *l'Ecole*, revue de la Fédération des instituteurs, sous le titre *Si j'étais Jean Grave...* et qui disait en substance qu'à sa place on écrirait deux articles, deux seulement, deux articles extrêmement courts : le premier destiné aux journaux nationalistes et libellé ainsi :

J'ai fait de la propagande internationaliste, je me suis trompé. Ce sont les journaux nationalistes qui avaient raison et tout le mal qu'ils ont dit de moi était justifié. Je tiens à le proclamer pour que tous ceux que j'ai pu amener à mes idées sachent qu'elles étaient fausses et qu'ils viennent aux idées que j'ai combattues et qui étaient vraies.

Et le second destiné aux journaux internationalistes :

J'ai été internationaliste, je suis nationaliste. J'estime être aujourd'hui dans le vrai et avoir été hier dans l'erreur. Et je supplie tous les internationalistes sur qui j'ai pu avoir de l'influence de rendre cette influence nulle et non avenue, de réexaminer leurs idées en faisant abstraction de ce que, moi, je leur ai dit et, s'ils restent internationalistes, que ce ne soit pas à cause de moi.

Les mois coulèrent, la guerre prit fin. Lorsque les anarchistes se regroupèrent autour du *Libertaire*, les hostilités terminées, ils oublièrent Jean Grave. Celui-ci en prit de l'humeur. Il publia une vingtaine de fascicules d'une petite brochure qu'il intitula derechef *Les Temps nouveaux*. Mais il ne put jamais remonter la pente et son influence fut nulle.

Un dernier livre, *Le Mouvement libertaire sous la Troisième République*, le vengea — il le crut du moins — du dédain où on le tenait. Il y épancha une bile amère qui ne changea rien aux faits. Un tissu de racontars ne peut dissimuler une aussi retentissante faillite. La sienne !

Jean Grave mourut au début de la deuxième guerre mondiale et sa fin passa inaperçue.

En vérité, Jean Grave avait disparu dès mars 1916.

Louis LOUVET.

GARDE TA RAISON

Même au seuil de l'été tombent les feuilles mortes
Car le vent des périls souffle en toute saison.
Demain, ce soir peut-être, on forcera tes portes :
Demeure calme et fier et garde ta raison.

Refuse toute gloire aux hommes de colère
Enivrés de jactance et de vœux meurtriers :
Le temps naufragera leur sinistre galère
Noyant leurs pauvres noms d'oubli justicier.

Je sais le temps qu'il faut pour que s'use une vie
Et pour faire de l'homme un vieillard sans désir...
Je sais comme se meurt une âme inassouvie
Peu à peu résignée au sombre déplaisir.

Ne lève plus les yeux vers la nuit constellée
Où tant d'astres épars tremblent comme des pleurs...
Gardant sur ton secret la bouche bien scellée
Supporte sans faiblir ta charge de malheurs.

Quand Socrate obéit aux lois de sa tribu
Et consent à mourir, la honte est pour le juge
Pour Socrate l'honneur. L'amer breuvage bu,
Connais l'homme exemplaire et l'insigne refuge.

Jean CLOSRY.

Urbanisme et civilisation

Si l'on pose en principe que toute science doit travailler au progrès de la civilisation, et donc pour le bien de l'homme, celle de l'urbanisme devrait par conséquent avoir pour ambition de procurer aux habitants des cités à construire le maximum de commodités, de bien-être, de confort et d'agrément : de bonheur, en somme. Pour se conformer à ce principe et tracer leurs plans pour le mieux, les urbanistes disposent de deux moyens : 1° inventorier le connu; 2° imaginer le futur, en tenant compte des velléités des hommes, comme de l'évolution probable des choses économiques et sociales. C'est-à-dire que les meilleurs doivent se reconnaître non seulement à leurs qualités d'observateurs lucides et de logiciens éprouvés, mais encore et surtout à leurs qualités d'intuition, d'ingéniosité, de hardiesse.

Dans le domaine du connu, c'est-à-dire de l'expérience et de la tradition, on peut observer en France diverses sortes d'habitations : tout d'abord la ferme, dont il existe des genres très variés, mais trop souvent inconfortables, et même insalubres. Vient ensuite la chartreuse de quatre ou cinq pièces que l'on rencontre généralement dans les banlieues ou les cités-jardins. Puis la villa, pourvue d'un ou de deux étages. Enfin, l'appartement urbain, plus ou moins sordide ou plus ou moins somptueux, situé dans des immeubles de deux à six ou huit étages. Tel est l'éventail des logements français ainsi qu'il se présente ; or il apparaît incomplet dès que l'on tourne ses regards vers l'étranger, puisqu'il ne présente ni le building américain, ni l'immeuble communautaire tel qu'on le rencontre en Scandinavie et — paraît-il — en Russie.

C'est là une lacune qui rétrécit singulièrement la documentation de l'architecte français. Encore celui-ci est-il assez bien renseigné en ce qui concerne le gratte-ciel new-yorkais. Mais, à voir comme il est rarement parlé de l'habitation communautaire, on peut croire qu'elle est pratiquement ignorée de beaucoup, ce qui est certainement fâcheux, vu le bien qu'en disent ses habitants, ainsi qu'il m'a été donné de le constater au cours d'une visite accomplie à Stockholm en 1947. C'est pourquoi il est peut-être utile de rapporter ici ce qu'il m'a été donné de voir d'une telle organisation.

⁂

Invité à dîner chez un professeur de faculté résidant dans un de ces immeubles à multiples étages, je m'y présentai un soir aux environs de 17 heures, en compagnie d'une amie de sa famille. Fort aimablement accueillis par la directrice de l'établissement, celle-ci nous fait aussitôt visiter les dépendances communes. Elle nous montre tout d'abord, au rez-de-chaussée — assortis de parcs et de terrains de jeux — la crèche où sont gardés les tout petits, puis le jardin d'enfants pour les plus âgés, enfin l'école pour ceux ayant dépassé six ans. Le tout parfaitement reluisant et organisé, peuplé de nurses impeccables et souriantes, dressées non seulement à donner des soins intelligents à toute cette flore enfantine aux cheveux d'argent, mais encore instruites des meilleurs procédés éducateurs propres à former au mieux les caractères de leurs jeunes élèves.

Ainsi les parents qui leur confient leurs enfants le matin retrouvent ceux-ci le soir dans un état de détente et d'euphorie qui les prépare admirablement aux effusions de tendresse familiale qui leur sont si nécessaires.

Que l'on me permette d'ouvrir ici une parenthèse pour répondre d'avance à ceux qui ne manqueront pas, suivant l'usage, de me faire observer que la mère de famille est seule qualifiée pour élever ses enfants en raison de l'affection qu'elle leur porte. Je leur dirai que, selon moi, former des jeunes êtres sociables et heu-

reux est une des tâches les plus difficiles qui soit au monde, vu la complexité des instincts, des craintes et des désirs qui les habitent de façon fort diverse. Il n'est certainement pas plus aisé, pour une éducatrice digne de ce nom, de scruter et pénétrer la mentalité d'un enfant afin d'y apporter les perfectionnements souhaités, que pour un chirurgien d'ouvrir son petit ventre. Or qui oserait prétendre que la mère est seule qualifiée pour pratiquer une intervention chirurgicale sur son enfant sous prétexte que l'amour qu'elle nourrit pour lui est passionné ? En vérité, pas plus ici que là, l'amour ne saurait tenir lieu d'aptitude, de connaissances et de technique.

Certains prétendent aussi que la séparation quotidienne est faite pour nuire à l'affection mutuelle de la mère et de son enfant. C'est là une affirmation gratuite que met en défaut le fait que bien des enfants préfèrent leur père à leur mère, en dépit de l'absence journalière de celui-ci. D'ailleurs, il suffit d'observer une maman tout le jour entourée de ses enfants pour constater qu'à leur voir salir et briser les objets du ménage, répandre la pagaille où elle avait mis de l'ordre, et faire dégénérer leurs jeux en querelles, elle finit par s'énerver et perdre patience. Elle se laisse alors trop souvent aller à distribuer inconsidérément des gifles, lesquelles, succédant aux effusions, déconcertent les petits et provoquent chez eux la formation de complexes fâcheux qui deviendront souvent indéracinables.

Ces constatations suffisent à démontrer que l'éducation des jeunes est — ou devrait être — une véritable science nécessitant non seulement des connaissances poussées et un enseignement technique approfondis, mais encore des dons et une vocation affirmés.

Mais revenons à notre visite. Ayant sonné à la porte de notre hôte, c'est lui-même qui vient nous ouvrir, et ce n'est pas sans étonnement que je lui vois tenir dans ses bras un nourrisson. Tout en nous accueillant le plus aimablement du monde, il nous explique qu'il vient d'aller reprendre son bébé à la crèche, laquelle interrompt ses soins à 18 heures, et qu'en l'absence de sa femme, ce soir retardée par ses obligations professionnelles, c'est à lui que revient le soin de s'occuper de son fils et de lui donner son biberon, ce qui lui paraît tout naturel, et même agréable.

Peu après la maman arrive, ayant récupéré ses deux aînés, et s'empresse de s'occuper de tout son petit monde, tandis que son mari nous fait visiter l'appartement, réduit mais confortable. Il est composé d'un studio avec divan, de deux chambres, une salle de bains et une cuisine. Le service ménager, nous est-il expliqué, est assuré par la direction de l'immeuble, de sorte que l'on n'a pas à s'en inquiéter. De même le linge sale est enlevé, lavé et rapporté le lendemain. Toutefois, si l'on préfère s'en occuper soi-même, il y a au sous-sol des machines à laver et essorer avec séchoir instantané et calendreuse à la disposition de tous. Quant à la petite cuisine, elle est parfaitement aménagée : voici son fourneau électrique, l'évier inoxydable, le frigidaire, le vide-ordures, les placards à portes coulissantes, le tout à portée de la main. Toutefois, elle n'est utilisée que pour le petit déjeuner. A midi, les parents se contentent de quelques sandwiches mangés dans leurs bureaux et les enfants prennent leur repas dans les réfectoires que je viens de visiter. Le soir, on dîne au restaurant où l'on va nous conduire tout à l'heure.

« Ainsi ma femme — nous explique le professeur — se trouve-t-elle libérée de toutes les astreintes qui l'accaparaient tout le jour lorsque nous habitions, comme tant d'autres, une petite villa dans la banlieue ; et moi je n'ai plus à gratter les allées, tondre le gazon et arroser les fleurs, ce qui m'était devenu fastidieux. Nous pouvons par conséquent disposer de notre temps l'un et l'autre, ce qui permet à ma femme d'exercer une activité professionnelle ainsi qu'elle y tient pour plusieurs raisons : par dignité d'abord, désireuse qu'elle est de prendre sa part des risques et des charges ; par précaution peut-être, crainte que ne survienne entre nous un désaccord toujours possible, enfin parce que son métier — elle s'occupe d'orientation professionnelle dans les écoles — la passionne. De plus, ses temps libres sont vraiment libres ; ainsi peut-elle me rejoindre au club de tennis et consacrer du temps à sa culture personnelle. Le samedi nous partons tous en-

semble pour le week-end au bord de la mer, où nous vivons frustement dans une petite hutte que j'y ai construite moi-même. »

Cet exposé de mon hôte — marqué des approbations de sa femme et agrémenté d'un cocktail — une fois terminé, nous prenons l'ascenseur pour descendre du septième étage où nous nous trouvons, au restaurant du rez-de-chaussée. On commence par me montrer les cuisines qui lui sont contiguës : de grands fours électriques pour les rôtis et les pâtisseries, des autoclaves pour la cuisson des mets, s'alignent sur des carrelages impeccables ainsi que tout un atelier de machines à laver, éplucher et hacher les légumes, tourner les sauces et laver la vaisselle. De sorte que le personnel se trouve réduit à quelques personnes s'activant à préparer les mets et à les poser sur le passe-plats où s'en saisissent dans la salle à manger deux avenantes serveuses. La tâche de ces dernières consiste à tenir toujours garnies deux grandes tables : l'une froide, pour recevoir ce que nous, Français, qualifions de hors-d'œuvres — et qui, avec le poisson, constitue l'essentiel de la nourriture nordique — ainsi que les entremets et pâtisseries. L'autre, chaude, recevant le potage, les plats cuisinés, les rôtis.

Quant au restaurant, il est établi en longueur, mais coupé de cloisons, ce qui le fractionne en pièces diverses contenant cinq ou six tables de quatre à six personnes. Ainsi ne souffre-t-on ni de la bousculade ni du bruit que l'on pourrait redouter. Nous prenons place après avoir été sans plus de façon nous servir dans les plats exposés sur les dressoirs dont nous venons de parler. Ainsi procède-t-on pendant tout le repas, chacun exerçant son choix librement. Et ce qui peut de loin paraître odieux à un Français : se lever pour garnir son assiette, se fait là-bas le plus aisément du monde, tant la chose est devenue naturelle par l'effet de l'accoutumance. De fait, à aucun moment je n'ai ressenti la moindre gêne, que ce soit du fait de la conversation ou de l'ambiance, laquelle était parfaitement courtoise, et même amicale, à en juger par les sourires, les amabilités et les empressements échangés.

A noter que certains préfèrent prendre leurs repas chez eux. Il leur suffit alors de le commander par téléphone, et ils le trouvent à l'heure dite dans un panier métallique disposé sous leur numéro, dans une pièce spéciale, garnie d'étagères appropriées.

Le repas terminé, et après avoir jeté un coup d'œil sur les garages d'autos et de vélos, ainsi que sur les bains turcs si chers aux Scandinaves, la conversation reprend dans l'appartement où l'ascenseur nous a ramenés en un instant.

— En somme, madame, dis-je à mon hôtesse, ce genre de vie vous convient, et vous ne regrettez pas celui que vous avez abandonné ?

— C'est-à-dire qu'il faudrait des événements vraiment impérieux pour me décider à y revenir. Car cela signifierait pour moi l'abandon de ma profession — qui justement m'intéresse au plus haut point — et le retour aux besognes ménagères insipides et harassantes que j'abomine.

— Mais vos enfants acceptent-ils volontiers le contact constant des mêmes camarades sous le contrôle des éducatrices qui les entourent ?

— C'est au point que, sur la plage, en vacances, ils ne cessent de demander à revenir ici.

— Et l'affection familiale ?...

— Oui, je sais ! me répond mon hôtesse avec un sourire amusé, il paraît qu'on ne peut aimer ses enfants que si on les a toute la journée sur le dos. Eh bien ! C'est une grave erreur. Je m'entends beaucoup mieux avec eux depuis que la proximité est réduite à quelques heures par jour. Et s'il existait une balance où peser l'affection maternelle, j'accepterais que la mienne y soit comparée avec celle de n'importe quelle femme française de votre connaissance.

— Donc, tout est parfait, et le système est sans défaut ?

— Il ne faut rien exagérer. Pour ma part, je lui en trouve deux : tout d'abord, le séjour ici est coûteux. Les installations que vous avez vues demandent des amortissements élevés, et le service, pour si bien organisé qu'il soit, est dispendieux. Mais du moment que je puis joindre mes appointements à ceux de mon mari, cela ne nous occasionne aucune gêne finan-

cière. Bien entendu, en cas de maladie, chômage ou accident, nous sommes largement couverts par des assurances.

— Et l'autre reproche ?

— Il concerne l'absence d'infirmerie. Le résultat, c'est que les épidémies infantiles se propagent avec trop de facilité, et aussi les rhumes ou les grippes. Mais un projet est à l'étude pour pallier cet inconvénient.

⁂

Tard dans la pâle nuit nordique, je prenais congé de mes hôtes, non sans mélancolie, en songeant à tous ceux qui, dans le monde, peinent ou se désespèrent alors qu'une organisation rationnelle de la civilisation permettrait de distribuer à tous le confort, la sécurité, la culture, le bonheur, en somme, dont je venais d'être témoin.

Mais, diront certains, vous nous parlez là d'une organisation bourgeoise, en quelque sorte de luxe, et donc exceptionnelle. Les urbanistes seraient par conséquent imprudents de s'en inspirer pour la construction de cités modernes où doivent normalement dominer en nombre les populations ouvrières. Celles-ci, d'ailleurs, étant foncièrement particularistes, ne s'accommoderaient pas du genre d'existence décrit.

Eh bien ! C'est là une erreur que démontre le cas suivant : en 1902, trois fabriques de chocolat suédoises fusionnaient et décidaient de s'installer dans le village de Ljunabre, ce qui nécessita la construction de logis pour les ouvriers. Selon l'usage, des maisons de quatre pièces furent édifiées pour les familles, plus un building pour les ouvrières célibataires et comprenant de nombreuses commodités. Ces dernières furent aussitôt très appréciées de leurs usagers. Aussi, lorsque les affaires de la société Cloetta se développèrent et vinrent à nécessiter de nouveaux logements, les ménages exprimèrent-ils leur préférence pour cette dernière solution, ce dont il fut tenu compte. A l'heure actuelle, l'opinion de chacun est faite : l'habitation privée est délaissée en faveur de la maison commune ; et comme un programme d'extension s'impose aujourd'hui de nouveau, la direction vient de décider — à la demande des ingénieurs aussi bien que des ouvriers — la construction d'un grand immeuble pouvant contenir trois mille personnes. Il sera construit à proximité des ateliers, afin de faciliter les choses, notamment en ce qui concerne les repas qui seront pris dans les restaurants aménagés à cet effet. Il sera par ailleurs entouré de jardins et de terrains de sport.

Tels sont les goûts et les tendances qui se manifestent parmi les populations ayant eu l'occasion de comparer les deux systèmes. Nul doute que, dans celles de France, les mêmes préférences s'affirmeraient s'il leur était donné de faire de semblables comparaisons. Du moins chez les jeunes ; car je sais bien que l'habitude est une seconde nature dont il est souvent bien difficile de se défaire, même en faveur du mieux. Et c'est bien là le redoutable fléau de la tradition routinière.

Mais, me dira-t-on encore, vous semblez ignorer qu'un referendum a été présenté dans des agglomérations françaises, et qu'il s'est dégagé de cette enquête une préférence marquée en faveur de la petite maison familiale. La question est donc tranchée et il n'y a pas à y revenir ! C'est là une grave erreur. En effet, les ménages consultés n'ont pu choisir qu'entre les sortes de logements qu'ils connaissaient. Or il n'existe pas en France — du moins à ma connaissance — d'habitations communautaires du genre de celles que je viens de décrire.

Mieux vaut, semble-t-il, s'écerveler à deviner de quoi demain sera fait. Or il est des données qui ne sauraient tromper, notamment en ce qui concerne le formidable accroissement des loisirs qui se manifeste depuis un siècle, et qui ne paraît nullement être en voie de régression, bien au contraire. Car enfin, si nos grands-pères travaillaient quatre-vingt-dix heures par semaine, ce temps, en 1938, avait été réduit aux environs de quarante heures, soit moins de la moitié. Encore quelque cent millions de chômeurs se désespéraient dans le monde de ne pouvoir trouver du travail, et de nombreux autres millions étaient occupés à faire des armements ou des paperasseries inutiles.

Si ces trois catégories d'individus étaient demain mises en situation de travailler pour la fabrication de biens consommables — et vu que durant ces dix dernières années le perfectionnement des

moyens de production a été tel que celle-ci pourrait généralement être doublée — il est évident qu'il serait possible de ramener le travail quotidien à quelques heures seulement, et pour tous.

Qui donc oserait prétendre que, dans ces conditions, les femmes accepteraient de continuer à besogner dix ou douze heures par jour dans leurs ménages, tandis que leurs frères et leurs maris — la tâche du matin accomplie — iraient pratiquer leurs sports favoris toute l'après-midi et consacreraient les soirées à leur culture intellectuelle et artistique dans des cercles appropriés ? Il n'y a aucun doute qu'elles réclameraient alors leur part de ces loisirs enrichissants, que seule pourrait leur procurer l'organisation communautaire, dont ceux qui ont pu la pratiquer se montrent si enthousiastes.

C'est pourquoi les urbanistes français seraient bien inspirés d'aller visiter en Suède les immeubles en question, afin de les étudier, et même de travailler à en améliorer la conception. Après quoi des maquettes et des descriptions détaillées montreraient à chacun les avantages du procédé. Il n'est pas douteux alors qu'à cette vue les Françaises — et les jeunes en particulier — opteraient pour un système qui promettrait de les délivrer de l'esclavage où les retient encore le maniement du balai et des casseroles, et qui leur ouvrirait en outre le champ illimité de la culture physique, intellectuelle et artistique.

Négliger cet aspect du problème urbain équivaudrait à courir un risque extrêmement dangereux, celui qui consisterait à couvrir le monde, ainsi qu'on est en train de le faire, de petites habitations familiales où nos petits-fils — et surtout leurs épouses — se refuseront à habiter. Que l'on se représente alors la somme d'efforts perdus, de matériaux gaspillés, d'illusions détruites, et l'on conviendra que le problème de l'habitation de demain demande à être posé et étudié avec un extrême sérieux, et en mettant de son côté les meilleures chances de réussite.

C'est pourquoi il faut l'aborder en s'inspirant de données économiques, sociales et culturelles aussi précises que possible, mais surtout de vues d'avenir prévoyantes et novatrices. Faute d'agir ainsi, on risquerait d'aller à un échec dont se ressentirait longtemps la civilisation tout entière.

Bernard MALAN.

FRONT UNI
pour une paix totale

Assistons-nous, comme d'aucuns semblent le redouter, à une dispersion des forces pacifistes ? N'est-ce pas plutôt une parade de pseudo-pacifisme qu'il nous est donné de contempler et qui, de Pleyel à la Sorbonne et du Vel' d'Hiv' à Buffalo, ne sont jamais l'expression de la résistance qu'à une certaine forme de guerre ou de dictature ?

Certes, la lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour la liberté, et si nous souscrivons volontiers au slogan communiste : « Pas de guerre contre l'Union Soviétique ! » nous n'en manifestons pas moins une suspicion certaine à l'endroit du « paradis » bolchévique.

Mais nous ne tenons pas davantage à nous plier aux exigences d'une « paix américaine », d'autant plus précaire qu'elle serait fondée sur la seule terreur de l'arme atomique toujours susceptible d'être détrônée par une invention plus diabolique encore.

Aussi notre place n'est-elle pas plus avec les « résistants » qu'avec les « partisans » également incapables de sonner le ralliement des véritables artisans de la paix.

Et c'est pourquoi nous avons prêté une attention particulière à l'appel lancé, avec sa simplicité coutumière, par Garry Davis dans le cadre symbolique d'une usine.

Après avoir déclaré ouverte « la crise de régime du monde », le premier combattant de la paix convie tous les hommes « à de nouveaux héroïsmes pour poser *les actes de refus, de courage et d'espoir dont l'avenir dépend* ».

Au moment où, du haut de l'Olympe politique, des Zeus tonnants s'apprêtent à anéantir sous leurs foudres des civilisations millénaires, — quitte à abandonner les rares espaces providentiellement épargnés par la sauvagerie des civilisés aux quelques peuplades négroïdes qui n'ont pas encore dépassé l'âge de pierre — comment pourrions-nous encore refuser notre concours, dans sa lutte pour la libération du monde, à l' « homme aux mains nues » ?

⁂

Car Garry Davis exprime bien l'universalité du pacifisme :

Pacifisme chrétien de l'Evangile et du cinquième commandement : « Tu ne tueras point »... « Quiconque a tué par l'épée périra par l'épée. »

Pacifisme révolutionnaire du Manifeste communiste et des grands congrès internationaux, socialistes, syndicalistes et anarchistes : « L'union des travailleurs fera la paix du monde »... « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Pacifisme humaniste qui inspira, voici déjà trois siècles, la célèbre « pensée » de Pascal : « Pourquoi me tuez-vous ? », que l'on retrouve à la veille de la Révolution de 1789 dans la généreuse déclaration de Montesquieu : « Si je savais quelque chose qui me fût utile et qui fût préjudiciable à ma famille, je le rejetterais de mon esprit. Si je savais quelque chose qui fût utile à ma famille et qui ne le fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier. Si je savais quelque chose qui fût utile à ma patrie et qui fût préjudiciable à l'Europe et au genre humain, je le considérerais comme un crime. »

Ancien pilote de bombardier, Garry Davis a eu tout loisir de méditer sur le geste meurtrier, mille fois répété, de ses frères d'armes. Comment n'en aurait-il pas été, à la longue, épouvanté ? Et lorsque, bien avant que se fussent constitués les « comités de soutien » dont le geste inoubliable et l'apostrophe fameuse du « fol de Chaillot » devaient susciter l'éclosion, Garry Davis prit l'engagement solennel de « placer les intérêts de la paix mondiale au-dessus de tout intérêt d'ordre national ou autre qui serait incompatible avec ce but ultime », un grand nombre de pacifistes s'avisèrent qu'il était peut-être temps de convertir en actes leur bel idéal.

Sans s'en douter, le « petit homme » venait de rendre vie à l'impératif oublié du grand philosophe allemand Kant : « Agis toujours de telle sorte que tu puisses vouloir que la maxime de ton action serve de règle universelle. »

Ainsi est née l'idée du *refus nécessaire* qui est à l'origine de toute révolution véritable. Or, la paix n'est-elle pas, par elle-même, une révolution ?

⁂

Nous ne croyons donc pas au prétendu pacifisme de ceux qui, après avoir pendant quatre ans répété sur tous les tons : « Il faut tuer des boches ; plus on en tuera, plus rapidement on ira vers la libération... Chaque Français doit tuer son boche » ; applaudissent maintenant au massacre chinois sous le prétexte que les armées de Mao Tsé Tung ne font que « châtier les fauteurs de guerre sino-américains » !

Nous ne croyons pas non plus au pacifisme de ceux qui, en plein « tourbillon de terreur », écrivaient : « L'Eglise ne milite pas en faveur de la paix à tout prix, d'une paix lâche et non guerrière... Au contraire, l'Eglise a elle-même énoncé la doctrine de la guerre juste. Elle bénit le devoir patriotique des soldats qui obéissent aux ordres de leurs autorités légales, donnent leur sang et leur vie sur les champs de bataille. » (Vindex, dans l'Obsservatore Romano, juin 1943.)

Nous affirmons que le Vatican, comme le Kremlin, ont trahi leur mission. Mais nous persistons à croire que tous les pacifiques, qu'ils soient croyants ou athées, doivent se retrouver unis autour de Garry Davis pour construire ensemble fraternellement, *la grande paix humaine*.

Ou bien alors qu'une guerre totale supprime à tout jamais une espèce indigne de vivre !

Eugène MERSER.

NOTRE PACIFISME

LA GUERRE entre les Etats-Unis et la Russie est-elle maintenant inévitable ? L'ensemble des événements qui se sont déroulés depuis la libération la laissent présager, et ce n'est pas la levée du blocus de Berlin qui nous incitera à penser que sa menace est définitivement écartée. Sur le plan historique et économique, on n'a pas d'exemple que deux Etats concurrents pour l'hégémonie mondiale en soient jamais venus à s'entendre sur un compromis durable, et nous ne croyons pas la paix possible tant que subsisteront les frontières sur notre globe.

Ce fatalisme va faire hurler d'indignation les néo-pacifistes dont l'attitude favorite consiste à nier l'évidence de belligérances prochaines et à clamer : « Ce n'est pas vrai... (ici quelques injures bien senties), la guerre n'est pas probable, mais vous pourriez faciliter son déchaînement en vous résignant à l'entrevoir dans un avenir plus ou moins éloigné. »

Cette conception du pacifisme, bien que basée sur une affirmation de Jean Jaurès, relève un tantinet de la méthode Coué ; la nôtre, centrée sur un examen critique des événements, s'exprime différemment et notre pacifisme, autrement réel et actif que l'autre, n'en est pas moins raisonné.

A vrai dire, cette mise au point n'est pas aussi superflue qu'on le pense : nous assistons depuis un certain temps à un phénomène dont l'évolution pourrait mettre en danger le peu de liberté spirituelle qui nous reste, à savoir : à la formation d'une tendance qui veut que, toutes les fois qu'il doit agir ou lutter contre quelque danger, il faut que l'homme abdique son sens critique et sa raison pour ne plus accepter qu'un certain fanatisme, qui fait le fond de sa pensée. Ce phénomène, que l'on n'observait jusqu'ici que chez les prêtres et chez les soldats, s'est étendu à d'autres types de l'humanité, aux néo-pacifistes en particulier.

Nous avions la naïveté de croire que le pacifisme, comme la tendance au bonheur, était une chose naturelle, instinctive, permanente ; nous pensions qu'il n'était, en aucune façon, soumis aux influences de la mode et qu'il se passait de publicité ; nous le pensions et nous estimions que tous les êtres humains pensaient comme nous. Nous étions persuadés, alors, qu'étant admis ce principe de la volonté de vivre, le sens critique, seul, pouvait identifier la voie qu'il fallait suivre et que l'attitude *pacifique* était, seule, garante de la volonté pacifiste d'un être humain.

Or, nous avons assisté à la création d'un certain mouvement de « combattants de la paix » dont l'absence du sens critique n'est pas la moindre des caractéristiques : ses « militants » en viennent à exhorter leurs recrues à croire aveuglément en de superbes âneries, telles que celle que nous avons relevée plus haut, en la vertu des « offensives de paix » et des accords jurés entre gouvernements, et à faire naître et prospérer dans l'esprit de leurs partisans une foi comparable au pire fanatisme religieux. C'est cette absence de tout raisonnement qui a fait apparaître comme scandaleuse l'intervention d'un délégué anglais au Congrès de Pleyel, réclamant une explication au sujet de l'attitude des combattants de la paix vis-à-vis de la guerre de Chine. (On sait que celle-ci a été approuvée par ces singuliers pacifistes, alors qu'ils condamnaient la guerre partout ailleurs.)

Pour nous, qui voulons conserver au mot « foi » le beau sens de « confiance » qu'il avait avant l'éclosion des fanatismes religieux et politiques, nous continuerons comme par le passé à œuvrer pour la paix sans nous dissimuler les dangers qu'elle peut courir, sans pour cela nous croire obligés de payer des cotisations mensuelles et de mettre notre confiance dans les seules résolutions de congrès et sans nous dissocier des hommes de bonne volonté sincèrement pacifistes.

Paul JOLY.

Répudiation unilatérale d'un devoir et d'un droit

I

Quand on réfléchit que les deux dernières guerres ont coûté la vie à une cinquantaine de millions d'êtres humains et laissé derrière elles des deuils innombrables, des ruines à perte de vue et des haines inextinguibles ; quand on se remémore les camps d'extermination, les wagons plombés isolés sur les voies de garage d'où s'exhalait la puanteur des cadavres d'asphyxiés, la fumée des fours crématoires incinérant des hommes, les charniers pleins de fusillés, les gibets arborant leurs grappes de pendus, Coventry pulvérisée, Oradour exterminée, les grandes villes allemandes détruites par le fer et le feu, la terre brûlée de l'Ukraine et le feu d'artifice plutonien d'Hiroshima, la guerre doit apparaître comme quelque chose de si funeste dans son infernal génie, et de si grandiose en son insurpassable horreur que toute créature sensée en conçoive obligatoirement l'épouvante et l'exécration.

Aussi, lorsque sonnent ses vingt ans — le bel âge ! — et qu'il est appelé à faire son apprentissage en vue de la guerre à venir, le jeune homme devrait se sentir en proie à la crainte la plus légitime et à l'effroi le plus excusable.

Encore que cet effroi et cette crainte ne constituent pas la règle, et qu'en général les jeunes gens acceptent la conscription avec beaucoup d'insouciance, il en est un certain nombre que n'aveuglent pas les impératifs sonores ; et j'en ai connu personnellement au moins un qui s'est juré, à l'âge de vingt ans, de ne point participer à ce que la guerre attendait de lui. Ce que, plus tard, il a vu de la guerre ne le lui a pas fait regretter.

Près de vingt autres années se sont écoulées depuis lors, et le jeune homme de ce temps-là n'est plus aujourd'hui que ce qu'on est convenu d'appeler gentiment « un homme jeune encore ».

Je ne retracerai point ici sa lutte contre l'autorité militaire et civile, la bataille qu'il eut à livrer, tant extérieurement à lui entre sa personne et la société, qu'intérieurement entre sa faiblesse et sa détermination ; il refusa d'accomplir son service militaire ; tant qu'il fut libre, le soutien de ses amis et de sa famille lui apporta le réconfort et l'exaltation sans lesquels de tels défis ne sauraient persister ; ensuite, la difficulté commença ; il y eut l'arrestation, l'isolement, la brimade, la prison ; et dans l'impossibilité de revenir sur le serment qu'il s'était fait, aussi bien que de se nourrir de l'énergie d'un contact sympathique au milieu du monde ennemi qui s'apprêtait à le juger, il ne vit plus devant lui que la solution qui est la panacée de tous les maux et le dénouement de toutes les tragédies : la mort.

Comment il en réchappa et comment il survécut, c'est une longue histoire ; elle n'a point sa place ici. Toujours est-il qu'il a définitivement réussi à s'exempter de ce devoir : le service militaire.

II

Dans l'idéal de sa théorie, ou dans la simplicité de ses origines, le service militaire peut apparaître comme un devoir légitime et naturel. Voici une cité. Des hommes se sont unis pour l'édifier. Elle n'est pas parfaite et l'organisation sociale divise ses citoyens en classes inégalement bénéficiaires des biens qui la composent, et ils se syndiqueront en groupements souvent opposés pour confronter les droits des uns et les privilèges des autres dont la contradiction ouvre un éternel débat intérieur ; cela n'empêche qu'à côté de leurs intérêts divergents, ils ont des intérêts communs. Riches et pauvres ont un égal intérêt, en marge de leur querelle civile, à ce que leur cité ne soit

pas détruite, soit par le feu ou les inondations, soit par les incursions de voisins malintentionnés ; d'où l'intérêt mutuel qui est le leur de s'unir pour créer un corps de pompiers contre les menaces naturelles, et pour former une armée contre les menaces humaines. Ainsi se pose la question dans l'idéal de la théorie, et sans doute aussi dans la simplicité des origines.

Suivant les lois de l'évolution, élargissez la cité jusqu'à ce qu'elle devienne la nation, et la logique de la proposition ci-dessus demeure ; de même que le citoyen d'un faubourg doit aide et assistance à celui d'un autre faubourg, de même le ressortissant d'une province ne peut refuser son concours à celui d'une autre province, dans la même cité et dans la même nation, sous peine de rompre la solidarité qui joue tour à tour en faveur des uns et des autres, et de mettre en péril la sécurité de la nation ou de la cité. Tous, fussent-ils séparés quant à d'autres intérêts, se trouvant d'accord sur l'intérêt qu'ils ont d'assurer cette protection, il apparaît, par conséquent, que le devoir de chacun est d'y participer et que quiconque s'y soustrait se retire à lui-même le droit de cité, puisqu'il compromet la défense de tous en s'en désintéressant.

Ainsi exprimé dans l'absolu, le devoir militaire se dresse comme un principe inattaquable. Il en va tout autrement dans la réalité.

Il s'est en effet produit ce phénomène qu'aussitôt créées, ces armées sont devenues, aux mains de ceux qui les commandaient, des instruments à deux tranchants ; constituées pour défendre la cité ou la nation, elles l'ont défendue en attaquant les cités ou les nations voisines, et celles-ci, provoquées, se sont à leur tour « défendues » de la même façon. La défense ne fut qu'un fallacieux prétexte pour attaquer, et dans neuf cas sur dix, chaque armée ne servit plus qu'à l'agression. A la nécessité de protéger une communauté se substitua l'opportunité de détruire les communautés étrangères, soit qu'elles fussent qualifiées rivales, réputées hérétiques ou présumées hostiles. Puis il s'y substitua une notion d'honneur militaire pur, qui tire gloire de tous les coups donnés ou reçus sans égard pour le motif, bon ou mauvais, ni pour l'adversaire, inculte ou génial, dans son droit ou dans son tort.

Un coup d'œil sur l'histoire de l'humanité nous peut convaincre de cette évidence. Qu'il s'agisse des combats de tribus à tribus qui ensanglantaient l'Afrique et l'Amérique avant leur conquête par la race blanche, qu'il s'agisse des légions romaines ou carthaginoises, ou des villes grecques, qu'il s'agisse des armées napoléoniennes ou de celles de l'Allemagne, les unes et les autres se sont peu défendues et ont énormément attaqué ; combien d'armées n'ont pas franchi la frontière de leur pays ? Depuis les guerres puniques jusqu'à la capitulation de Berlin, la défense de la cité, la défense de la nation n'a été qu'un mythe au nom duquel on a fait la guerre au voisin.

Dès lors, si le rôle de l'armée ne se cantonne pas à la défense de la communauté, c'est-à-dire à la défense du groupe de citoyens dont elle émane, de leurs biens et de leurs œuvres, chacun de ces citoyens est parfaitement fondé à ne plus s'identifier à elle et l'adhésion, l'enrôlement, le service qu'elle exige de lui cessent d'être un devoir.

Que, dans certains cas, devant certaines invasions torrentielles qui prenaient le caractère d'un cataclysme total, la riposte défensive ait été spontanée au point de ressortir à l'instinct de conservation, nous n'abjurerons pas nos principes et ne démentirons point nos conclusions en le reconnaissant ; des raz-de-marée humains comme l'invasion des Huns d'Attila, comme celle des Arabes après l'Hégire, comme celle des Turcs après, et même avant la chute de Constantinople, acquéraient une telle envergure de catastrophe qu'un endiguement militaire de ces énormes ruées devenait, à son tour, fatal, parce qu'il n'est, ni dans la nature des choses, ni dans les vœux de l'esprit, qu'un seul peuple, une seule culture, une seule civilisation, domine et absorbe tous les autres en déferlant jusqu'aux bornes du monde.

Les rares pays dont l'armée n'ait jamais joué un rôle agressif sont, nous l'admettons, en position beaucoup meilleure que les autres pour nous persuader que nous avons tort de nier la légitimité du devoir militaire ; eux, du moins, peuvent nous dire (ils sont en droit de le faire) que, n'ayant jamais usé de leur force que

pour se défendre, ils ont prouvé que les gouvernements n'utilisaient pas nécessairement ce moyen défensif comme instrument d'attaque, et que, par conséquent, leurs ressortissants ne sauraient invoquer d'excuse à refuser de porter les armes, et ne sauraient s'en dispenser sans s'exclure de la cité commune. Encore que, pour d'autres raisons, nous soyons d'un avis différent, nous reconnaîtrons volontiers que ces pays donnent un exemple susceptible d'atténuer nos griefs. Mais combien sont-ils, ces pays-là, et quelle place tiennent-ils dans l'échelle des forces internationales ? Leur modération n'est-elle pas de la prudence ? Ne doit-on pas leur rôle purement défensif à leur faiblesse ? S'ils étaient puissants et considérables, qui nous prouve que leur armée ne serait pas, elle aussi, un moyen déterminant, soit d'attaque, soit de menace et de pression, comme la plupart des armées que déploient les grands Etats, les unes essaimées d'un bout de l'univers à l'autre sur les cinq continents, les autres massées sur leur territoire d'origine, à l'affût du premier signal qui leur ordonnera de partir à l'assaut ?

Donc, dans le passé déjà, et dès le plus lointain passé, les armées ont trahi la cité en ne se contentant pas de la protéger contre les agressions éventuelles et en attirant sur elle les représailles inévitables qu'expliquaient leurs exactions à l'extérieur. Elles ont même rendu en quelque sorte fatales des menaces et des attaques contre la cité, car, les communautés étrangères étant inquiétées par leurs préparatifs, elles ont rendu fatales des expéditions préventives ; la sécurité de Rome exigeait la destruction de Carthage, la sécurité de l'Angleterre exigeait le coup de Trafalgar, et celle du Japon celui de Pearl Harbour, et ainsi de suite ! On a raisonné ainsi à Sparte, autrefois, on a raisonné ainsi à Londres ensuite, et à Berlin, et à Washington. On raisonne ainsi partout, de nos jours.

Dira-t-on que le lien est le même, qui unit dans le présent et dans la pratique le citoyen-soldat à son gouvernement, et qui unissait ou qui unirait le citoyen-soldat à sa cité ou à sa nation dans les origines ou dans l'idéal ? Le dira-t-on, à la lumière de ces réalités incontestables ? Dira-t-on que ce devoir militaire, qui envoie le jeune Français à Hanoï ou à Gao, le jeune Sénégalais à Djibouti ou à Toulon, est de la même espèce, a la même valeur de concours et de solidarité, que celui dont on discute à propos d'une cité théorique au nom d'un principe absolu ?

Ces représailles que l'abus de sa force que se permettait son armée attirait sur la cité, ces expéditions préventives que, par ses provocations, elle donnait à l'ennemi la tentation d'organiser, ce n'était rien : cela, c'est du passé. Aujourd'hui, on ne procède plus par coups de main, par embuscades, plus même par simples alliances à la mode de Charles le Téméraire contre Louis XI ou de Richelieu contre la maison d'Autriche. On procède par vastes coalitions, d'ampleur planétaire, et l'armée attire sur les foyers qu'elle est censée défendre, le monstrueux déchaînement des plésiosaures de fer, la migration des oiseaux de nuit pondant au hasard leurs œufs de feu, tout ce que nous venons de voir complété et accru par tout ce que nous ignorons, tout ce que la guerre d'hier portait en germe pour la guerre de demain et dont l'effroyable couvée est peut-être en voie d'éclosion, l'astre atomique d'Hiroshima qui éblouit comme le soleil et tue ce que le soleil vivifie, les rayons naturels captés par le génie humain pour anéantir l'homme, les mystères du cosmos utilisés par la science contre la vie avant même d'être identifiés, et le firmament des cités plein de météores inconnus.

Y a-t-il, pour justifier l'obligation sacrée du devoir militaire, une solidarité plausible et supérieure qui lie l'homme à tout cela ?

Si, pour les individus incultes ou pervers, faire la guerre est, avant tout, faire le mal pour le plaisir, une occasion de débauche, de pillage et de bas assouvissement, la multitude s'est rarement contentée, dans les sociétés policées, d'un but aussi matériel. Toutes les guerres se sont enveloppées d'une vertu messianique propre à ériger en devoir l'adhésion qu'elles requéraient de chacun. Les Croisés n'ont pris le glaive au nom d'un Sauveur qui l'avait proscrit que parce qu'ils projetaient de délivrer le tombeau de ce sauveur, et dans leur épopée multiple, qui tourna assez mal pour eux, ils ont opprimé quantité de populations innocentes

sous prétexte d'aller libérer un cadavre imaginaire, que dis-je ? un sépulcre inexistant, considéré comme ne contenant rien par eux qui croyaient à la résurrection du Christ.

Tout aussi fermement exprimée, et cependant tout aussi vaine, cette mission libératrice s'est rencontrée dans toutes les guerres.

Enchaînés par le devoir, mais exaltés par l'apostolat, on est confondu par la somme d'héroïsme que peuvent dépenser les hommes. Si l'on veut bien en oublier quelques instants la vanité, cet héroïsme est proprement admirable.

Quand on considère les défenseurs du fort de Vaux, les parachutistes d'Arnheim, les ouvriers d'Octobre-Rouge à Stalingrad, les maquisards du Vercors, on est ému de l'esprit de sacrifice sublime qui soutint leur énergie et leur résistance, et que seule a pu susciter leur conviction de lutter pour une cause juste ; ces épisodes de la guerre, où l'on voit des hommes se battre contre une invasion féroce, contre une idéologie fausse, contre une menace de submersion du monde entier par la force, l'erreur et la crainte, sont profondément bouleversants.

Mais pour qu'un tel héroïsme fût nécessaire de leur part, quels ennemis avaient-ils donc ? Ne fallait-il pas qu'en face d'eux il y eût également des hommes soulevés par une exaltation égale ? Sans aucun doute, sinon l'acharnement de ceux qu'ils combattaient serait inexplicable. Une croyance aussi ancrée, un apostolat aussi dévorant, hantaient les jeunes hitlériens, fils des anciens chômeurs de la république de Weimar, et les pilotes japonais des avions-suicides. Pour eux aussi, comme pour le jeune Français qui ralliait, via l'Espagne, les forces libres, comme pour ce jeune aviateur anglais qui se fit sauter avec son appareil en le jetant sur un V-2, l'appel de la guerre était un appel messianique, un message libérateur, et le service militaire un devoir.

En marge de ces tableaux, il y en a d'autres. Cet héroïsme, qui s'offre toujours à la liberté et conduit le plus souvent à l'oppression et profite le plus souvent à l'esclavage, il a une autre imagerie, non moins spectaculaire, mais combien plus affligeante !

Ce sont les fusillés pour l'exemple dont a parlé Monclin jadis ; ce sont les exploits des nettoyeurs de tranchées, les attaques aux gaz et au lance-flammes ; les dizaines de milliers d'hommes abattus à la mitrailleuse dans les charniers de Katyn, par les Russes disent les Allemands, par les Allemands disent les Russes ; ce sont les 1.500 ou les 2.000 marins français morts à Mers-el-Kébir dans la destruction de leur flotte par les Britanniques, à la suite de ce que, diplomatiquement, on a qualifié « un léger malentendu ». Car l'acceptation du devoir militaire ne permet pas à qui l'accepte de choisir, ni de distinguer ; peut-être mourra-t-il pour la liberté ou pour la patrie, comme il se peut aussi qu'il meure pour la tyrannie et pour la violation de la patrie d'autrui, comme il se peut aussi qu'il meure pour un « léger malentendu », ou même pour l'exemple, *c'est-à-dire pour rien*. Pas de distinction ! Pas de choix ! Le devoir de porter les armes est exclusif de toute clause restrictive ou résiliatoire, ordinairement liée à tout engagement et inséparable de tout contrat. On ne peut ni le discuter ni le dénoncer. Il faut l'accepter ou le refuser.

Les circonstances nous ramènent-elles parfois à cette simplicité des origines évoquées plus haut, si toutefois elle exista ? L'homme le plus pacifique n'est-il pas quelquefois sollicité par sa conscience de prendre parti dans une guerre ? J'ai soulevé la question dans un article précédent, je n'y reviendrai pas ici, bien que je me réserve d'en reparler. Il arrive que ce soit, dans certains esprits, un véritable débat, et j'ai tenté de me pencher sur le problème du scrupule kropotkinien. Ce scrupule n'est pas dissipé, et nous le retrouverons encore. Qui de nous ne s'est pas posé une question de ce genre : « Supposons que, moi pacifiste, je me trouve reporté à de nombreux siècles en arrière à la veille d'une de ces batailles qui semblent avoir été, dans l'histoire humaine, des victoires éclatantes ou des catastrophes effroyables pour la culture et pour la liberté, Salamine par exemple ; resterais-je fidèle à mon pacifisme, à mon idéal de non-violence ? Prendrais-je les armes sous Thémistocle ? Ou bien me porterais-je, un rameau d'olivier à la main, à la rencontre de Xerxès pour essayer de le fléchir comme Geneviève fléchit Attila qu'elle envoya se faire battre ailleurs par les centuries

d'Aetius ? Ou bien m'irais-je cacher sous une hutte au pied de l'Olympe, en attendant que le fléau passe, comme passent tous les fléaux, Xerxès, Attila ou Hitler, taillés en pièces par des armées qui écrasent les leurs, et qui leur succèdent ? »

Tous les hommes conscients de ce que l'esprit humain doit à la culture hellénique sont, à Salamine, pour les Grecs contre les Perses. Mais la Grèce n'était pas peuplée que de philosophes, et les hoplites ne défendaient pas que la liberté. La Grèce était aussi peuplée d'esclaves, et ses soldats défendaient aussi les privilèges aristocratiques. Nous qui, au XXe siècle, voudrions voir disparaître la condition prolétarienne, n'avons pas le droit d'omettre, en nos considérations, ce fait que la condition serve existait au Ve siècle avant Jésus-Christ. Si les prolétaires d'aujourd'hui peuvent dire, selon nous, qu'ils n'ont pas de patrie, pourquoi l'esclave antique ne l'aurait-il pas également pensé ? Nous connaissons l'attitude de Thémistocle devant Xerxès, mais nous ne savons pas quel eût été son comportement dans l'hypothèse d'un Spartacus athénien. Toute la culture dont rayonnait la Grèce et qui s'est perpétuée et se perpétuera immortellement, cet amour de la liberté qu'elle a communiqué au monde, n'ont jamais convaincu les riches Hellènes d'affranchir leurs esclaves, et la victoire de Salamine, si elle a retardé le saccage de la Grèce et permis à celle-ci de parfaire sa civilisation, sa splendeur, son message aux siècles futurs, n'a fait perdre ses chaînes à aucun des parias d'Athènes.

Or, un homme ne pouvant se cultiver qu'autant qu'il est libre, et devant, s'il ne l'est pas, accéder à la liberté avant d'aspirer à la culture, on voit le bénéfice que la culture hellénique eût retiré d'une abolition de l'esclavage; il reste cependant qu'il n'en fut rien, et qu'aucun Salamine, aucun Marathon, aucun Platées, n'a allégé le fardeau de l'esclave athénien, que ni Chéronèse, ni la conquête romaine ne devait l'accroître, si l'on dédaigne des incidents locaux et épisodiques comme la répression thébaine et différents autres soulèvements patriotiques et nullement sociaux. Et cependant, cette idée de la liberté humaine, qui n'a jamais atténué la charge de l'esclave grec, nous fut communiquée par la Grèce, et triomphait à Salamine avec des intérêts marchands et patriciens. Mais si Xerxès avait vaincu, l'aurait-il tuée ?

Abandonnons pour aujourd'hui la poursuite de ce sujet plein d'angoisses.

III

Ainsi donc, le jeune homme dont j'ai parlé en commençant refusa de se plier aux exigences du devoir militaire.

— Il convient cependant d'être juste, se dit-il ensuite ; puisque je me suis dispensé d'un devoir que la société considère envers elle comme essentiel, une élémentaire conception de l'équité exige que je me prive d'un droit. En effet, il n'est pas conforme à l'esprit de justice que le même individu retire de la société des avantages sans lui en apporter d'équivalents en échange, et prétende jouir de tous ses droits s'il ne remplit pas tous ses devoirs.

On voit par ce raisonnement que notre jeune homme se faisait du contrat social une haute idée, qu'il a modifiée par la suite ; car il s'est persuadé depuis, s'il ne l'avait qu'entrevu jusque là, que ceux qui, dans la société, fournissent le maximum de leur effort et de leur utilité sont en même temps ceux qui bénéficient le moins de ce que cette société procure de bien-être et de bienfaits.

De tous les devoirs que la société impose, il avait éludé le plus exigeant, le plus impérieux, le plus inéluctable et le plus dramatique ; il convenait donc qu'il renonçât, pour que la compensation fût équitable, au droit le plus noble, le plus élevé, le plus prisé, le plus enviable, qu'elle mettait à sa disposition ; et de même que sa dénonciation du devoir avait été unilatérale, il fallait que sa renonciation au droit fût volontaire.

Il se mit donc à rechercher, parmi les quelques droits dont il avait l'usage, lequel était estimé au plus haut prix par ses compatriotes ; et cette investigation fut de courte durée : ce droit, c'était le droit de vote.

Beaucoup de droits sont négligés, ainsi que s'ils n'existaient pas. Par exemple, le droit d'exprimer librement sa pensée ; ce droit, tout le monde l'a, mais combien d'entre nous en profitent ? Combien montent à la tribune ou écrivent dans les journaux uniquement pour divulguer de façon exacte et complète ce qu'ils pensent ? La plupart dédaignent ce droit,

aussi absolument que s'ils ne pensaient pas et n'avaient rien à exprimer. Il en va de même du droit de divorce ; tout le monde a le droit de divorcer, mais la plus grande partie des gens mariés s'en abstiennent, au point qu'on pourrait presque en conclure, sinon avec un peu de témérité, que la vie de ménage leur convient.

Tandis que le droit de vote est honoré avec beaucoup plus d'exactitude, exercé avec beaucoup plus d'intérêt ! Il n'y a guère que 30 à 40 % d'abstentionnistes. C'est-à-dire que 60 à 70 % des électeurs votent, cependant qu'une infime minorité utilise les droits que j'ai mentionnés ci-dessus. On voit par là combien ce droit est populaire, combien il est revendiqué, combien y sont attachés les hommes et les femmes de ce siècle et de ce pays. C'est un droit sacré !

Pas de doute possible : c'est bien le droit de vote qui constitue le droit majeur conféré par la société d'aujourd'hui. Le seul droit qui, par son importance, méritât d'être comparé au devoir majeur du service militaire. Nul autre droit ne pouvait être mis valablement en parallèle avec ce devoir. Ils s'équilibraient, ils s'équivalaient. Ils étaient à mettre dans le même sac !

Le jeune homme renonça au droit de vote.

IV

D'où vient cette grande importance accordée au vote ? Je ne le sais pas trop. Nulle part, en aucun pays, à aucun moment, je n'ai vu des élections changer rien à quoi que ce soit. Partout où des régimes nouveaux (meilleurs ou pires), se sont établis, ils ont triomphé autrement que par un succès électoral.

Quand les communistes perdent des voix dans un patelin, ils sont confondus. Pourquoi donc ? Ont-ils quelquefois vaincu par le bulletin de vote ? En Russie, ils ont pris le gouvernement par la révolution ; en Chine, par la guerre civile ; dans les Balkans, par les conséquences de la guerre étrangère ; nulle part par des consultations populaires. Il n'y a eu, après coup, que des plébiscites, qui, on le sait, homologuent toujours le fait accompli. Par contre, dans tous les pays où ils ont obtenu des majorités électorales, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en France, ils ont été chassés du pouvoir, par un Hitler, par un Mussolini, par un Franco, par un Ramadier.

Il en va de même des fascistes. Les partis totalitaires de droite sont accablés quand ils perdent des sièges. Mais, à l'exception de Hitler (qui, à y bien réfléchir, confirme la règle), aucun dictateur n'a dû son avènement à l'usage électoral. Mussolini et Franco l'ont emporté par des soulèvements et des rébellions, Pétain à la faveur d'une guerre étrangère, et ainsi de suite. Les Républiques elles-mêmes sont nées de convulsions sanglantes.

Les quatre républiques françaises en fournissent l'exemple; les deux premières naquirent de révolutions, les deux dernières ont vu le jour dans la guerre étrangère. Pas un régime ne doit son instauration au bulletin de vote. Le vote n'a jamais rien changé et ne changera jamais rien ; ce qui n'empêche pas la majorité des citoyens de continuer à voter.

De peu d'importance historique — car jamais le cours de l'histoire n'en a été sensiblement influencé — les élections sont, en outre, chaque fois et sans exception, une déconvenue quant aux résultats que l'électeur en peut attendre.

Par le vote, on prétend démontrer le pouvoir de la majorité sur la minorité, et du nombre sur l'individu. Or, ce pouvoir est à la fois imaginaire et immoral.

Il est immoral, et antiscientifique en même temps, car il ne prouve nullement que la minorité ait tort, ni que l'individu ne soit pas dans son droit. Ce n'est pas parce que le parti X a recueilli plus de suffrages que le parti Z que celui-ci a moins de valeur ou détient moins de vérité que celui-là. Ce n'est pas parce que Xavier de Montépin a plus de lecteurs que Victor Hugo, que ce dernier a moins de talent que le premier ; et tout le monde sait que les *Aventures de Tarzan* ont beaucoup plus d'admirateurs que les *Pensées* de Pascal.

Ensuite, il est imaginaire ; car l'opinion de l'individu qui a raison finira toujours par s'imposer aux foules qui avaient tort ; si l'on avait fait voter les foules, elles eussent désavoué Galilée, Halley, Pasteur, qui ont cependant fini par triompher ; et ce qui est exact dans le domaine scientifique l'est aussi dans le domaine social. Partout, les majorités électorales se constituent sous l'influence de minori-

tés politiciennes. Et les patrons, quoique infiniment moins nombreux que les ouvriers, montrent bien à ceux-ci, dans nos « démocraties », que la loi du nombre est un leurre ; les ouvriers n'élisent pas leurs patrons, ils ne sont admis à se prononcer, ni sur la compétence, ni contre l'autorité de leurs employeurs, et il arrive qu'après quinze jours, un mois, deux mois de grève et de discussion, le patron s'obstine et l'ouvrier cède, et que la volonté de deux cents ouvriers qui sont dans leur droit et qui ont raison, se brise contre la volonté d'un seul homme qui s'est buté par caprice et qui persévère dans son tort.

Donc, le pouvoir du nombre, quand il pourrait être moral, est imaginaire ; quand il est réel, il est immoral. Il n'est à la fois moral et réel que dans des cas bien rares d'action directe où la violence ne tarde pas à lui faire perdre l'une de ces deux qualités. Le vote politique n'est jamais que le truchement au moyen duquel les aspirations du nombre s'expriment par l'élection de mandataires qui les feront échouer.

S'il ne s'agissait que de faire choisir, par des électeurs investis d'un pouvoir permanent de contrôle, quelques mandataires connus d'eux, révocables à tout instant, et désignés pour une tâche limitée à leur compétence, et pour un temps restreint à l'accomplissement de cette tâche, le vote serait une institution à laquelle nul n'objecterait ; ce serait un acte concret, matériel, réaliste. Le vote actuel, au contraire, est une chimère métaphysique, utopique, abstraite, peut-être née dans l'idéal, mais tombée de bien haut dans l'opprobre des Parlements.

Quand vous avez élu quelqu'un, vous êtes forcé de lui obéir, même s'il décrète votre mobilisation après vous avoir promis le désarmement. Les innombrables majorités pacifistes, expédiées à la boucherie par les gens qu'elles avaient élus, se sont fait un scrupule de voter à nouveau pour eux, ou, si elles les ont répudiés, d'élire à leur place, en application de leur volonté de paix, de nouveaux personnages qui leur préparent de nouvelles guerres.

On arrive à faire voter des gens épris de liberté pour des parlementaires qui rêvent d'une dictature ; on arrive à faire voter des gens assoiffés de paix pour des mandataires qui feront d'eux des soldats ; on arrive à faire voter des grévistes pour des députés qui leur retireront le droit de grève ; on arrive à faire voter des électeurs pour des élus qui leur confisqueront le droit de vote ; on parvient, en disant aux ouvriers : « Vous travaillez trop, vous ne gagnez pas assez ! », à les faire voter pour des représentants qui leur diront ensuite de retrousser leurs manches pour gagner la bataille du fer ou pour faire triompher le plan, et de se serrer la ceinture afin d'augmenter nos exportations !

V

Comme je l'ai indiqué plus haut, le jeune homme conférait dans son esprit, à son abandon du droit de vote, une valeur de compensation en quelque sorte expiatoire.

Or, son abstention fut remarquée et des gens lui tinrent rigueur de ce qu'il ne votait pas. Parmi ces gens acharnés à voter, et pleins de reproches contre quiconque n'allait point aux urnes, figuraient certains électeurs dont les suffrages favorisaient des candidats qui, s'ils détenaient un jour le pouvoir, leur retireraient le droit de vote ! Contradiction qui les rendait tendres au dictateur de demain qui abolira les consultations électorales, et, en même temps, impitoyables envers qui s'abstient aujourd'hui d'y prendre part !

D'ailleurs, ces électeurs ne considèrent pas le vote comme un droit, mais comme un devoir : « *Je vais faire mon devoir* », disent-ils en se rendant à l'isoloir, comme ils le diraient en se dirigeant vers leur centre de mobilisation. Je crois même que c'est parce que le vote est promu par eux à la qualité de « devoir » qu'ils continuent à voter ; si, dans leur pensée, ce n'était qu'un droit, ils n'en profiteraient pas plus que de la plupart des autres droits qu'ils ont et dont ils ne font pas usage. L'homme aime mieux avoir des devoirs que des droits ; et de ses droits, il fait quelquefois des devoirs pour s'accorder l'excuse de s'en servir.

Cette reconnaissance de la déférence de l'homme envers le devoir en général, encore qu'il le transgresse très souvent, mais avec un bonheur quelquefois discutable, comporte une part de critique et une part de louange. C'est un éloge en ce sens que cette déférence prouve qu'on a tort de considérer l'homme comme un

être essentiellement mauvais dont on ne peut rien espérer de salutaire ; c'est une critique dans la mesure où, incapable d'agir dans l'indépendance et la liberté, il fait de ses actions les plus naturelles un devoir, un sacrement, un culte. Cela tourne parfois à la manie. N'a-t-il pas travesti en devoir — car il dit : « le devoir conjugal » — le don périodique, qu'il fait à sa compagne, d'une petite partie de sa personne, en désaveu ou en réparation du plaisir voluptueux et discret qu'il y trouve ?

O mon semblable, je t'en conjure ! cesse de considérer et de vouloir m'imposer comme un devoir tout acte dont, de ma part, l'exercice ou le non-exercice ne te nuit, ne te lèse en rien !

Ne me parle pas de mes devoirs religieux, et ne te préoccupe pas de mon salut posthume ! Aller à la messe est un droit que jamais je ne te contesterai, mais n'en fais pas un devoir et n'aspire pas à m'y contraindre, et nous serons alors, toi pratiquant, moi mécréant, deux laïcs tolérants amis.

Ne me parle pas de mes devoirs électoraux, et ne te préoccupe pas de relever mon nom parmi les abstentionnistes après le pointage des listes. Tu votes, et je te pardonne de me donner ainsi des maîtres dont je ne ressens pas le besoin ; mais ne me reproche pas à moi de n'avoir pas apporté mon suffrage à ceux, trop nombreux déjà, qu'ils ont recueillis. Ne m'impose pas comme un devoir ce que je suis, pour ma part, trop clément de te concéder comme un droit. Tu t'arroges le droit de m'élire des chefs malgré moi ; ne m'oblige pas à t'en désigner, c'est tout ce que je te demande.

Quant au devoir conjugal, j'espère que c'est par dérision que tu l'appelles ainsi.

J'ai tout de même le devoir de travailler, diras-tu ; n'est-ce pas un devoir ? Si fait, d'accord. En échange des avantages que je retire du milieu social, il est équitable que je lui rende des services correspondants. Mais voudrais-je m'y soustraire, que le besoin m'y contraindrait rapidement. Bien que ce soit véritablement un devoir, il a perdu ce caractère, premièrement parce que le besoin l'a transformé en obligation naturelle et inéluctable pour moi, deuxièmement parce que je connais des gens qui, par la dispense que procure la fortune, s'en sont cependant exemptés sans que la société les en châtie, et d'autres gens qui, bien que travaillant, se font procurer par le milieu social des avantages tout à fait disproportionnés avec l'utilité de leur production d'énergie.

La société abuse souvent dans la distribution des devoirs qu'elle m'impose, rarement dans celle des droits qu'elle m'accorde. Mais le pire abus, c'est, m'ayant réservé un droit, de le convertir en devoir, ce qui se résoud pour moi par un devoir en plus et un droit en moins, donc par une restriction de liberté.

Laissez-moi de grâce, si cela me convient, m'abstenir de communier et de voter, ignorer l'urne et le tabernacle, la tribune et la chaire, la soumission au Souverain Maître, l'allégeance au peuple souverain. Laissez-moi vivre hors des mystiques, hors de l'état de grâce du culte, hors de l'euphorie des scrutins, si cela me convient. Laissez-moi tranquille !

Pour en revenir au réfractaire dont j'ai parlé, et conclure, il s'est résolu, en dénonçant la conscription par une résiliation unilatérale que la société n'admet pas, à n'être jamais soldat ; en renonçant au droit de vote, il s'est résigné à n'être jamais citoyen. Il n'est rien, qu'un homme qui passe pour n'avoir aucune opinion politique, aucune déférence nationale; son livret militaire est vierge, ses cartes d'électeur aussi. Il n'a joué aucun rôle dans les tragédies de la guerre, ni dans les comédies de la paix. Et pourtant ! tout l'horizon des luttes sociales, tout le paradis des arts, tout l'enfer de l'histoire, participent et se mêlent à sa vie de chaque jour, cependant qu'au dedans de lui se construit son univers intérieur d'harmonie individuelle, qui s'achèvera avec sa dernière pensée pour disparaître avec son dernier battement de cœur.

Pierre-Valentin BERTHIER.

Directeur-Gérant : JEAN BÉRINGER.

LES IMPRESSIONS MODERNES
37, BD DE STRASBOURG - PARIS
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Il n'y a pas péril
Mais il y a urgence à agir

NOUS n'avons obtenu depuis le précédent numéro que 32 nouveaux abonnements. Le mois dernier nous n'en reçûmes qu'une cinquantaine.

C'est donc tout juste si nous enregistrons, à l'heure présente, 2.000 abonnés.

A la cadence actuelle nous serions loin, au bout d'une année de parution, des 3.000 abonnements sur lesquels jusqu'ici nous faisions absolument fond. Et il nous les faut pour nous encourager moralement et nous aider pratiquement.

La revue plaît, c'est indéniable — j'en ai chaque jour de nombreuses preuves. Personne ne doute non plus qu'avec l'hiver prochain j'en ferai encore un meilleur outil de propagande — si l'on m'écoute, si l'on m'entend, si l'on m'appuie.

J'ai déjà déclaré que je ne vous réclamerais jamais d'argent, qu'aucune souscription ne serait ouverte en faveur de « Défense de l'Homme » qui poursuivrait son existence par la ressource de ses seuls abonnements — complétée par sa vente au numéro faite par les militants.

Je le maintiens. Et je prétends toujours que la revue peut et doit vivre normalement.

On ne peut et on ne doit compter sur moi, d'ailleurs, que dans ces conditions.

Puis-je, moi, compter sur vous ? J'aimerais le savoir et que vous m'en administriez nettement la preuve, si c'est oui.

Ces quelques lignes ne s'adressent point à la centaine de bons amis qui se sont mis vaillamment à l'ouvrage dès mon premier appel. Elles sont écrites pour les autres qui doivent me comprendre — sinon toute propagande serait vouée à l'échec — et faciliter ma tâche s'ils approuvent, comme je le crois, mes efforts.

« Défense de l'Homme » ayant besoin de plusieurs centaines d'abonnés nouveaux pour équilibrer son budget il est normal que vous les lui procuriez, vous les premiers abonnés. Je ne puis, en tout cas, les demander qu'à vous.

Comprenez-moi bien, camarades : A ce jour, la situation de la revue est bonne et aucun danger ne la menace. C'est son avenir, son développement qui m'inquiètent et c'est le ralentissement signalé plus haut qui en est cause.

Il suffira que vous commenciez à répondre, dès maintenant, à ma demande pour calmer mes inquiétudes et m'enlever de désagréables soucis.

J'espère en votre amitié, en votre dévouement et j'en attends impatiemment les heureuses manifestations.

Louis LECOIN.